
METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Territoire MARSEILLE PROVENCE

17 MAI 2017

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtels de Ville des Communes Membres à partir du et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Hélène ABERT - Christian AMIRATY - René AMODRU - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALOCCO - Marie-Josée BATTISTA - Yves BEAUVAL - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Patrick BORE - Nicole BOUILLLOT - Nadia BOULAINSEUR - Valérie BOYER - Marie-Christine CALATAYUD - Laure-Agnès CARADEC - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Sophie CELTON - Gérard CHENOZ - Alain CHOPIN - Anne CLAUDIUS-PETIT - Frédéric COLLART - Monique CORDIER - Vincent COULOMB - Anne DAURES - Christophe DE PIETRO - Dominique DELOURS - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Nouriati DJAMBAE - Emilie DOURNAYAN - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Yann FARINA - Nathalie FEDI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY VLASTO - Josiane FOINKINOS - Josette FURACE - Samia GHALI - Karim GHENDOUF - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Jean-Pierre GIORGI - André GLINKA-HECQUET - Vincent GOMEZ - José GONZALEZ - Régine GOURDIN - Marcel GRELY - Andrée GROS - Albert GUIGUI - Louisa HAMMOUCHE - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Noro ISSAN-HAMADY - Christian JAILLE - Paule JOUVE - Fabrice JULLIEN-FIORI - Dany LAMY - Albert LAPEYRE - Marc LOPEZ - Marie-Louise LOTA - Patrick MAGRO - Hélène MARCHETTI - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Bernard MARTY - Janine MARY - Florence MASSE - Martine MATTEI - Xavier MERY - Jean MONTAGNAC - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Grégory PANAGOUDIS - Patrick PAPPALARDO - Christyane PAUL - Christian PELLICANI - Nathalie PIGAMO - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Gérard POLIZZI - Marlène PREVOST - Muriel PRISCO - Julien RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Carine ROGER - Georges ROSSO - Lionel ROYER-PERREAUT - Roger RUZE - Isabelle SAVON - Emmanuelle SINOPOLI - Guy TEISSIER - Dominique TIAN - Jocelyne TRANI - Cédric URIOS - Claude VALLETTE - Brigitte VIRZI-GONZALEZ - Kheïra ZENAFI.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Loïc BARAT représenté par Jacques BESNAÏNOU - Mireille BENEDETTI représentée par Mireille BALOCCO - Jean-Louis BONAN représenté par Patrick BORE - Marie-Arlette CARLOTTI représentée par Muriel PRISCO - Sandrine D'ANGIO représentée par Jeanne MARTI - Monique DAUBET-GRUNDLER représentée par Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Eric DIARD représenté par Roland MOUREN - Pierre DJIANE représenté par Michèle EMERY - Frédéric DOURNAYAN représenté par Emilie DOURNAYAN - Marie-France DROPY OURET représentée par Martine RENAUD - Martine GOELZER représentée par Dominique DELOURS - Annie GRIGORIAN représentée par André GLINKA-HECQUET - Michel ILLAC représenté par Martine MATTEI - Nathalie LAINE représentée par Régine GOURDIN - Gisèle LELOUIS représentée par Dany LAMY - Christophe MASSE représenté par Florence MASSE - Guy MATTEONI représenté par Emmanuelle SINOPOLI - Danielle MILON représentée par Fabrice JULLIEN-FIORI - Richard MIRON représenté par Frédéric COLLART - André MOLINO représenté par Sophie CELTON - Claudette MOMPRIVE représentée par Grégory PANAGOUDIS - Virginie MONNET-CORTI représentée par Nathalie FEDI - Yves MORAINE représenté par Gérard CHENOZ - Jérôme ORGEAS représenté par Roland GIBERTI - Patrick PADOVANI représenté par Michel AZOULAI - Claude PICCIRILLO représenté par Anne DAURES - Roland POVINELLI représenté par Paule JOUVE - Marine PUSTORINO-DURAND représentée par Patrick PAPPALARDO - Jean ROATTA représenté par Guy TEISSIER - Sandra SALOUM-DALBIN représentée par Christyane PAUL - Marie-Xavière SCOTTO DI UCCIO représentée par Brigitte VIRZI-GONZALEZ - Jean-Louis TIXIER représenté par Patrick GHIGONETTO - Lionel VALERI représenté par Andrée GROS - Josette VENTRE représentée par Albert GUIGUI.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Mireille BALLETTI - Jean-Pierre BAUMANN - Sabine BERNASCONI - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Frédéric BOUSQUET - Michel CATANEO - Catherine CHAZEAU - Laurent COMAS - Michel DARY - Jean-Claude DELAGE - Arlette FRUCTUS - Jean-Claude GAUDIN - Bruno GILLES - Georges GOMEZ - Bernard JACQUIER - Laurent LAVIE - Eric LE DISSES - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Laurence LUCCIONI - Antoine MAGGIO - Bernard MARANDAT - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Patrick MENNUCCI - Marie MUSTACHIA - Didier PARAKIAN - Elisabeth PHILIPPE - Stéphane PICHON - Véronique PRADEL - Stéphane RAVIER - Marie-Laure ROCCA-SERRA - Eric SCOTTO - Nathalie SUCCAMIELE - Maxime TOMMASINI - Martine VASSAL - Patrick VILORIA - Didier ZANINI - Karim ZERIBI.

**Commission "Finances et Etat
Spécial"**

FES 001-580/17/CT

**■ Etat Spécial de Territoire Marseille Provence -
Comptes Administratifs de l'exercice 2016**

**Avis du Conseil de Territoire
DBP 17/15430/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Comptes Administratif de l'exercice 2016 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence sera présenté au vote du Conseil de Métropole du 18 Mai 2017 en même temps que le Compte Administratif du budget Principal de la Métropole.

En application des dispositions de l'article L.5218-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, chaque territoire doit rendre un avis sur l'exécution de son Etat Spécial de Territoire.

Le résultat de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'il apparait dans le Compte de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances est identique à celui constaté dans le Compte Administratif de l'exercice 2016 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n°HN056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Les délibérations 2016 approuvant le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives des budgets annexes délégués ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à l'adoption du Compte Administratif de l'exercice 2016 comme suit :

L'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence est arrêté aux montants exécutés suivants :

En recettes	82 564 448,91 euros
En dépenses	82 564 448,91 euros
Résultat	0,00 euros

Article 2 :

Le Conseil de Territoire donne acte à Monsieur le Président de la présentation faite du Compte Administratif de l'exercice 2016 de l'Etat Spécial de Territoire, document annexé à la présente délibération.

Article 3 :

Le Conseil de Territoire reconnaît l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Le résultat de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion 2016 de Monsieur le Receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans le Compte Administratif 2016.

Présents	102
Représentés	34
Voix Pour	124
Voix Contre	0
Abstentions	12

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

FES 002-581/17/CT

■ **Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant le Territoire Marseille Provence - Comptes Administratifs de l'exercice 2016**

Avis du Conseil de Territoire DBP 17/15429/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les Comptes Administratifs de l'exercice 2016 des budgets annexes du Territoire Marseille Provence des services de la Collecte et du traitement des déchets, de l'Assainissement, de l'Eau, des Ports de Plaisance, du Crématorium et des Opérations d'aménagement sont présentés au vote du prochain Conseil de Métropole du 18 Mai 2017.

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans les Comptes Administratifs de l'exercice 2016 pour ces budgets annexes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Les délibérations 2016 prouvant le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives des budgets annexes délégués ;

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à l'adoption des Comptes Administratifs de l'exercice 2016-Budgets annexes tels que présentés ci-après.

Les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans le Compte Administratif 2016 sont retranscrits ci-après :

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS

SOLDE CREDITEUR : 41 233,78 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2015	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2016	RESULTATS DE L'EXERCICE 2016	RESULTATS DE CLOTURE 2016
INVESTISSEMENT	3 272 722,31		-4 197 011,08	-924 288,77
FONCTIONNEMENT	976 633,25	11 110,70	0,00	965 522,55
TOTAL	4 249 355,56	11 110,70	-4 197 011,08	41 233,78

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

SOLDE CREDITEUR : 7 905 894,61 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2015	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2016	RESULTATS DE L'EXERCICE 2016	RESULTATS DE CLOTURE 2016
INVESTISSEMENT	-1 117 830,58		3 464 866,43	2 347 035,85
FONCTIONNEMENT	5 911 693,41	2 868 076,90	2 515 242,25	5 558 858,76
TOTAL	4 793 862,83	2 868 076,90	5 980 108,68	7 905 894,61

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DE L'EAU

SOLDE CREDITEUR : 15 300 877,74 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2015	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2016	RESULTATS DE L'EXERCICE 2016	RESULTATS DE CLOTURE 2016
INVESTISSEMENT	5 794 887,95		3 963 294,19	9 758 182,14
FONCTIONNEMENT	9 531 010,39	5 000 000,00	1 011 685,21	5 542 695,60
TOTAL	15 325 898,34	5 000 000,00	4 974 979,40	15 300 877,74

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DES PORTS DE PLAISANCE

SOLDE CREDITEUR : 190 104,06 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2015	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2016	RESULTATS DE L'EXERCICE 2016	RESULTATS DE CLOTURE 2016
INVESTISSEMENT	770 785,31		-1 285 254,68	-514 469,37
FONCTIONNEMENT	557 307,18		147 266,25	704 573,43
TOTAL	1 328 092,49	0,00	-1 137 988,43	190 104,06

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DU CREMATORIUM

SOLDE CREDITEUR : 3 400 778,57 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2015	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2016	RESULTATS DE L'EXERCICE 2016	RESULTATS DE CLOTURE 2016
INVESTISSEMENT	1 059 863,03		149 669,74	1 209 532,77
FONCTIONNEMENT	1 844 504,85	0,00	346 740,95	2 191 245,80
TOTAL	2 904 367,88	0,00	496 410,69	3 400 778,57

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE OPERATIONS D'AMENAGEMENT

SOLDE DEBITEUR : - 311 992,51 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2015	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2016	RESULTATS DE L'EXERCICE 2016	RESULTATS DE CLOTURE 2016
INVESTISSEMENT	380 514,52		632 808,24	1 013 322,76
FONCTIONNEMENT	-1 060 319,70	0,00	-264 995,57	-1 325 315,27
TOTAL	-679 805,18	0,00	367 812,67	-311 992,51

Article 2 :

Est d'avis de donner acte à Monsieur le Président de la présentation faite des Comptes Administratifs de l'exercice 2016, documents annexés à la présente délibération et comportant les Comptes Administratifs Annexes de la Collecte et du traitement des déchets, de l'Assainissement, de l'Eau, des Ports de Plaisance, du Marché d'Intérêt National, du Crématorium et des Opérations d'aménagement.

Article 3 :

Constate, pour le Compte Administratif Annexe Collecte et traitement des déchets, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recette de 245 829 380,02 euros

Reprise des résultats antérieurs
4 238 244,86 euros

En dépenses de 250 026 391,10 euros

Solde 41 233,78 euros

Article 4 :

Constate, pour le Compte Administratif Annexe de l'Assainissement, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de 60 401 528,71 euros

Reprise des résultats antérieurs 1 925 785,93 euros

En dépenses de 54 421 420,03 euros

Solde 7 905 894,61 euros

Article 5 :

Constate, pour le Compte Administratif Annexe de l'Eau, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de 39 656 970,65 euros

Reprise des résultats antérieurs 10 325 898,34 euros

En dépenses de 34 681 991,25 euros

Solde 15 300 877,74 euros

Article 6 :

Constate, pour le Compte Administratif Annexe des Ports de plaisance, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de 19 769 453,56 euros

Reprise des résultats antérieurs 1 328 092,49 euros

En dépenses de 20 907 441,99 euros

Solde 190 104,06 euros

Article 7:

Constate, pour le Compte Administratif Annexe du Crématorium, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de 2 153 214,39 euros

Reprise des résultats antérieurs 2 904 367,88 euros

En dépenses de 1 656 803,70 euros

Solde 3 400 778,57 euros

Article 8 :

Constate, pour le Compte Administratif Annexe Opérations d'aménagement, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de 92 521 045,84 euros

Reprise des résultats antérieurs - 679 805,18 euros

En dépenses de 92 153 233,17 euros

Solde - 311 992,51 euros

Article 9 :

Reconnaît la sincérité des restes à réaliser.

Article 10:

Reconnaît l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion 2016 de Monsieur le Receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans les Comptes Administratifs 2016.

Présents	102
Représentés	34
Voix Pour	124
Voix Contre	0
Abstentions	12

Adoptée**Se sont abstenus :**

René AMODRU - Loïc BARAT - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

FES 003-582/17/CT

**■ Etat Spécial de Territoire Marseille Provence -
Compte de Gestion de l'exercice 2016**

**Avis du Conseil de Territoire
DBP 17/15432/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, le Compte de Gestion de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence.

Après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer.

Conformément aux modalités de gestion retenues dans ce 1^{er} exercice, l'Etat Spécial de Territoire enregistre uniquement l'exécution budgétaire de la section de fonctionnement, la section d'investissement étant exceptionnellement exécutée au niveau du budget Principal.

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2016 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant

élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Les délibérations 2016 prouvant le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives des budgets annexes délégués ;

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à l'adoption du Compte de Gestion de l'exercice 2016 comme suit :

Le résultat de clôture de l'exercice 2016 du Compte de Gestion de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence est le suivant :

En recettes 82 564 448,91 euros
En dépenses 82 564 448,91 euros

Résultat 0,00 euros

Article 2 :

Est d'avis d'adopter et de déclarer que le Compte de Gestion de l'Etat Spécial de Territoire dressé par le Receveur pour l'exercice 2016, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Présents	102
Représentés	34
Voix Pour	124
Voix Contre	0
Abstentions	12

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

FES 004-583/17/CT

■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant le Territoire Marseille Provence - Comptes de Gestion de l'exercice 2016

Avis du Conseil de Territoire DBP 17/15431/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, les Comptes de Gestion des services de la collecte et du traitement des déchets, de l'assainissement, de l'eau, des ports de plaisances, du crématorium, des Opérations d'aménagements, du Territoire Marseille Provence.

Après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer.

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2016 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Les délibérations 2016 prouvant le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives des budgets annexes délégués ;

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à l'adoption des Comptes de Gestion de l'exercice 2016 comme suit :

Les résultats de clôture de l'exercice 2016 des Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire Marseille Provence sont les suivants :

BUDGET ANNEXE COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS

Section d'investissement - 924 288,77 euros
Section de fonctionnement 965 522,55 euros
Solde 41 233,78 euros

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

Section d'investissement	2 347 035,85 euros
Section de fonctionnement	5 558 858,76 euros

Solde **7 905 894,61 euros**

BUDGET ANNEXE DE L'EAU

Section d'investissement	9 758 182,14 euros
Section de fonctionnement	5 542 695,60 euros
Solde	15 300 877,74 euros

BUDGET ANNEXE DES PORTS DE PLAISANCE

Section d'investissement	- 514 469,37 euros
Section de fonctionnement	704 573,43 euros
Solde	190 104,06 euros

BUDGET ANNEXE CREMATORIUM

Section d'investissement	1 209 532,77 euros
Section de fonctionnement	2 191 245,80 euro
Solde	3 400 778,57 euros

BUDGET ANNEXE OPERATIONS D'AMENAGEMENT

Section d'investissement	1 013 322,76 euros
Section de fonctionnement	- 1 325 315,27 euros
Solde	- 311 992,51 euros

Article 2 :

Est d'avis adopter et de déclarer que les Comptes de Gestion des services de la collecte et du traitements des déchets, de l'assainissement, de l'eau, des ports de plaisances, du crématorium et des Opérations d'aménagements du Territoire dressé par le Receveur pour l'exercice 2016, visés et certifiés conforme par l'Ordonnateur, n'appellent ni observation, ni réserve de sa part.

Présents	102
Représentés	34
Voix Pour	124
Voix Contre	0
Abstentions	12

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

***** **Commission "Fonctionnement"** *****

FCT 001-584/17/CT

■ Autorisation donnée au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour déposer une demande d'autorisation de défrichement pour la réalisation d'un cimetière intercommunal sur la commune de La Ciotat

Information du Conseil de territoire DGEDPSV 17/15316/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière de création de cimetières, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de mettre en œuvre une opération d'aménagement destinée à la réalisation d'un cimetière intercommunal, sur la commune de La Ciotat.

Préalablement au dépôt du Permis de Construire de ce dernier, il est nécessaire de déposer une demande d'autorisation de défrichement auprès de la Préfecture des Bouches du Rhône.

Le présent rapport a pour objet de donner mandat au Président afin qu'il puisse signer et déposer un dossier de demande d'autorisation de défrichement dans le cadre de ce projet d'aménagement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d’adopter une délibération ayant pour objet de donner mandat au Président afin qu’il puisse signer et déposer un dossier de demande d’autorisation de défrichement dans le cadre du projet de réalisation d’un cimetière intercommunal sur la commune de La Ciotat.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération ayant pour objet de donner mandat au Président de la Métropole afin qu’il puisse signer et déposer un dossier de demande d’autorisation de défrichement dans le cadre du projet de réalisation d’un cimetière intercommunal sur la commune de La Ciotat.

FCT 002-585/17/CT

■ Approbation d’une convention entre la commune de Ceyreste et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la gestion du cimetière intercommunal

Information au Conseil de Territoire DGEDPSV 17/15340/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

En application des dispositions de l’article L5217-2 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour la gestion des services d’intérêt collectif et notamment en matière de création et de gestion de cimetières.

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a construit en 2011 un cimetière intercommunal sur le territoire de la commune de Ceyreste.

Afin de rendre un service de proximité à la population et de faciliter les démarches des usagers, il est proposé de confier à la commune de Ceyreste la gestion administrative de cet équipement en terme d’accueil du public et de délivrance des titres de concession.

De même, dans un souci de bonne organisation des services et de meilleur service rendu, il est souhaitable de confier à la commune l’ouverture, le nettoyage et l’approvisionnement des sanitaires du cimetière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une convention entre la Commune de Ceyreste et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la gestion du cimetière Intercommunal.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Aix-Marseille-Provence prend acte du projet de délibération concernant l'approbation d'une convention entre la commune de Ceyreste et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la gestion du cimetière intercommunal.

FCT 003-586/17/CT

■ Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels

Information du Conseil de Territoire DAJASV 17/15408/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à

30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Huit dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 11 387,34 euros (onze mille trois cent quatre-vingt-sept euros et trente-quatre centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- M. LE JOLIS Gwenaël – sinistre du 2 décembre 2016 – Montant : 445,92 euros
- M^{me} VALLET Emeline – sinistre du 18 octobre 2016 – Montant : 685,38 euros
- M. STOFFEL-MUNCK Jean-Jacques – Sinistre du 27 septembre 2016 – Montant : 3516,89 euros
- M. ALOYAN Gérard – sinistre du 6 octobre 2016 – Montant : 1668,00 euros
- M. WEPIERRE Robert – sinistre du 19 janvier 2016 – Montant : 63,76 euros
- M. PIRON Alain – sinistre du 10 février 2016 – Montant : 2569,45 euros
- M^{me} BERNARDIN Mariam – sinistre du 26 décembre 2016 – Montant : 537,30 euros
- M. PAIVA Antoine – sinistre du 27 septembre 2016 – Montant : 1900,64 euros

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport relatif à l'indemnisation de tiers victimes de dommages matériels.

FCT 004-587/17/CT

■ Indemnisation amiable des préjudices commerciaux subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Information du Conseil de Territoire FCT 004-17/05/17 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence entrevoit d'engager d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux auront une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, elle a créé une Commission d'Indemnisation

Amiable des Préjudices Economiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission d'Indemnisation Amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille Provence.

Lors de sa dernière séance, la Commission d'Indemnisation Amiable s'est prononcée, d'une part sur la recevabilité de nouvelles demandes, et d'autre part, sur les montants des indemnités accordées selon la délibération ci-jointe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte de la délibération portant sur l'indemnisation amiable des préjudices commerciaux subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

FCT 005-588/17/CT

■ Réforme de véhicules légers et de véhicules utilitaires de poids inférieur à 3,5 tonnes et de véhicules deux roues

Information du Conseil de Territoire DPPL 17/15418/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le Territoire Marseille Provence dispose d'un parc de véhicules légers, véhicules utilitaires de poids inférieur à 3,5 tonnes et de véhicules deux roues lui permettant d'exercer ses compétences.

Compte tenu de l'ancienneté (au-delà de 7 ans) ou du kilométrage (+ 100 000 km) de certains véhicules, il est nécessaire de les retirer de l'inventaire du Territoire Marseille Provence et de procéder à leur réforme.

11 de ces véhicules feront l'objet d'une vente aux Domaines et ouverte aux particuliers. Une large communication sera effectuée auprès des agents de la Métropole Aix-Marseille Provence pour leur permettre de participer à ces ventes à titre personnel.

Par ailleurs deux véhicules, compte tenu de leur état, seront repris à la tonne par un ferrailleur et 9 scooters sont repris par le prestataire actuel, Caldentey, dans le cadre du marché (prix argus).

En conséquence, il apparaît nécessaire de procéder à la réforme de ces véhicules listés dans le tableau annexé (annexe 1).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de prononcer la réforme des véhicules légers, véhicules utilitaires de poids inférieur à 3,5 tonnes et des véhicules deux roues dont la liste est jointe, compte tenu de leur ancienneté et /ou kilométrage important ou de leur état d'épave.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du rapport relatif à la réforme des véhicules ci-joint.

Commission "Développement Economique, Emploi, Numérique"

DEEN 001-589/17/CT

■ Programme Opérationnel National Fonds Social Européen - 2014-2020 - Avenant à la Convention de Subvention Globale 2015-2017

Avis du Conseil de Territoire DES 17/15353/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité poursuivre durant la période de programmation 2014-2020 l'action d'organisme intermédiaire (OI) gestionnaire d'une subvention globale au titre du Fonds Social Européen (FSE) démarré lors de la programmation 2007-2013 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

A ce titre, une stratégie d'intervention 2014-2020 a été adoptée par délibération RNOV 005-677/13/CC du 31 octobre 2013 qui repose sur un objectif central de lutte contre le chômage en développant l'emploi et l'employabilité des habitants tout en recherchant une plus grande cohésion sociale et territoriale. Elle s'articule autour de trois thématiques qui correspondent aux priorités dégagées au niveau européen dans le cadre de la stratégie « Europe 2020 », au niveau régional à travers le diagnostic territorial stratégique régional PACA et au niveau local à travers le SCOT :

- Le renforcement de l'accès à l'emploi en soutenant l'insertion économique, la mobilité, l'inclusion sociale et la lutte contre la pauvreté et les discriminations ;
- Le développement économique au service de l'emploi permettant de lutter contre les principaux handicaps (chômage, précarité, niveau de revenus...) ;
- La recherche d'une plus grande cohésion sociale et territoriale pour que chaque territoire, qu'il soit en difficulté ou non, s'inscrive dans une dynamique commune et pour insérer économiquement les populations tout en améliorant leurs conditions de vie au quotidien (habitat, transport durable, équipements sociaux, services et espaces publics...).

La Métropole Aix-Marseille Provence vise ainsi à mettre l'humain au cœur de son action en organisant et structurant l'environnement au travers d'un développement économique créateur d'emplois, et en proposant aux habitants les conditions de vie propices à leur recherche d'emploi ou à leur maintien dans l'emploi.

Ainsi, suite à la délibération du 21 décembre 2015 et à la signature par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (CUMPM) avec les services de l'Etat de la convention de subvention globale subséquente, la Métropole Aix-Marseille Provence assure pour la période 2015-2017 la gestion d'une enveloppe de Fonds Social Européen d'un montant de 7 380 000 euros afin de financer les actions menées notamment par les associations porteuses

de Plan Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE).

Les organismes intermédiaires (OI) se voient attribuer des cibles à atteindre qui sont fixées dans l'annexe 1 et 5 de la convention de subvention globale. Ces cibles correspondent au nombre de participants rentés dans le parcours local d'insertion.

Ces objectifs ciblés sont au préalable négociés entre chacun des OI et l'autorité de gestion déléguée (AGD), qui est dans ce cas la Direction Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi PACA (DIRECCTE PACA) afin d'être réalisables et de contribuer ainsi à l'atteinte des cibles nationales du programmes opérationnels et qui seront évaluées par la Commission Européenne en 2019.

Un écart constaté dans l'attente de ces cibles entraîne une correction forfaitaire selon le barème définie à l'article 7.3.2 dans ladite convention. Il est par conséquent primordial de veiller à ce que la convention de Subvention Globale établisse des objectifs cibles clairement définis sur le plan quantitatif (nombre de participants) mais aussi qualitatif (chômeurs et inactifs) et adaptés aux conditions effectives d'exécution des opérations par les bénéficiaires des subventions FSE versées par la Métropole en tant qu'organisme intermédiaire.

Or, en son état actuel, ladite convention de Subvention Globale comporte des dispositions nécessitant d'être clarifiées et mises à jour. Ainsi, l'annexe 5 de la convention mentionne un objectif cible calculé pour une période allant jusqu'au 31 décembre 2018, alors que la fin de la convention actuelle est prévue pour le 31 décembre 2017.

De plus, dans l'annexe 1 de la convention il convient également d'adapter les objectifs assignés pour les différentes catégories de participants (chômeurs et inactifs).

Enfin, la dissolution de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (CUMPM) au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence appelle à mettre à jour l'identité de l'établissement signataire dans ladite convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014, relatif à la gestion de tout ou partie des Fonds Européens pour la période 2014-2020 ;
- Le décret n° HPV 007-611/14/CC du 19 décembre 2015 relatif à demande de gestions d'une subvention globale FSE ;
- La convention de subvention globale n° 201500001 signée le 21 décembre 2015 par le président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (CUMPM) et par le Préfet de région PACA le 23 décembre 2015.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la gestion des fonds européens dans le cadre des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi est déterminante pour favoriser une cohésion sociale et territoriale homogène sur le territoire de Marseille Provence Métropole ;
- Que le changement de personnalité juridique de l'Etablissement génère un flou juridique qui ne permet pas d'identifier clairement le bénéficiaire de la convention de subvention globale, depuis le 1^{er} janvier 2016 ;
- Que la détermination claire et réaliste d'objectifs-cibles sur le plan quantitatif et qualitatif permet de réduire le risque de correction forfaitaire en cause de non-atteinte des cibles de performance.

DELIBERE

Article unique :

Le conseil de Territoire émet un avis favorable sur la délibération métropolitaine relative à l'autorisation du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence de signer l'avenant à la convention de subvention globale n°201500001 permettant d'identifier la Métropole en tant que bénéficiaire de la convention de subvention globale et d'identifier clairement les objectifs-cibles de performances pour le 31 décembre 2017.

Adoptée à l'unanimité,
Des membres présents et représentés

DEEN 002-590/17/CT

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle Mer Méditerranée et approbation de la convention

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 17/15380/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des

résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Présentation du pôle :

Le pôle Mer Méditerranée opère sur les régions PACA, Corse et Occitanie et porte la thématique du développement des activités maritimes sur les marchés applicatifs suivants :

- Sécurité et Sûreté Maritimes
- Naval et Nautisme
- Ressources énergétiques et minières marines
- Ressources biologiques marines
- Environnement et Aménagement du Littoral
- Ports, Infrastructures et Transports maritimes

Cette ambition se décline en trois orientations stratégiques :

- Etre un des principaux leviers de la politique maritime intégrée et redéployer les politiques nationales au niveau régional
- Etre une référence internationale dans le domaine maritime et littoral et valoriser leurs membres et leurs territoires à travers la marque « Pôle Mer » en consolidant notamment sa position de leader autour du Bassin Méditerranéen
- Etre un moteur de la compétitivité des entreprises par le développement d'une offre de service orientée business pour ses membres et la structuration et l'animation de filière.

Le pôle Mer Méditerranée compte 405 adhérents : 211 PME, 76 Groupes et Entreprises non PME, 75 Organismes de recherche et de formation, 43 membres de l'écosystème (banques, associations, réseau consulaire...) dont 114 issus du territoire Aix-Marseille-Provence, parmi lesquels on compte 73 entreprises.

Bilan des actions 2016

Programmes collaboratifs de Recherche et Développement

Pour le territoire Aix-Marseille-Provence le pôle a monté depuis sa création 114 projets collaboratifs de R&D financés. En 2016, 9 nouveaux projets ont été financés dans ce cadre.

En cumul historique, les projets accompagnés par le pôle ont généré 328 millions d'euros de dépenses de Recherche & Développement.

Contribution à la stratégie de développement territorial

- Les contrats de Baie

Le pôle est membre du comité de baie de la rade de Marseille : mise en place du contrat, participation aux réunions des commissions : pollution-qualité des eaux,

préservation et restauration des écosystèmes, sensibilisation.

Le Pôle a été également impliqué dans la consultation visant à mettre en place des parcs Natura 2000 au large.

- Développement de la filière Eolien Flottant Off-Shore

Une task force réunissant les principaux acteurs publics (ARII, Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, DIRECCTE, ADEME, GPMM/DREAL) et les Pôles Mer Méditerranée et Capénergies a été mise en place en 2015 pour faciliter et accompagner le développement d'une filière industrielle sur l'Eolien Offshore Flottant en PACA. Une étude stratégique a été lancée pour contribuer à structurer cette filière émergente.

Le pôle Mer Méditerranée a été central dans le cadre du processus de concertation pour la mise en place d'une ferme pilote de 3 éoliennes (Projet Provence Grand Large attribué à EDF-EN) sur le territoire Ouest-Provence de la Métropole.

- Programme de recherches Vasco2 dans le cadre du projet PIICTO

Inscrit dans le cadre du projet structurant PIICTO, le programme de recherches VASCO² (Bio-valorisation du CO² par cultures de micro-algues marines) a été retenue dans le cadre d'un appel à projets de l'ADEME.

Le Pôle Mer a apporté ses compétences et affecté une personne à temps plein pour la rédaction de la candidature à l'appel à projets.

Objectifs et plan d'actions 2017

Accompagnement et développement des entreprises de la filière :

Pour chacun de ses domaines d'activité stratégiques, le Pôle continuera à accompagner ses membres vers la valorisation économique de leurs innovations et ressources. Au-delà de la mission d'accompagnement que lui confère le statut de Pôle de Compétitivité, il développe une offre de services complémentaire pour le soutien à la croissance économique de ses membres et le développement économique territorial.

Le Pôle Mer propose à ses membres une offre de services dédiés à la « compétitivité, croissance et emploi », afin d'accompagner au mieux le développement et la pérennité de ses membres.

Le contrat de croissance est la forme la plus aboutie et complète de l'accompagnement du Pôle. Il traduit la volonté de concentrer ses moyens d'action sur des TPE et PME, qui présentent un potentiel et une volonté de croissance forte.

Dans ce contexte, les entreprises candidates et le Pôle définissent des objectifs de résultat, puis engagent ensemble un plan d'actions pluriannuelles.

Le Pôle devient un partenaire actif, en mobilisant forfaitairement l'ensemble de son offre de services (stratégie, financement, innovation, international, développement durable, compétences,...) pour permettre à l'entreprise partenaire d'atteindre les résultats définis en commun.

En 2017 le Pôle ambitionne de signer plus d'une dizaine de contrats avec des entreprises du Pôle, voire avec de futurs adhérents, portant un ou plusieurs des services mentionnés ci-dessus.

- L'international

Le groupe de travail international constitué d'une vingtaine de membres représentatifs des quatre collèges du Pôle, a défini sa stratégie ayant comme principaux objectifs :

- Accompagner l'augmentation du CA à l'export des entreprises
- Favoriser l'accès aux marchés internationaux pour les PME non exportatrices
- Etendre le nombre de membres décidant de se positionner sur les marchés internationaux

Ainsi, le Pôle propose deux niveaux de service à l'international :

- Un « Pack International », ensemble d'actions pensées sous forme de parcours pour conduire les PME sur de nouveaux marchés.
- Des actions plus « classiques » de promotion des membres à l'international

Poursuite de la contribution aux projets structurants du territoire

- Etude Scrubber

Le Grand Port Maritime de Marseille-Fos souhaite faire étudier par un consortium conduit par le Pôle la faisabilité d'un scrubber (lavage des fumées rejetées par les cheminées des navires) mobile pouvant se positionner soit à bord d'une barge à couple avec un navire commercial soit à terre au poste d'amarrage du même navire.

Tous les types de navire seront étudiés avec un focus plus précis sur la croisière.

Le Pôle a sollicité également une aide de l'ADEME pour compléter le budget alloué par le Port, le consortium industriel autofinçant également une partie de l'étude.

- Projet Vasco 2

Le Pôle Mer Méditerranée a facilité la construction du projet Vasco 2 pour le compte du Grand Port Maritime de Marseille-Fos et de ses partenaires institutionnels (dont la Métropole Aix-Marseille Provence) et industriels. L'Ademe a retenu pour cofinancement ce projet lancé en 2016.

Le Pôle intervient en soutien du GPMM sur l'ensemble du projet qui se terminera en 2019.

Promotion de la filière et de ses membres : organisation et partenariat sur salons, conférences et séminaires

Le Pôle participe tout au long de l'année, en tant qu'organisateur ou partenaire à des manifestations régionales, nationales et internationales pour la promotion de ses filières territoriales, de ses activités et de ses membres.

Le programme 2017 inclut les manifestations suivantes :

- Euromaritime (février 2017 – Paris) : Salon des acteurs de l'économie fluviale et maritime. Stand mutualisé pour le pôle Mer et ses membres
- FOWT (mars 2017 – Marseille) : Salon international dédié à l'éolien flottant off-shore co-organisé par le Pôle avec la CCI Marseille-Provence
- Seanergy (mars 2017 – Le Havre) : Salon dédié aux Energies Marines Renouvelables Stand mutualisé pour le pôle Mer et ses membres
- CM2 (novembre 2017 – Croatie) : Conférence maritime méditerranéenne où le Pôle fait partie du comité d'organisation
- Pollutec 2017, Hydrogaïa 2017, Energaïa 2017, Access Security.....

Dans ce cadre, le pôle Mer Méditerranée sollicite le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille Provence, à hauteur de 39 000 euros, représentant 1,13 % du budget prévisionnel 2017 de 3 431 365,27 euros.

Budget Prévisionnel Pôle Mer
Méditerranée 2017

DEPENSES	A	B	C	D	E	TOTAL
PERSONNEL	246 497,57	506 939,29	237 427,27	73 115,71	306 260,52	1 370 240,36
Dont BRUT	164 331,71	337 959,52	158 284,85	48 743,81	204 173,68	913 493,57
Dont CP	82 165,86	168 979,76	79 142,42	24 371,90	102 086,84	456 746,79
PERSONNEL EXTERIEUR	-	237 837,60	125 071,68	78 197,84	-	441 107,12
MAD onéreuses	-	53 808,50	48 588,55	45 725,80	-	148 122,85
MAD gratuites	-	184 029,10	76 483,13	32 472,05	-	292 984,27
DEPENSES EXTERNES	84 100,00	262 740,46	240 663,15	143 246,01	353 000,03	1 083 749,65
CONSULTANTS (contrats cadre annuels)	24 000,00	21 990,00	19 800,00	5 110,00	-	70 900,00
SS TRAITANCE & CONSULTANTS PONCTUELS	15 000,00	30 800,46	96 813,15	125 136,01	310 000,03	577 749,65
AUTRES ACHATS	2 000,00	8 750,00	3 050,00	-	2 500,00	16 300,00
DOCUMENTATION	-	8 000,00	-	-	-	8 000,00
SALONS& MANIFESTATIONS	10 000,00	59 400,00	66 200,00	-	-	135 600,00
COMMUNICATION	5 000,00	25 000,00	31 000,00	-	13 700,00	74 700,00
DEPLACEMENTS RECEPTIONS	28 100,00	90 800,00	23 800,00	13 000,00	26 800,00	182 500,00
COTISATIONS	-	18 000,00	-	-	-	18 000,00
CHARGES REPARTIES	47 119,11	133 566,36	66 594,27	27 248,08	88 155,34	362 683,15
CHARGES GENERALES	29 270,58	82 971,95	41 368,62	16 926,62	54 762,45	225 300,22
CHARGES DE LOCAUX	17 848,53	50 594,40	25 225,64	10 321,46	33 392,89	137 382,93
SOUS TOTAL	377 716,68	1 141 083,70	669 756,36	321 807,65	747 415,89	3 257 780,27
CONTRIBUTIONS	35 480,00	111 605,00	26 500,00	-	-	173 585,00
TOTAL	413 196,68	1 252 688,70	696 256,36	321 807,65	747 415,89	3 431 365,27

RECETTES	A	B	C	D	E	TOTAL
PRESTATIONS	-	141 000,00	160 400,00	255 500,00	-	556 900,00
SUR ACTIONS						

	-	66 000,00	160 400,00	-	-	226 400,00
SUR OFFRE DE SERVICE	-	75 000,00	-	253 000,00	-	328 000,00
AUTRES	-	-	-	2 500,00	-	2 500,00
SUBVENTIONS	377 716,68	551 163,44	331 600,00	-	747 415,89	2 007 896,00
PROGRAMMES EUROPEENS	-	-	-	-	619 496,00	619 496,00
FNADT	84 800,92	150 199,08	-	-	-	235 000,00
DIRECCTE	21 651,30	38 348,70	-	-	-	60 000,00
ETAT / OPERATIONS	-	-	172 300,00	-	-	172 300,00
REGION PACA ANIMATION	107 499,68	192 500,32	-	-	-	300 000,00
REGION OCCITANIE	70 000,00	-	-	-	-	70 000,00
REGION PACA/ OPERATIONS	-	41 800,00	108 500,00	-	-	150 300,00
REGION OCCITANIE/ OPERATIONS	-	-	30 000,00	-	-	30 000,00
FINANCEMETNS D'OPERATION PRECISER A	-	-	-	-	-	-
DEPARTEMENT 06	-	-	-	-	-	-
DEPARTEMENT 13	-	-	-	-	-	-
DEPARTEMENT 83	-	-	-	-	-	-
VILLE DE MARSEILLE	5 357,99	7 332,30	-	-	7 309,71	20 000,00
SAN OUEST	2 678,99	3 666,15	-	-	3 654,85	10 000,00
NCA	5 357,99	7 332,30	-	-	7 309,71	20 000,00
MPM	13 394,97	18 330,76	-	-	18 274,27	50 000,00
TPM	66 974,84	91 653,81	-	-	91 371,35	250 000,00
AUTRES	-	-	20 800,00	-	-	20 800,00
						-
						-
COTISATIONS	-	264 891,17	101 273,23	33 835,60	-	400 000,00
MAD GRATUITES	-	184 029,10	76 483,13	32 472,05	-	292 984,27
SOUS TOTAL	377 716,68	1 141 083,70	669 756,36	321 807,65	747 415,89	3 257 780,27
CONTRIBUTIONS	35 480,00	111 605,00	26 500,00	-	-	173 585,00
TOTAL	413 196,68	1 252 688,70	696 256,36	321 807,65	747 415,89	3 431 365,27

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 30 000 euros seront pris en charge sur le Budget Principal Métropolitain 2017 du Conseil de Territoire Marseille Provence (CT1). La dépense en résultant sera imputée Sous-Politique B320 Chapitre 65 – Nature 6574 – Fonction 61.

- 9 000 euros seront pris en charge sur l'Etat Spécial du Territoire Ouest Provence (CT5).

Les crédits seront pris sur les lignes budgétaires du Budget de la Métropole présentant les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

La volonté politique de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire

des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence relatif à l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 39 000 euros au Pôle Mer Méditerranée et de l'approbation de la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Pôle Mer Méditerranée.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

DEEN 003-591/17/CT

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle SAFE et approbation de la convention

Avis du Conseil de Territoire. DPEATSV 17/15384/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent

également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Présentation du Pôle SAFE:

Né en décembre 2015 du rapprochement des Pôles PEGASE et RISQUES, le Pôle de Compétitivité SAFE réunit une communauté de près de 600 membres composés d'entreprises et d'organismes de recherche et de formation, issus majoritairement des secteurs de la sécurité, de la protection environnementale et de l'industrie aéronautique et spatiale.

Le cœur d'activité de SAFE Cluster (Security and Aerospace actors for the Future of Earth) est d'imaginer et construire collectivement des solutions innovantes pour la sécurité des populations et de l'environnement.

Le Pôle SAFE est le premier pôle européen dédié au domaine de la Sécurité Globale et à ses services associés, appuyé sur des filières aéronautiques et spatiales fortes intégrant l'offre de valeur. A ce titre, il ambitionne une visibilité internationale à court terme.

Avec près de 7 % de croissance annuelle aussi bien en France que dans le monde, la filière de la sécurité présente une opportunité de développement extraordinaire pour les membres de SAFE Cluster. Ils sont aujourd'hui majoritairement implantés en région PACA, une des régions françaises leader du secteur grâce notamment à une forte concentration d'acteurs issus de la sécurité civile et de la Défense.

Pour accompagner le développement des entreprises du réseau, SAFE Cluster leur propose des parcours « réseau », « business » et « croissance » avec des actions allant de l'émergence des projets à la recherche de partenaires technologiques et financiers, en passant par le développement à l'international.

Le Pôle comptabilise 241 projets labellisés pour un budget total de 579 millions d'euros, dont 230 millions d'aides publiques (cumul Pégase et Risques).

En 2017, l'essentiel des efforts de SAFE se concentrera sur les axes stratégiques phares d'intervention suivants :

- L'accompagnement des entreprises, dans une logique d'engagement progressif et réciproque, sur l'ensemble de sa stratégie de développement. Cet accompagnement, porté avec des entreprises partenaires, couvre l'innovation, le financement, la relation au donneur d'ordres, la GPEC ou encore le développement international, dimension qui doit

prendre une ampleur nouvelle dans les activités du Pôle ;

- La structuration des filières émergentes. Action permettant la montée en gamme des acteurs dans le domaine aéronautique et spatial, autour de territoires phares, dans la droite ligne des missions confiées aux pôles de compétitivité en 2005. Capitalisant sur ces actions passées, SAFE reste le chef de file du développement en région PACA des filières émergentes liées aux services à base de drones et à l'industrialisation des dirigeables ;

- Un investissement dans l'animation nationale et européenne du secteur de la Sécurité Globale, aux côtés des instances de filière déjà mises en place : besoins du marché, déclinaisons technologiques, cadre d'emploi, normes, faisabilité économique, etc.

Animation 2017 du Pôle SAFE

En regard des enjeux de son champ d'activité et des besoins de l'écosystème et des entreprises, SAFE construit son action sur 3 grands principes :

- accompagner les entreprises innovantes vers les marchés
- contribuer à l'animation nationale
- spécialiser les territoires

Un accompagnement des entreprises vers les marchés

A ce titre, SAFE mettra l'accent sur :

- l'accompagnement personnalisé des PME, selon une logique de parcours et avec l'appui de Pégase Croissance ;
- la priorité donnée à la preuve de concept et à la démonstration dans les projets, associant aussi bien les acteurs « techniques » que les bénéficiaires des produits ou service en développement ;
- un accompagnement vers les marchés, notamment à l'international, comprenant des actions structurantes comme la poursuite de la mise en place des comptoirs développés pour la filière aéronautique et spatiale ou les travaux sur la relation DO-PME au sein des programmes des 3 DAS : DAS sécurité et vulnérabilité, DAS intégration et conception de solutions et services, DAS industries d'excellence.

Une contribution à l'animation nationale et européenne
Dans une filière fragmentée et sur des marchés pouvant atteindre des tailles significatives, le développement des entreprises ne peut être considéré à une échelle régionale. Le Pôle se donne donc comme ambition d'animer un réseau national et international, au profit de la croissance de l'emploi sur le territoire français et en particulier sur son zonage. Un principe essentiel de son action sera de contribuer largement à la structuration et à l'animation de la filière industrielle de sécurité, en partenariat avec le COFIS (Comité de la Filière Industrielle de Sécurité). SAFE se placera en coordinateur de l'innovation pour les

technologies de sécurité globale, avec un positionnement unique en Europe et en participant à l'European Alliance of Security Clusters co-construit par SAFE. Par ailleurs, SAFE sera très actif dans l'animation de la filière aéronautique et spatiale, en partenariat avec ses partenaires tels que le GIFAS (Groupement des Industries Françaises Aéronautiques et Spatiales), le CORAC (Conseil pour la Recherche Aéronautique Civile) et l'EACP (European Aeronautic Cluster Partnership).

Une spécialisation territoriale

Le cahier des charges initial des pôles de compétitivité stipulait que le regroupement sur un même territoire de l'ensemble des acteurs concernés par une thématique (donneurs d'ordres, grands groupes, PME, laboratoire, écoles...) constituait le germe de la montée en gamme et en puissance d'un écosystème et un pôle d'attractivité pour les entreprises du secteur.

SAFE reprend à son compte ce postulat : la mise en place de communautés réunies sur des lieux communs, identifiés comme des pôles d'excellence thématiques, est un axe fort et un levier de compétitivité majeur.

Le Pôle, dans le cadre de ses actions, reste essentiellement dans son rôle d'animation. Les projets structurants Henri Fabre, RPAS Network, Airship Village ou encore de BASC à Nîmes, mobilisent autour des pôles l'ensemble des parties prenantes régionales au bénéfice des adhérents et plus spécifiquement des entreprises innovantes.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle SAFE, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 89.500 euros, représentant 4,41 % du budget prévisionnel 2017 d'un montant de 2.028.651 euros.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 50.000 euros seront pris en charge sur le Budget Principal Métropolitain 2017 du Territoire de Marseille-Provence (CT1). La dépense en résultant sera imputée sur la Sous-Politique B320 Chapitre 65 – Nature 6574 – Fonction 61 qui présente les disponibilités nécessaires.

- 35.000 euros seront pris en charge sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2). La dépense en résultant sera imputée sur la ligne 3A/61/6574 qui présente les disponibilités nécessaires.

- 4 500 euros seront pris en charge sur l'Etat Spécial du Territoire Istres Ouest Provence (CT5). La dépense en résultant sera imputée sur la ligne 60/6574 qui présente les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La volonté politique de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille Provence relatif à l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 89 500 euros au Pôle SAFE et de l'approbation de la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Pôle SAFE.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

DEEN 004-592/17/CT

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Capenergies et approbation de la convention

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 17/15387/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Présentation du Pôle Capenergies:

Créé en 2005 et labellisé en tant que PRIDES en 2007, le Pôle de Compétitivité Capenergies, réseau des acteurs de la transition énergétique au service des territoires durables, contribue par son action à renforcer le développement des filières énergétiques et à fédérer les dynamiques collaboratives entre plus de 500 acteurs de la recherche, de l'industrie et de la formation sur les territoires de Provence-Alpes-Côte d'Azur, de Corse, de la Principauté de Monaco, de la Guadeloupe et de l'île de la Réunion.

L'un des axes majeurs d'activité du Pôle est l'accompagnement de projets innovants, de l'idée à la mise sur le marché, sur trois domaines stratégiques que sont l'efficacité énergétique, les systèmes énergétiques insulaires et zones isolées et la production d'énergie décarbonée. Ainsi, depuis sa création, le Pôle a labellisé 630 projets innovants, dont 359 ont trouvé un financement pour un budget investi de 1343 millions d'euros.

Il a pour ambition d'être un acteur important de deux grands défis de notre société :

⑩ la transition énergétique, en contribuant à la recherche et à la diffusion de solutions concrètes pour le remplacement des énergies fossiles, la réduction de la demande énergétique et la maîtrise du changement climatique ;

⑩ la compétitivité de la France, en favorisant le positionnement concurrentiel des entreprises régionales ou nationales sur les grandes filières énergétiques et en permettant de transformer son potentiel de recherche en produits ou services commercialisables.

DEVELOPPEMENT DE PROJETS ET PRODUITS

Partant du constat que :

- L'économie d'énergie est l'un des axes majeurs de la politique de transition énergétique nationale et régionale. Elle correspond à des enjeux importants en terme d'économie de ressources naturelles, de rejets de gaz à effet de serre et de réduction de la facture énergétique pour les particuliers, les entreprises et la France
- La gestion de l'énergie de manière intelligente est l'outil qui permettra à la politique de transition énergétique de devenir une réalité. Elle est un enjeu majeur pour le maintien et le développement du système énergétique français, tant métropolitain qu'en territoires insulaires, à l'image des réseaux électriques intelligents.
- L'amélioration des performances et la réduction des coûts des énergies décarbonées représentent un levier important pour le déploiement à grande échelle et leur intégration dans le mix énergétique de demain...

...Capenergies APENERGIES structure sa stratégie autour de 3 axes porteurs d'enjeux importants :

- Economiser l'énergie,
- Gérer l'énergie de manière intelligente,

- Produire de l'énergie décarbonée,

... appliqués à 3 types de territoires :

- Territoires urbains et métropolitains
- Territoires ruraux et de montagne
- Territoires insulaires non-interconnectés et zones isolées

Le développement de l'innovation constitue l'un des leviers de la croissance des entreprises et de la création de valeur. Dans le domaine de l'énergie, ces innovations ont pour but d'améliorer les performances et la qualité des solutions existantes, d'accéder à de nouveaux marchés en adaptant les solutions à de nouveaux usages ou en développant de nouvelles fonctions et de réduire les coûts de production et in fine le coût du kWh.

Dans ce cadre, Capenergies a identifié 13 axes d'innovation autour de 3 axes porteurs :

Économiser l'énergie :

- Outils, méthodes et technologies de réduction des pertes énergétiques dans les bâtiments
- Systèmes de valorisation de la chaleur fatale (production de chaleur dérivée) dans tous les secteurs d'activité concernés
- Matériaux et technologies pour bâtiments en milieu tropical

Gérer l'énergie de manière intelligente :

- Outils et modèles de prédiction de la consommation et de la production d'énergie
- Solutions de pilotage et d'optimisation de la consommation et de la production d'énergie (Smart Grid) pour les bâtiments
- Systèmes de stockage électriques et thermiques
- Solutions pour l'auto production/autoconsommation
- Systèmes énergétiques autonomes à base d'ENR
- Systèmes énergétiques embarqués
- Systèmes de recharge et décharge de véhicules électriques et d'alimentation des navires à quai

Produire de l'énergie décarbonée :

- Optimisation des systèmes de production d'énergie renouvelable et nucléaire
- Composants et systèmes de production énergétique intégrés au bâtiment
- Recherche et développement dans le domaine des énergies de demain

Afin de faciliter et d'accélérer la mise sur le marché de produits et services, Capenergies proposera systématiquement un accompagnement aux porteurs

ayant eu des projets labellisés. Un suivi de mises sur le marché sera également réalisé.

Le plan d'actions de Capenergies pour l'année 2017 se déclinera selon les axes suivants :

- Accompagnement des porteurs de projets, de l'émergence jusqu'au financement.
- Consolidation du processus de labellisation.
- Suivi et promotion des projets financés, mesure de l'impact sur le territoire.
- Accompagnement à la mise sur le marché des produits et services.
- Organisation de 3 événements a minima dédiés à l'innovation et à la commercialisation des produits et services innovants, particulièrement ciblés sur les filières stockage de l'énergie, biomasse et hydrogène.
- Veille et communication à l'ensemble de ses membres sur les guichets de financement et appels à projets régionaux et nationaux sur les thématiques de l'énergie.
- Participation à des jurys régionaux ou nationaux d'évaluation de projets : ADEME, Etat, Ecoles d'ingénieur, Universités...

DEVELOPPEMENT A L'INTERNATIONAL

Depuis plusieurs années, Capenergies conduit en partenariat avec divers acteurs de son écosystème des actions d'information et d'animation à visée internationale.

Les objectifs de ces actions concernent :

- la diffusion auprès de ses membres des informations relatives à l'activité du Pôle à l'international et/ou au contexte énergétique européen et mondial ;
- la mutualisation des actions internationales et exports avec d'autres structures, pôles et clusters de la région PACA ;
- le développement des coopérations à l'international en participant à des salons et événements ciblés sur les territoires du Pôle en lien avec l'international et en développant des partenariats avec des clusters européens.

L'ensemble de ses actions sur les deux dernières années ont permis d'asseoir sa stratégie sur le pourtour méditerranéen et sa stratégie sur les projets européens, pour ses membres et pour Capenergies.

Sur l'année 2017, Capenergies participera activement au déploiement des OIR Smart grids, Smart city, Smart mountain et Energies de demain et son action internationale est une brique transverse qui permettra de nourrir les plans d'actions opérationnels des OIR.

Pour 2017, les actions mises en œuvre au titre de l'international s'articuleront autour des axes suivants :

1) Veille internationale : publications auprès des membres du Pôle de bulletins d'informations (technologies et marchés) sur les thématiques « international » et « calls européens »

2) Animation :

- Partenariat inter pôles énergie : contribution à l'élaboration de missions collectives inter pôles Business France/DGE sur les pays UK (EMR), USA (CES), INDE ET Chili (ENR)
- Partenariat avec Ea, APEX, THE CAMP sur le volet international
- Partenariat avec CAFAP
- Participation de Capenergies APENERGIES au GT international Flexgrid, au GT international Think Smart Grid, au Comité Régional International, au GT Région Europe, au GT Smart Island.

3) Salons :

Participation de Capenergies à des salons internationaux, tel que la prochaine édition de l'ITER Business Forum qui se tiendra du 28 au 30 mars à Avignon.

4) Relations interclusters/partenariats internationaux :

- Poursuite des relations inter clusters et partenariats initiés en 2015, avec pour objectifs de monter des consortiums de projets européens ou des actions ponctuelles
- Préparation de dépôt des projets européens sur les guichets 2017 MED, ALPINE SPACE, IEV, INFRAIA, ALCOTRA, INNOSUP, COSME et INTEREGG avec le support de la cellule régionale à Bruxelles
- Participation en tant que partenaire associé aux projets MED HORIZONTAUX : SYNGGY et MEDNICE

5) Colloque international :

En 2017, Capenergies souhaite préparer et organiser avec Green Univers (leader dans l'information économique sur les marchés de la transition énergétique) un colloque de portée internationale.

Le sujet de ce colloque portera sur la mobilité électrique intelligente (les smart grids au service de la mobilité électrique) avec l'objectif de faire un point sur l'état des lieux et les évolutions des marchés dans le contexte européen et interconnecté, les initiatives proposées, ainsi que le contexte réglementaire.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle CAPENERGIES, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 70.000 euros, représentant 7,66% du budget prévisionnel 2017 d'un montant de 916.788 euros.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 40.000 euros seront pris en charge sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2).
- 30.000 euros seront pris en charge sur l'Etat Spécial du Territoire de Marseille Provence (CT1).

ACTIONS SPECIFIQUES REALISEES EN 2017

En 2017, deux actions spécifiques vont être menées ; l'une concerne le projet Flexgrid et l'autre, l'opération En'Durance Energies.

FLEXGRID

La Région PACA a été déclarée lauréate en mars 2016 suite à l'appel à projets de l'État pour mener à bien le projet FLEXGRID regroupant plus de 25 projets territoriaux et 7 projets transverses relatifs aux Réseaux Electriques Intelligents à l'échelle régionale. Elle en a confié la mise en œuvre opérationnelle au Pôle Capénergies. Ce programme associe les Métropoles Nice Côte d'Azur et Aix-Marseille Provence et d'autres collectivités locales, des entreprises de l'énergie et du numérique, des pôles de compétitivité et des institutions de recherche.

Au-delà de l'organisation de la gouvernance régionale, le Pôle doit aider au pilotage et à la mise en œuvre opérationnelle des projets constitutifs du programme FLEXGRID, coordonner les différents acteurs et assurer le suivi, la communication (élaboration d'un site Internet dédié) et le reporting.

Parmi les différents projets d'ores et déjà identifiés, une action ciblée sur le territoire de Marseille vise le déploiement d'une solution d'autoproduction/autoconsommation dans des îlots urbains afin de réduire la facture énergétique de ménages à revenus modestes allié à la diffusion d'équipements économes en électricité (lampes basse consommation, coupe-veille, économiseurs d'eau ...) et à une incitation à un comportement économe en énergie. Elle comprend l'installation de panneaux photovoltaïques (PV) en toitures de bâtiments d'un îlot urbain existant avec une autoproduction d'électricité totalement absorbée en consommation locale, l'objectif étant que cette part représente 20 à 30% de la consommation totale. Parallèlement, la consommation d'électricité est suivie de façon détaillée grâce aux compteurs Linky déployés par ERDF. Les évolutions comportementales sont analysées par une équipe de sociologues dans le but de construire une démarche d'apprentissage d'une « culture de l'énergie ». Le même type d'action est également conduite sur un îlot urbain (projet Allar) en cours de réalisation dans le périmètre d'Euroméditerranée mais avec cette fois une mixité d'usages (habitat, tertiaire, maison de retraite). Au total, quatorze projets sont identifiés ou labélisés FLEXGRID sur le territoire de la Métropole AMP :

Deux d'entre eux sont des projets publics :

1. Projet Frais Vallon (Marseille) porté par la Métropole AMP (et HMP)
2. Projet SE@NERGIES et THALASSOLAR (Port de Bouc) porté par la commune de Port de Bouc

Douze sont des projets privés :

3. Projet CEZANNE (Gardanne) porté par LOGIREM
4. Projet FLEX ENTREPRISES (FOS) porté par Jaguar Network et Ascometal
5. Projet SMART AIRPORT (Marignane) porté par l'aéroport AMP
6. Projet ENECO 2 (Istres) porteur ENECO France
7. Projet ENTREPOTS (FOS) porté par STEF avec procédé Photowatt
8. Projet PV COLD (Marseille, Cavaillon, Plan d'Orgon) porté par STEF avec procédé Storewatt
9. Projet SMART AGRICULTURE GREENHOUSE (13 et 84) portage Mathieu Gueret
10. SERRES PV (13) porté par TENERGIE
11. Projet ALLAR (Marseille), porté par EDF en partenariat avec Eiffage et EPAEM
12. Projet XXL (Marseille) porté par Bouygues (et Embix)
13. Projet POWER TO GAS (13) porté par GRT GAZ (avec CNR, CEA Liten, Leroux et Lotz, Mc Phy, RTE)
14. Projet SOLARCAMP (13) pas de portage (acteurs Accenture, CSTB, The Camp, XYT SAS)

A ces 14 projets s'ajoute le projet « VINON » qui vise à assurer de manière optimale le lissage et un report d'énergie à la pointe du soir de la production d'installations PV de forte puissance des Alpes de Haute Provence en utilisant différents moyens de stockage d'électricité localisés à la cité des énergies du CEA de Cadarache (batteries, volants d'inertie, air comprimé ...) et également le fort potentiel de transfert d'énergie de l'usine hydroélectrique EDF de Sainte-Croix (équipée d'une turbine de 80 MW et d'une turbine-pompe de 55 MW). Seront testés différents horizons de temps (journalier et infrajournalier) et différentes puissances de PV en lien avec RTE, ERDF, les producteurs concernés et des fournisseurs des dispositifs de stockage d'électricité.

Pour mettre en œuvre le programme Flexgrid sur son territoire, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 20.000 euros, représentant 4,56% du budget prévisionnel de l'action 2017 d'un montant de 438.392 euros.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 10.000 euros seront pris en charge sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2).
- 10.000 euros seront pris en charge sur l'Etat Spécial du Territoire de Marseille Provence (CT1).

Offre de services « En'Durance Energies »

La plate-forme de Cadarache regroupe de très grands équipements de recherche fondamentale ou appliquée dans le domaine des énergies qu'elles soient nucléaires (fusion et fission) ou alternatives avec la Cité des Énergies. Les entreprises ayant signé un contrat de partenariat pour un programme de recherche et développement (R&D) avec le CEA, gagneront dans certains cas à s'installer sur place afin d'optimiser leurs travaux et les échanges entre équipes de recherche. Conscients de cet enjeu, le CEA et la Métropole ont décidé d'étudier ensemble la possibilité de créer un espace d'accueil pour les entreprises partenaires, sur les terrains du CEA situés hors clôture et à proximité de la Cité des Énergies, dénommé « En'Durance Energies ».

Le projet d'aménagement de cette zone, visant l'accueil d'entreprises voire de personnels détachés de centres de recherche, présente un grand intérêt pour la plate forme de Cadarache, au regard de divers champs de recherche déjà présents sur ce site et intéressant les différentes directions du CEA : la DEN (Energie Nucléaire), la DRF (Recherche Fondamentale qui regroupe l'ancienne Direction des Sciences du Vivant et celle des Sciences de la Matière) et la DRT (Recherche Technologique) nouvellement dénommée CEATech.

Capénergies propose de rencontrer les acteurs clés du CEA afin qu'ils décrivent « l'offre de service » et les éléments différenciant qui conduiraient les entreprises à faire le choix de s'installer (ou une partie de leur équipe) sur ce site puis d'établir un panel d'entreprises sélectionnées parmi celles déjà partenaires du CEA ou susceptibles de le devenir.

Sous forme d'enquête auprès des entreprises potentiellement intéressées, le Pôle propose de tester si le concept crée de l'appétence et d'identifier celles qui pourraient envisager une implantation à court, moyen ou long terme puis d'établir une fiche d'expression de besoins pour les entreprises qui exprimeront un intérêt manifeste pour le site.

Pour cette action spécifique liée au projet En'Durance Energies, le CEA et la Métropole Aix-Marseille-Provence seront co-financiers. Le soutien financier de la Métropole s'élèvera à 15.000 euros, soit 50% du budget prévisionnel de l'action réalisée en 2017 d'un montant de 30.000 euros, pris en charge sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La volonté politique de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération relatif à l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 105 000 euros au Pôle Capénergies et de l'approbation de la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille Provence et le Pôle Capénergies.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

DEEN 005-593/17/CT

■ Approbation du projet de 4ème site de Marseille Innovation et accord de principe pour un soutien financier du Territoire Marseille Provence DPEATSV 17/15403/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans son Agenda du Développement Economique voté par le Conseil de la Métropole du 30 mars dernier, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ciblé plusieurs enjeux et priorités d'actions dont le développement du nombre de startups et le soutien à 6 filières prioritaires dont la filière du numérique.

Marseille Innovation est une des 3 structures du dispositif métropolitain pour l'aide à la création d'entreprises innovantes avec Grand Luminy (biotech) et les pépinières innovantes du Pays d'Aix (pluridisciplinaires).

Descriptif de Marseille Innovation :

Marseille Innovation accompagne les startups de technologie des sciences pour l'ingénieur, du numérique et du multimédia depuis 20 ans. Marseille Innovation est ainsi le dispositif territorial de référence d'accélération numérique et technologique.

Premier accélérateur de startups en PACA, Marseille Innovation, association loi 1901, a été créée en 1996 et rassemble dans son conseil d'administration des entreprises TPE, PME et grands comptes (CMR, ORANGE, EDF, ENOVACOM, SERES...) des organismes financiers (BPPC, SMC, BNP Paribas...) et des clusters et groupements (OPTITEC, CGPME, MEDINSOFT, UPE13...). Elle est présidée par Pascal Fouache, ex-Président de la société Contrôle Mesure Régulation. Marseille Innovation est un centre d'entreprises et d'innovation labellisé par la Commission Européenne.

Marseille Innovation a pour mission principale la gestion des 2 pépinières d'entreprises innovantes du Technopôle de Château-Gombert : l'Hôtel Technologique et l'Hôtel Technoptic et de la pépinière du Pôle Média de la Belle de Mai. Soit plus de 3 500 m² adossés à des hôtels d'entreprises post-pépinière dont Marseille Innovation est le principal prescripteur.

Les pépinières en réseau ont un rôle reconnu sur l'animation et le développement économique en agissant aussi bien sur la création d'entreprises pérennes que sur l'emploi. Ainsi 90% des startups accompagnées par Marseille Innovation sont encore actives à 5 ans. L'association joue un rôle essentiel dans le développement économique métropolitain qui justifie la participation de la Métropole d'Aix-Marseille-

Provence, au fonctionnement du réseau des pépinières que gère Marseille Innovation.

Chiffres clés 2016 :

- 650 contacts traités
- 114 entreprises accompagnées sur l'année dont 78 hébergées dans les 3 pépinières.
- 8 startups accélérées via Boost Mi Croissance.
- 6,6 millions d'euros de fonds levés sur l'année.

En outre Marseille Innovation participe fortement à l'animation économique du territoire avec l'organisation de 34 événements en 2016 en lien avec le développement économique et l'innovation.

Chiffres clés cumulés :

- Des anciens qui pèsent 1 milliard d'euros de CA cumulés sur les dix dernières années.
- 104 entreprises entrées en pépinière sur 2 ans et demi, soit une tous les 8 jours.
- 25 M€ de fonds collectés ces 5 dernières années.
- 90 % d'entreprises encore actives à 5 ans.
- 1 millier d'emplois créés en 10 ans.

Marseille Innovation a une sensibilité au numérique forte avec 85 % de projets accompagnés, un accélérateur intégré Net Angel qui co-accélère une dizaine de projets, une dizaine d'écoles d'ingénieurs, d'informatique, de management, de design partenaires : Centrale Marseille, Polytech Marseille, Ecole Charpak, Kedge, IAE, Supinfo, Groupe 4, Epitech, ESDAC, Webforce3.

Marseille Innovation c'est un budget de 1,5 M€, dont 60 % de ressources propres, une équipe de 13 personnes et un talent pool de plus de 25 experts référents.

Perspectives d'avenir :

A horizon 2020, Marseille Innovation a pour objectif :

- D'accompagner 150 entreprises par an sur 4 sites,
- D'accélérer 20 startups par an.
- De créer 1 millier d'emplois supplémentaires en 5 ans.

Pour atteindre cet objectif, Marseille Innovation a élaboré un accord de partenariat avec le CIC, qui développe une offre vers les startups et affiche une 2020 : 90 %

volonté d'être présent sur le champ de l'innovation, afin d'ouvrir un 4^{ème} site au centre-ville de Marseille dans le secteur Canebière, dans un bâtiment propriété du CIC.

Descriptif du projet de 4^{ème} site au centre-ville :

- Surface de 1 400 m².
- Pour un hébergement et un accompagnement de 30 nouvelles startups.
- Doté d'un showroom pour les startups.
- Avec une équipe « Innovation CIC » intégrée.
- Lieu de formation à la mutation numérique des grands groupes dans un environnement agile,
- Il sera également animé et ouvert en soirée pour meeting.

Calendrier:

- Signature du bail Marseille Innovation / CIC : mai 2017
- PC déposé par le CIC dans la foulée.
- Travaux 5-6 mois.
- Livraison Mars-Avril 2018.

Ce projet de 4^{ème} site est doublement structurant :

Il est une réponse aux objectifs de la Métropole :

- D'augmenter le nombre de startups.
- D'augmenter le nombre de startups accélérées.
- De capter les générations Y et Z en recherche d'urbanité.
- De créer de nouveaux lieux d'attractivité.
- Dans calendrier réactif et opérationnel.
- Il s'intègre dans la stratégie Aix-Marseille French Tech.
- Il est partie intégrante de la réflexion de la Métropole sur le futur Totem numérique

C'est également un projet qui répond aux ambitions de redynamisation du centre-ville de Marseille.

Plan de financement :

Investissement :

Le coût des travaux et aménagements est pris en charge par le CIC. Il représente un investissement de 2 millions d'euros.

Fonctionnement :

Les hypothèses de remplissage sont les suivantes :

2018 :	40 %
2019 :	80 %

Budget Marseille Innovation - 4ème site							
Charges	2 018	2 019	2 020	Produits	2 018	2 019	2 020
<u>60 - Achats</u>	<u>3 000</u>	<u>12 000</u>	<u>13 500</u>	<u>70 - Production vendue</u>	<u>101 500</u>	<u>207 000</u>	<u>235 500</u>
6043 - Accompagnement	3 000	12 000	13 500				
<u>61 - Services extérieurs</u>	<u>78 750</u>	<u>169 000</u>	<u>169 000</u>	706 - Animations Hall	3 500	10 000	15 000
6132 - Locations immobilières	24 000	96 000	96 000	708 - Loyer refacturé	98 000	197 000	220 500
6135 - Location copieurs	3 750	5 000	5 000				
614 - Charges locatives	40 500	54 000	54 000				
615 - Entretien - Nettoyage	6 000	8 000	8 000				
615 - Entretien - Maintenance	2 250	3 000	3 000				
616 - Assurances	2 250	3 000	3 000				
<u>62 - Autres services extérieurs</u>	<u>27 000</u>	<u>36 000</u>	<u>36 000</u>	<u>74 - Subventions</u>	<u>120 000</u>	<u>120 000</u>	<u>120 000</u>
623 - Publicité, public., relations publiques	11 250	15 000	15 000				
625 - Déplacements, missions et réceptions	4 500	6 000	6 000	Ville de Marseille	40 000	40 000	40 000
626 - Frais postaux et frais de télécom.	11 250	15 000	15 000	Région PACA	40 000	40 000	40 000
				Métropole Aix-Marseille Provence	40 000	40 000	40 000
<u>63 - Impôts & Taxes</u>	<u>3 750</u>	<u>5 000</u>	<u>5 000</u>				
635 - CFE	3 750	5 000	5 000				
<u>64 - Charges de personnel</u>	<u>105 000</u>	<u>105 000</u>	<u>105 000</u>				
641 - Salaires	70 000	70 000	70 000				
645 - Charges sociales	35 000	35 000	35 000				
<u>Contributions en nature</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>Contributions en nature</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Locaux et matériels				Valorisation du Bénévolat			
Prestation				Prestations en nature			
Personnel bénévole				Dons en nature			
Total charges	217 500	327 000	328 500	Total produits	221 500	327 000	355 500
				Résultat bénéficiaire	4 000	0	27 000

Le fonctionnement du 4^{ème} site est évalué comme une extension des sites actuels et bénéficie des services transversaux de la structure.
Equipe sur place : 2,5 personnes (accueil standard, un responsable de site chargé de l'accompagnement et 0,5 animation / communication).

Le besoin de financement supplémentaire pour ce 4^{ème} site est de 120 000 euros/an.

Les demandes de financements complémentaires ont été faites aux 3 collectivités (Région PACA – Ville de Marseille – Métropole Aix-Marseille-Provence) pour 40 000 euros respectivement

Compte-tenu de l'intérêt de ce projet pour le développement économique, la création de startups et d'emplois dans le secteur du numérique et son importance pour la revitalisation du centre ville de Marseille, il sera proposé au Conseil de Territoire en

2018 d'attribuer une subvention de 40 000 euros pour Marseille Innovation pour la mise en œuvre du projet de 4^{ème} site Canebière, complétant la subvention récurrente de 351 540 euros/an pour le fonctionnement de la structure.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir le projet de 4^{ème} site de Marseille Innovation au centre-ville de Marseille dédié à l'accompagnement des startups du numérique pour le renforcement de la dynamique entrepreneuriale dans ce domaine.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence approuve le projet de 4^{ème} site de Marseille Innovation et est favorable au principe d'attribuer en 2018 une subvention de 40 000 euros pour l'accompagnement de cette nouvelle opération en phase avec l'Agenda de Développement Economique de la Métropole.

Présents	102
Représentés	34
Voix Pour	124
Voix Contre	12
Abstentions	0

Adoptée

Ont voté contre :

René AMODRU - Loïc BARAT - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

DEEN 006-594/17/CT

■ Attribution d'une subvention à l'Ecole Centrale Marseille pour la gestion d'un dispositif de surveillance des accès autorisés des organismes du Technopôle Marseille Provence à Château-Gombert -

Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 17/15402/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure le pilotage du développement et de l'aménagement du Technopole de Château-Gombert, l'une des têtes de ponts de la recherche et de l'innovation sur le territoire métropolitain, 1er pôle français de recherche en mécanique-énergétique après Paris, qui rassemble 8 laboratoires de recherche, plus de 600 chercheurs, 2600 étudiants, 170 entreprises (Cybernétix, Traxens, CMR, ERAS...) 4000 salariés et un écosystème complet de soutien à l'innovation (Incubateur, pépinières, pôles de compétitivité).

A la rentrée 2015, les usagers du Technopôle de Château-Gombert ont dû faire face à une recrudescence d'incidents graves sur le périmètre du cœur de site, qui regroupe en particulier les écoles Centrale Marseille et Polytech Marseille, les résidences étudiantes et plusieurs laboratoires de recherche.

Afin de lutter contre la survenue de tels actes, un travail collectif réunissant les directeurs des différentes structures concernées, les services de la police municipale, nationale et la Direction Départementale de la Sécurité Publique des Bouches-du-Rhône a permis de définir une série de mesures préventives.

Conformément à l'étude « Sûreté » réalisée par la section Prévention situationnelle de la Direction Départementale de la Sécurité Publique des Bouches-du-Rhône, un dispositif de surveillance des accès autorisés des différents organismes du Technopôle a été mis en place sur le périmètre concerné aux heures de faible fréquentation.

Financé conjointement par Centrale Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence et les résidences étudiantes, ce dispositif supplémentaire a été géré de septembre 2016 à février 2017 par Centrale Marseille, qui dispose déjà d'un PC sécurité.

L'efficacité de ce dispositif, associé à la mobilisation de la police nationale et municipale dont la fréquence des rondes a été augmentée dans le secteur, a permis d'enrayer la spirale de violence qui semblait installée : aucune agression n'a été enregistrée sur le secteur depuis la rentrée 2016.

Comme l'avait anticipé l'étude « Sûreté », ce contrôle des différentes entrées d'établissements aux heures de faible fréquentation « participe à la dissuasion des actes de malveillance et envoie un signal fort à la fois aux usagers et aux individus malveillants ».

Le budget prévisionnel de cette prestation de renfort est de 39 205,72 euros sur 8 mois (d'avril à décembre 2017).

Compte-tenu de l'efficacité du dispositif et des bénéfices pour l'ensemble de la communauté d'usagers et l'attractivité générale du site, il est proposé de reconduire la participation de la Métropole Aix-Marseille Provence au financement de ce dispositif à hauteur de 15 000 euros. Ce dispositif serait intégré au sein du dispositif existant géré par Centrale Marseille via son PC sécurité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt d'assurer la surveillance des accès autorisés des structures du Technopôle de Château-Gombert en-dehors des heures d'affluence ;
- L'enjeu du maintien de la sécurité sur le site en termes d'image et de réputation pour le Technopôle, site d'excellence académique et entrepreneuriale, et pour le territoire.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur la délibération métropolitaine portant sur l'attribution d'une subvention de 15 000 euros à l'Ecole Centrale Marseille pour la gestion du dispositif de surveillance des accès autorisés des organismes du Technopôle et sur l'approbation de la convention avec la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

DEEN 007-595/17/CT

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Team Henri Fabre anciennement dénommée Association Inovsys - Approbation d'une convention

Information du Conseil de Territoire DPEATSV 17/15423/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Dès 2005, à l'annonce des très fortes ambitions de développement d'Eurocopter, Ex-MPM a orienté ses projets d'aménagement de Parcs d'activités à Marignane et Saint Victoret vers les besoins de la filière aéronautique afin de permettre l'accueil de fonctions ou de sous-traitants devant quitter le site de Marignane et l'implantation de nouvelles entreprises souhaitant développer relations commerciales et synergies avec Eurocopter.

Le Projet Henri Fabre né en fin d'année 2011 à la suite de la Conférence Régionale de l'Industrie Provence-Alpes- Côte d'Azur, traduit la volonté commune des acteurs de déployer et mettre en cohérence des initiatives concrètes au service du développement industriel de la région. Sa dynamique repose en effet sur une démarche collective réunissant sur un « cœur de zone », les entreprises, les acteurs du monde de la formation, de la recherche et de l'innovation.

Objectif de l'association TEAM Henri Fabre (TEAM signifiant Technologies et Expertise en Advanced Manufacturing)

L'Association a pour objet de structurer le tissu industriel sur le modèle d'entreprise étendue : plus collaboratif, multi filières et favorisant l'innovation. L'objectif est l'amélioration de la compétitivité de l'ensemble des filières industrielles de la région Provence Alpes Côte d'Azur notamment pour les PME.

Ce développement se concrétise par l'émergence et l'animation de pôles d'excellence en Advanced Manufacturing, dans les domaines de la Mécanique, des Matériaux, des Procédés et de l'ingénierie numérique et virtuelle.

L'Association permet aux partenaires privés et publics de mettre en synergie leurs expertises, de partager des ressources, des compétences et des projets et de se mettre en réseau avec tous les acteurs de l'innovation et de la recherche.

L'Association a également pour objet la prise à bail, l'aménagement et la sous-location de tous locaux nécessaires à la réalisation de son objet social.

L'Association favorise l'innovation collective et la mise en place de toutes actions transverses favorisant la performance industrielle entre les acteurs des filières « marché » présentes en Provence Alpes Côte d'Azur au travers, notamment :

- une mutualisation de moyens ;
- une mise à disposition d'expertise ;
- un accompagnement des acteurs dans leur projet de croissance ;
- une mise en réseau pour favoriser les opportunités de business, d'alliances ou de montée en gamme ;
- et une offre de formation adaptée.

L'Association développe une offre de services pour les grandes entreprises et les PME sur les axes suivants :

- intelligence industrielle et partenariats ;
- expertise technique et performance industrielle ;
- plateformes technologiques ;

L'Association assure avec le Comité pour le Développement Territorial, la cohérence avec les objectifs des membres en lien avec :

- l'aménagement du territoire ;
- la formation et le développement des compétences ;
- l'attractivité et la promotion à l'international.

Dans le cadre de son activité d'offre de services, d'offre de formation et de sous-location, l'association peut réaliser des prestations de service à but lucratif.

Les membres s'engagent à concourir à la réussite de l'association.

L'association peut réaliser tout acte civil ou commercial se rattachant directement ou indirectement à son objet. Une convention avec la SAS Inovsys permet de définir les conditions de fonctionnement entre ces 2 structures.

Résultats 2016

L'année 2016 a marqué la 1^{ère} année d'existence de l'association Team Henri Fabre. Durant cette année, l'association s'est employée à développer ses actions autour de 3 volets :

- Faire Monter en compétences les PME / ETI : Mise en place opérationnelle des plateformes mutualisées du Technocentre Henri Fabre qui a été inauguré le 23 septembre dernier.
7 groupes de travail ont donné naissance aux premiers projets collaboratifs multifilières : fabrication additive métallique, nano revêtements anti corrosion ...
- Accompagner la diversification d'entreprises en croissance sur les filières clés de la région :
Organisation des 1ers et 2èmes rdv Business Industrie (décembre 2015 et décembre 2016) avec les 6 grands donneurs d'ordre régionaux (Airbus Helicopters, EDF, CEA, Thales Alenia Space, Thales Underwater Systems, DCNS) et plus de 80 PME/ETI de la région.
- Excellence industrielle : montage d'une solution Open Innovation, rapprochement avec le centre de recherche Carma, mise en place d'un PIA PERF Henri Fabre soutenu en octobre 2016.

Actions 2017

Les actions de 2016 seront maintenues et 3 nouvelles actions seront développées :

- Le sourcing technologique : identification des besoins technologiques incontournables des filières industrielles aéronautiques, spatiales, navales et bio médicales. Une fois les besoins identifiés, la Team HF apportera un appui matériel pour favoriser le développement de ces technologies en mettant à disposition des industriels des plateformes technologiques adaptées.
L'identification de ces besoins concourt à consolider et à valider le besoin d'un Technocentre plus vaste (10 000 m² à horizon 2020)

- L'offre « Fertilisation croisée, diversification des marchés et Open Innovation » :
Si la région PACA compte quelques grands donneurs d'ordre dans les filières de l'énergie, aéronautique, naval ... certaines filières sont quant à elles peu ou pas tirées par un leadership industriel local (ex : bio médical), rendant compliqué leur montée en gamme et leur développement.
Actions :
Réédition des rencontres Business Industries
Création et animation d'une plateforme d'open innovation inter filières
Mobilisation des industriels en inter filières pour renforcer l'attractivité territoriale et pour favoriser l'implantation d'entreprises à enjeu sur le territoire
- Le déploiement de l'offre emploi-formation :
Identification de plus de 500 formations sur le territoire, identification des besoins des industriels afin d'adapter les dispositifs de formation, construire des modules sur de nouvelles compétences ...

Equipe dédiée au projet

En sus des personnels à disposition par les partenaires industriels (5 pers), l'association emploie 2 salariés à temps plein :

- Un responsable technique Mécanique Matériaux et Procédés (MMP) qui a pour mission d'être l'expert technique et opérationnel de l'axe MMP ;
- Un PMO/ responsable communication qui s'occupe du suivi opérationnel de la gestion du projet, du suivi des finances et de la communication interne et externe du projet.

Budget Prévisionnel

Le budget prévisionnel 2017 de 1.274 460 euros est en baisse par rapport au budget prévisionnel 2016, 1.436 723 euros.

	BUDGET 2017	PREVISIONNEL 2016
Achats	153 695	343 187
Services extérieurs	397 036 (dont 216 020 location Technocentre)	304 036
Autres services extérieurs	130 940	70 000
Impôts et taxes	2 000	2 000
Charges de personnel	155 213	155 000
Mises à disposition personnel (CCIMP, AH, EDF)	435 576	562 500
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 274 460	1 436 723
Vente de prestations de services	453 884	503 473
Subventions d'exploitation Direccte	100 000	100 000
Subventions d'exploitation CR Paca	70 000	85 000
Subventions d'exploitation CD 13	35 000	45 000
Subventions d'exploitation Métropole AMP :	130 000	130 000 (dont 80 000 CT1)
Subventions d'exploitation Commune(s)	20 000	
Autres produits de gestion dont cotisations	30 000	10 750
Mises à disposition personnel (CCIMP, AH, EDF)	435 576	562 500
TOTAL RECETTES	1 274 460	1 436 723

Pour mémoire, la subvention 2016 du CT1 d'un montant de 80 000 euros prévoyait 30 000 euros pour le financement d'actions de lancement du Technocentre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que conformément à la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence axée sur les économies productives et de la connaissance, le projet Henri Fabre représente un enjeu majeur pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en termes de développement économique et d'emploi ;
- L'intérêt de soutenir la dynamique industrielle engagée sur le Technoparc des Florides et de

l'intensifier dans le cadre du projet Henri Fabre.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence relatif à l'attribution d'une subvention de 50 000 euros au titre de l'année 2017 à l'association TEAM Henri Fabre.

DEEN 008-596/17/CT

■ Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'animation du réseau Imed

Information du Conseil de Territoire DPEATSV 17/15389/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

L'Ingénierie Méditerranéenne pour l'Export et le Développement ci-après dénommée IMED est une association créée en 1988, dont l'objectif est de contribuer au développement des exportations des PME régionales à travers le dispositif du Volontariat International en Entreprises (V.I.E.) en s'appuyant sur un réseau de délégués commerciaux répartis au sein de 12 délégations permanentes. Les antennes mises à disposition des entreprises pour leur projet de développement international sont situées au Maroc, Emirats Arabes Unis (Arabie Saoudite et Pays du Golfe), Mexique, Etats-Unis, Canada, Espagne, Royaume-Uni, Australie, Côte d'Ivoire, Afrique du Sud et Malaisie.

Les missions :

Les actions de l'IMED reposent sur le double objet social de l'association :

- l'Assistance aux PME/PMI pour qu'elles développent leurs exportations en assurant une présence permanente à l'étranger et en leur mettant à disposition une ressource humaine via le dispositif Volontariat International en Entreprises ci-après dénommé V.I.E,

- La formation de jeunes diplômés en leur offrant une expérience professionnelle de deux ans à l'étranger sous la procédure du Volontariat International en Entreprises (V.I.E) et leur permettre une embauche à la suite.

L'IMED assure le portage complet du VIE : le recrutement et la formation des VIE, la gestion

administrative et matérielle, la logistique de l'accueil (bureau, visas) ; le suivi et le reporting du travail des VIE.

Les V.I.E. se forment au sein des entreprises et ensuite réalisent dans le pays choisi des missions de développement international sur une période de 12 à 24 mois telles que des études de marché terrain, une prospection commerciale, la sélection de partenaire/distributeur ou agent, un suivi commercial de longue durée ou l'organisation de tournées commerciales...

Depuis 29 ans, l'IMED a assuré 1350 missions pour le compte de 618 entreprises. Une centaine de VIE ont bénéficié de ce tremplin pour leur carrière à l'international. La plupart des VIE sont embauchés à l'issue de leur mission par une des entreprises leur ayant confié une mission.

Pour mener à bien ses missions, nombreux partenariats sont établis tels que Business France, Comité régional des CCEF, Club WTC Apex, CCI International et le Guichet de l'Export.

L'IMED propose de promouvoir le dispositif des V.I.E sous ces 3 déclinaisons : V.I.E. mutualisés, V.I.E. mutualisés en filière et V.I.E. à temps plein.

Résultats 2016 et objectifs 2017 :

Couverture internationale :

- Ouverture d'un bureau au Royaume-Uni (Londres) en janvier 2016
- Un bureau en Afrique du Sud (Johannesburg) en mai 2016
- Un bureau en Suède en mai 2016

Dispositif VIE :

V.I.E mutualisé : l'IMED est précurseur du dispositif de VIE à temps et coûts partagés en France

- Résultats 2016 :

- 12 VIE mutualisés
- 19 entreprises aidées
- 21 missions réalisées

- Objectifs 2017 : 15 VIE mutualisés

V.I.E à temps plein : Les VIE à temps plein en poste représentent à l'étranger des Ambassadeurs de la Région et de la Métropole.

Un nouveau programme sur 3 ans engagé depuis 2015 avec la Région prévoit le portage de 26 VIE à temps plein sur 12 mois pour autant d'entreprises.

- Résultats 2016 : 17 des 26 VIE réalisés ou en cours.

- Objectifs 2017 : Finalisation du programme + Mise en œuvre de 17 nouveaux VIE à temps plein pour la reconduction du programme triennal 2017/2018/2019

Les dépenses par grands postes s'élèveraient à :

904.000 euros : Salaires et charges
210.800 euros : Loyers et charge

VIE Filière :

- Résultat 2016 : Avec le Pôle Mer Méditerranée, a été réalisée une implantation d'un VIE aux Etats-Unis (San Diego) pendant 12 mois

Le budget prévisionnel

Le budget prévisionnel de l'IMED pour 2017 s'élève 1.372.250 euros soit 9.5% de plus qu'en 2016 (1.253.100 euros)

125.700 euros : Achats
70.400 euros : Frais de missions
61.350 euros : Services extérieurs

La part des salaires et charges s'élèverait à 65.8% du montant des dépenses (73.3 % en 2015).

Les recettes sont constituées par :

1.074.750 euros : Facturations Entreprises
287.500 euros : Subvention sollicitée à la région Paca dont : 175.000 euros VIE mutualisés
112.500 euros VIE temps plein
10.000 euros : Subvention sollicitée à la Métropole Aix-Marseille-Provence

Une subvention de 20.000 euros était reçue par le passé de la part du Conseil Départemental ; laquelle ne peut plus être allouée sur l'exercice 2017.

La part de la facturation auprès des entreprises représente 69,5% du montant total des recettes (elle était de 62,80% en 2015)

Il est proposé au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'attribuer au titre de l'année 2017 une subvention de 5.000 euros à l'association IMED, à l'instar de l'exercice précédent.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en

qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de contribuer au développement des exportations des PME sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence relatif à l'attribution au titre de l'année 2017 d'une subvention de 5.000 euros à l'association IMED

DEEN 009-597/17/CT

■ Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au fonctionnement de l'association Club WTC APEX

Information du Conseil de Territoire DPEATSV 17/15390/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Le tissu économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence est essentiellement composé de TPE et de PME qui rencontrent plus de difficultés que les grands groupes pour établir des relations commerciales durables. Or le développement de cette typologie d'entreprises sur les marchés extérieurs est un gage de pérennité et d'ouverture aux réalités de la mondialisation, d'autant plus dans le contexte économique actuel où les relais de croissance se font sur les marchés internationaux. Face à ce constat, il apparaît nécessaire de soutenir les actions en faveur du développement international de ce secteur d'entreprises.

L'association Club WTC APEX a été créée en 1975 par des chefs d'entreprises marseillais ayant déjà

une activité à l'international et désireux de s'y développer davantage.

Premier Club exportateur de la Région PACA, le Club WTC APEX fédère plus de 120 entreprises adhérentes, au niveau régional, qu'il s'agisse de PME primo-exportatrices, ou de PME déjà expérimentées, mais également de grands groupes régionaux souhaitant partager leur savoir-faire et leur expérience à l'international.

L'objectif principal de cette association est de faciliter le développement de liens entre chefs d'entreprises intéressés par un échange d'expériences, d'informations ou par la mise en place d'actions communes. L'association propose donc un programme ambitieux d'actions variées telles que des événements « réseaux », des salons spécialisés sur le financement et le recrutement à l'international, la promotion des formations initiales à l'international et un accompagnement individualisé dont près de 90 PME ont bénéficié à ce jour.

Résultats 2016 et objectifs 2017 :

1. Activité de réseautage

Résultats 2016 : plus de 20 événements organisés, rassemblant plus de 1000 personnes. Dont 7 clubs de l'international et 1 sur les pépites de l'international.

Objectifs 2017 : organisation de 30 événements : dîners Networking, Clubs de l'International, Clubs Pays, Pépites de l'International...

2. Programme phare Objectif Export

Il s'agit d'un accompagnement individualisé en place depuis 2005 à destination des TPE/PME du territoire quel que soit leur niveau d'internationalisation. Le programme s'appuie sur un réseau de parrains bénévoles occupant des postes clés à l'international souvent Conseillers du Commerce Extérieur de la France CCEF. 15 ateliers de perfectionnement sont inclus. Cette prestation est facturée 12.000 euros aux entreprises.

Résultats 2016 : La 10^e édition du programme a permis d'accompagner 8 entreprises

Objectifs 2017 : Accompagnement de 10 entreprises.

3. Salons spécialisés :

Résultats 2016 : Organisation de la 1^{ère} édition du salon Recrut'Export qui a réuni 30 entreprises à la recherche de profils « internationaux » avec plus de 80 offres à pourvoir, 13 établissements de formation et plus de 350 étudiants et demandeurs d'emploi.

Objectifs 2017 : Reconduction de Recrut'Export + 1^{ère} édition d'un salon dédié au financement de l'international Money Money Money

4. Challenge de l'International récompensant depuis 30 ans les meilleurs étudiants en Commerce International

5. La communication

Le Club WTC APEX est en train de repenser sa communication (rénovation du site internet,

réalisation d'un film et calendrier « les dessous de l'International »)

6. Actions récurrentes du club (en dehors du réseautage) notamment le secrétariat de la section Provence-Corse des Conseillers du Commerce Extérieur de la France

Budget prévisionnel 2017

Le budget prévisionnel du Club WTC APEX pour 2017 s'élève à 391 575 euros, soit une sensible augmentation par rapport à 2016 (288.197 euros) qui s'explique par l'ambitieux programme de 2017.

Les dépenses par grands postes s'élèvent à :

Salaires et charges	193 080 €
Services extérieurs	64 646 €
Autres services extérieurs	86 050 €
Achats	26 000 €
Impôts et taxes	21 799 €
Total Dépenses	391 575 €

Soit une part de masse salariale représentant 49.3% du montant total des dépenses.

Les recettes sont constituées par :

Facturation Entreprises (Objectif Export)	107 000 €
Subventions sollicitées	223 375 €
<i>Région Paca (Objectif Export)</i>	<i>50 000 €</i>
<i>Région Paca (Challenge)</i>	<i>30 000 €</i>
<i>Région Paca (Réseautage)</i>	<i>40 000 €</i>
<i>CCI International</i>	<i>23 375 €</i>
<i>Métropole d'Aix-Marseille Provence</i>	<i>80 000 €</i>
Remboursement OPCA	11 000 €
Cotisations adhérents / Facturation CCEF	50 200 €
Total Recettes	391 575 €

Il est constaté que sur le budget prévisionnel de l'association, la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élève à hauteur de 80.000 euros au titre de l'année 2017 contre 25 000 euros pour l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique par le retrait du Département dont la participation était de 45 000 euros.

Il est proposé au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'attribuer au titre de l'année 2017, une subvention de 15.000 euros à l'association Club WTC APEX, les discussions

avec le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur sur le financement des organismes économiques étant en cours.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Il est constaté que sur le budget prévisionnel de l'association, la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élève à hauteur de 80.000 euros au titre de l'année 2017 contre 25 000 euros pour l'exercice précédent.

Cette augmentation s'explique par le retrait du Département dont la participation était de 45 000 euros.

Il est proposé au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'attribuer au titre de l'année 2017, une subvention de 15.000 euros à l'association Club WTC APEX, les discussions avec le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur sur le financement des organismes économiques étant en cours.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir les actions en faveur du développement économique international des TPE et PME sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport relatif à la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au fonctionnement de l'association Club WTC APEX.

DEEN 010-598/17/CT

■ Approbation d'une convention de partenariat entre la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation d'une étude portant sur l'opportunité de développer des data centers sur le territoire métropolitain

Information du Conseil de Territoire DPEATSV 17/15427/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Le numérique est de plus en plus prégnant sur les territoires et constitue un élément incontournable de l'économie locale. L'ensemble des applications proposées par le numérique nécessite des moyens de stockage performants et sécurisés. En effet, avec l'essor du cloud computing, du big data et de l'internet des objets, le développement de centres d'hébergement est devenu indispensable.

Face à ces enjeux de connectivité, de plus en plus de data centers se développent sur les territoires français, notamment les data centers Entreprises (compute node, télécom). Cette croissance est d'autant plus soutenue que la France présente de nombreux atouts pour leur accueil : un prix stable de l'énergie électrique, un bilan carbone favorable pour l'électricité, un maillage des réseaux performant, des compétences techniques et d'ingénieries importantes, etc.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est devenu un territoire stratégique sur le sujet : du fait des infrastructures présentes (câbles optiques sous-marins, nœuds d'interconnexion des réseaux, etc.) et de sa position méditerranéenne, le territoire métropolitain est une porte d'accès vers l'Europe, l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie.

Facteur clé de transformation de notre société, la Métropole a fait sienne cette perspective de développement numérique. Ce développement doit permettre de répondre, entre autres, au déficit d'emplois évalué à près de 60 000 sur le territoire métropolitain – estimation issue de l'INSEE et de leur note « Métropole Aix-Marseille-Provence – Un territoire hétérogène, une unité à bâtir » (2015).

Plusieurs dynamiques numériques apparaissent sur le territoire : le développement de la French Tech, le campus The Camp, des réseaux et lieux d'excellence autour du numérique (fab lab, technopôles et pôles de compétitivité, etc.), le projet de Smart City et de Smart Port, etc.

Les dynamiques actuelles, le positionnement stratégique de la métropole, les perspectives d'avenir et enfin la mobilisation des politiques publiques sur le numérique laissent supposer un besoin croissant en matière d'hébergement des données et donc de data centers.

A ce titre, de nombreuses entreprises souhaitent s'implanter sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer des data centers dans les milieux urbains, et plus particulièrement sur Euroméditerranée – demandes nationales et internationales pour répondre aux différents marchés que permet la connectivité du territoire.

Ce développement local fait apparaître plusieurs enjeux technologiques, géographiques, économiques et environnementaux :

- l'articulation entre les demandes des acteurs économiques et la pression foncière que connaît notre territoire et nos centres urbains,
- l'évaluation de la réalité des potentiels de développement économique, de création d'emplois et d'attractivité territoriale par le biais de data centers de proximité,
- les capacités de nos réseaux électriques à alimenter les data centers (fragilité électrique, conflits d'usages, etc.) et les capacités de connectivité pour répondre à leurs besoins.

Conscient de ces enjeux, une première analyse de l'impact économique des data centers a été menée courant 2016 et a mis en exergue les points suivants :

- Aix-Marseille-Provence constitue une porte d'accès clé vers l'Asie, le Moyen-Orient et la Méditerranée en matière de télécom ce qui en fait une ville de transit de données,
- des tendances technologiques comme le cloud computing, la big data et les objets connectés vont augmenter les besoins en capacité d'hébergement,
- la démarche Smart City en développement sur Aix-Marseille Métropole et sur la région PACA peut nécessiter la création de centres d'hébergements locaux,
- les structures de data centers nécessitent des besoins énergétiques et des emprises foncières importants,
- les data centers génèrent peu d'emplois directs (1 ETP pour 10 000 m²), des revenus fiscaux à la marge et des impacts environnementaux (formation d'îlots de Chaleurs Urbains par exemple),
- la nécessité de mettre en place des critères d'analyses pour déterminer l'accueil ou non des data

centers selon les zones d'implantation, leurs typologies et leurs cibles d'hébergement,

- l'incertitude liée à l'attractivité réelle des data centers pour le tissu économique existant et pour attirer des entreprises extérieures.

Partant de ces constats, la Métropole Aix-Marseille-Provence a convenu avec ses partenaires (Ville de Marseille, Provence Promotion, EPAEM et CCIMP) de lancer la seconde phase de l'étude dont l'objet sera :

- de confirmer ou amender la première analyse (cf étude 2016),
- d'évaluer l'opportunité d'accueillir de nouveaux data centers et leurs impacts induits
- de mettre en place, le cas échéant, une stratégie et un plan d'actions de prospection pour capitaliser sur la présence des DC existants en accompagnant le développement des utilisateurs publics et privés locaux et en ciblant de nouvelles entreprises internationales utilisatrices de ces infrastructures,
- de définir un programme d'actions qui constituera la feuille de route métropolitaine en matière de développement et d'implantation des data centers. Cette feuille de route devra contribuer aux objectifs du territoire en matière de création d'emplois, d'attractivité économique et de maîtrise foncière.

Cette étude sera confiée à un prestataire spécialisé dans le cadre d'un appel d'offres.

Le suivi opérationnel de l'étude sera opéré par la CCIMP.

L'étude devra se dérouler sur l'année 2017, un budget maximal de 60 000 euros TTC est prévu.

Le pilotage de l'étude sera assuré par un comité réunissant : La Métropole Aix-Marseille-Provence, Provence Promotion, le SGAR, EPAEM, la Ville de Marseille et la CCIMP.

La participation de la Métropole s'élève à 48 000 euros soit 80% du budget global, aux côtés de ses autres partenaires financeurs Provence Promotion (5000 euros) et EPAEM (7000 euros)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir l'action portée par la CCIMP pour la réalisation de l'étude portant sur l'opportunité de développer des data centers sur le territoire métropolitain.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport relatif à la participation financière, dans le cadre d'un partenariat, de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour un montant de 48 000 euros.

***** **Commission "Voirie"** *****

VOI 001-599/17/CT

■ Approbation de l'affectation de l'opération d'investissement relative aux études préalables à la création d'une liaison souterraine entre l'échangeur Scott et le boulevard Schloesing à Marseille 8ème et 10ème arrondissements

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 17/15354/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le renforcement de l'attractivité du cœur du territoire métropolitain est un objectif prioritaire et stratégique pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite soutenir le potentiel de développement de la ZAC de la Capelette, et désenclaver les hôpitaux sud et certains des quartiers les plus densément peuplés de la ville, au sud-est de Marseille.

Ainsi, dans le cadre de sa politique de déplacement urbain, la Métropole Aix-Marseille-Provence projette d'étendre son réseau de tramway au Sud, en connexion avec le Pôle d'Echange de Sainte-Marguerite Dromel, et le Boulevard Urbain Sud, au niveau du boulevard de la Gaye.

Cet itinéraire tramway permet notamment de desservir le quartier du Rouet, le parc du 26ème centenaire, et la ZAC de la Capelette. Il nécessite toutefois la suppression des passerelles de la place du général Ferrié, ce qui ne pourra être envisagé sans dénivellation d'une partie de la circulation compte tenu de l'importance des flux circulatoires en jeu. Le fonctionnement des échanges routiers et des transports en commun ne sera possible que par la création de cet ouvrage souterrain.

Pour étendre le réseau de tramway vers le Sud, qui nécessite la suppression des passerelles Ferrié, le projet de liaison souterraine bidirectionnelle Schloesing vise à réduire la circulation sur la place du général Ferrié pour rétablir la desserte des quartiers sud et est de la ville, et à faciliter leur raccordement aux grands axes de déplacement (A50, Tunnel Vieux Port, Tunnel Major et Joliette et A55).

Recherchant une solution pour réaliser cet ouvrage à moindre coût pour les finances de la collectivité, les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence ont discuté avec la société concessionnaire du Tunnel Prado Carénage de la possibilité de faire réaliser cet

ouvrage dans le cadre d'une prolongation de son contrat de délégation de service public.

Deux projets d'avenant et une convention tripartite ont été établis en ce sens et présentés au Conseil Communautaire, lequel a bien voulu les approuver lors de sa séance du 21 décembre 2015.

Par lettre du 18 février 2016, le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, exerçant le contrôle de légalité de l'Etat sur cette délibération, a demandé au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence de bien vouloir procéder à son retrait au motif que les modifications des contrats de délégation de service public envisagées pouvaient être qualifiées de substantielles et ne devraient en conséquence pas faire l'objet de simples avenants.

En conséquence, le Conseil de la Métropole, dans sa séance du 28 avril 2016, a procédé au retrait de la dite délibération et a demandé au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence de proposer les solutions techniques, juridiques et financières permettant de réaliser la prolongation de la ligne 3 du tramway en direction du sud dans des conditions acceptables pour le fonctionnement urbain et soutenables pour les finances de la collectivité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite donc poursuivre les études préalables à la création de cette liaison souterraine en vue de sa réalisation dans des conditions soutenables pour les finances de la collectivité.

Ces études s'attacheront à définir les caractéristiques définitives du projet, le modèle économique précis intégrant des études de circulation consolidées. Il conviendra de proposer un montage juridique et financier en vue de réaliser la liaison souterraine Schœsing dans un calendrier coordonné avec le projet d'extension du réseau de tramway vers le Sud.

A cet égard, les services de l'Etat seront associés en amont afin d'envisager le nouveau montage contractuel le plus sécurisé possible juridiquement qui pourra être proposé à l'approbation du Conseil Métropolitain avant la fin de l'année.

Le lancement de telles études nécessite l'affectation partielle de l'opération d'investissement à hauteur de 90 000 Euros. Cette opération d'investissement a d'ores et déjà été créée par le Conseil de la Métropole par délibération FAG 032-1312/16/CM du 15 décembre 2016 à l'occasion du vote du budget primitif 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 008-940/15/CC du 10 avril 2015 du Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole approuvant le bilan de la concertation préalable en vue de la réalisation de la liaison souterraine Schœsing à Marseille ;
- La délibération HN 058-28/04/16/CM du 28 avril 2016 approuvant le retrait de la délibération VOI 009-1676/15/CC du Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole relative à l'approbation de l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public pour la réalisation et l'exploitation du tunnel Prado Sud, de l'avenant n°9 au contrat de délégation de service public pour la réalisation et l'exploitation du Tunnel Prado Carénage et d'une convention tripartite avec les deux sociétés concessionnaires ;
- La délibération FAG 032-1312/16/CM du 15 décembre 2016 du Conseil de la Métropole approuvant le budget primitif 2017 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il s'avère nécessaire de réaliser des études préalables en vue de réaliser la liaison souterraine Schœsing à Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Présents	102
Représentés	34
Voix Pour	128
Voix Contre	8
Abstentions	0

Adoptée

Ont voté contre :

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

VOI 002-600/17/CT

■ **Approbation de l'avenant n°3 à la convention cadre de réseaux avec Enedis, relative à la réalisation de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service Castellane/Luminy, à Marseille 6ème, 8ème et 9ème arrondissements**

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 17/15319/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218.7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport du Conseil de la Métropole présenté ci-après :

Par délibération DTUP 001-010/14/BC du 21/02/2014, le Bureau de la Communauté urbaine a approuvé une convention cadre entre Electricité Réseau Distribution France (ErDF) et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) pour permettre la réalisation des travaux de dévoiement et de rénovation de réseaux de l'Occupant, nécessaires à la réalisation de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre la place Castellane et le pôle universitaire de Luminy.

Dans la continuité de cette convention cadre, ErDF a souhaité profiter du projet de BHNS Castellane/Luminy pour renouveler et développer son réseau de distribution HTA entre l'Obélisque de Mazarques et le Pont Mireille (secteur 3A) d'une part et entre le rond-point Pierrien et la faculté de Luminy (secteur 4), d'autre part.

Un avenant n°1 à la convention cadre a précisé les modalités de réalisation de ces travaux ainsi que la répartition de leur prise en charge financière.

Par ailleurs, après analyse des plans de son réseau, l'Occupant a constaté qu'une partie du réseau électrique était impactée par l'opération BHNS. Cela nécessite qu'il soit procédé au déplacement et à l'enfouissement d'une partie des installations électriques aériennes et enterrées entre l'Obélisque de Mazarques et le rond-point Pierrien (Secteurs 3A et 3B), afin de les rendre compatibles avec le projet de BHNS.

Un avenant n°2 a précisé les modalités d'études et de réalisation de ces travaux ainsi que la répartition de leur prise en charge financière.

Lesdits travaux ont d'ores et déjà été réalisés sur le secteur 3A, et les dépenses engagées sont en cours de recouvrement auprès d'Enedis (nouvelle dénomination d'ErDF).

Parallèlement au projet de BHNS Castellane/Luminy, Enedis a finalisé la 2^{nde} phase nécessaire à la rénovation du réseau de distribution HTA entre le Pont Mireille et le campus de Luminy (secteurs 3B et 4). Ainsi, les linéaires de tranchées à creuser et de câbles à poser mentionnés dans la convention cadre et dans l'avenant n°1 ont pu être ajustés.

Par ailleurs, l'attribution du marché de Voirie et Réseaux Divers du BHNS entre le Pont Mireille et le rond-point Pierrien permet d'affiner les montants prévisionnels indiqués dans la convention cadre pour le secteur 3B.

L'avenant n°3 présenté ci-après, précise donc les nouvelles modalités de réalisation des travaux du réseau de distribution HTA entre le Pont Mireille et le rond-point Pierrien (secteur 3B) d'une part, et entre le rond-point Pierrien et le campus de Luminy (secteur 4) d'autre part, ainsi que la répartition de leur prise en charge financière.

Il fait notamment apparaître la répartition financière suivante entre les parties :

A la charge de la Métropole (141 050,82 euros HT) :

- Secteur 3B : 42 755,62 euros HT
- Secteur 4 : 98 295,20 euros HT

A la charge d'ENEDIS (203 751,89 euros HT)

- Secteur 3B : 57 770,48 euros HT
- Secteur 4 : 145 981,41 euros HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi N° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- Le décret N° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTUP 001-010/14/BC du 21 février 2014 approuvant une convention cadre de déviation de réseaux avec Electricité Réseau Distribution France (ErDF) ;
- La délibération DTM 001-641/15/BC du 19 février 2015 approuvant l'avenant n°1 à la convention cadre de déviation de réseaux avec Electricité Réseau Distribution France (ErDF) ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'actualiser les modalités techniques et financières figurant dans la convention cadre n°14/1457 et ses avenants n°1 et n°2 relatives à la rénovation du réseau de distribution HTA d'Enedis ;
- Que ces adaptations peuvent-être rattachées par un avenant n°3 à la convention cadre n°14/1457 visée, ci-dessus, et signée le 21 février 2014 ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 003-601/17/CT

■ Approbation d'une convention pour les travaux de déviation du réseau FEEDER d'eau potable DN 1200 dans le cadre de l'aménagement et la création de voies à Saint Barthélémy Picon-Busserine à Marseille 14ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 17/15339/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218.7, I du Code des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après :

Le quartier St Barthélémy-Picon- Busserine fait l'objet d'une importante restructuration urbaine dans le cadre d'une convention ANRU signée le 10 octobre 2010. En accompagnement de l'amélioration de l'habitat, cette restructuration a pour objet de désenclaver les quartiers et de redonner des usages urbains aux espaces, notamment par la séparation des espaces publics et privés.

Au titre des compétences en matière de voirie et d'infrastructure qui lui sont dévolues, la Métropole Aix-Marseille-Provence assure la maîtrise d'ouvrage de l'aménagement et de la création de voies sur l'ensemble du secteur, en accompagnement à la mise en œuvre du programme d'amélioration de l'habitat. Les travaux consistent à reprendre une partie des réseaux vétustes, et à réorganiser la circulation en créant notamment des traversées du quartier, celui-ci étant actuellement organisé en impasse. Cette opération s'accompagne également d'une requalification des espaces publics avec des aménagements de qualité.

Le projet urbain du Plan de Renouvellement Urbain (PRU) du quartier St Barthélémy Picon-Busserine prévoit plusieurs phases d'aménagement : la première phase d'aménagement est achevée, les travaux de la seconde phase sont actuellement en cours. Ils comprennent notamment la déviation du réseau FEEDER d'eau potable de diamètre 1200mm, sur un linéaire de 230 ml sous la rue Busserine, à l'Ouest de l'avenue Raimu.

Les projets d'aménagement urbains prévus dans ce secteur ne permettaient pas de maintenir la canalisation existante : les surcharges de terres envisagées engendrant des déformations incompatibles avec sa structure.

Ce réseau est le plus important réseau de transport d'eau potable de Marseille. Il alimente en effet 480 000 habitants, c'est-à-dire une partie des quartiers Nord, la colline Perrier et tout ou partie du Centre-Ville selon la régulation des réseaux.

Conformément à l'Article 62 du contrat de Délégation du Service Public de l'Eau Potable, le délégataire, la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM) doit procéder au contrôle des études et des travaux d'extension ou de renforcement réalisés par des tiers si ces derniers portent sur des ouvrages d'eau potable destinés à être incorporés au service délégué.

La présente convention fixe les modalités techniques et financières de réalisation de ce contrôle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux d'extension du réseau FEEDER d'eau potable dit «Busserine » DN 1200, sur un linéaire de 230 ml sous la rue Busserine à l'Ouest de l'avenue Raimu,

réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence doivent faire l'objet d'un contrôle du Délégué SEMM, au titre de l'Article 62 du contrat de délégation du Service Public de l'Eau Potable ;

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VOI 004-602/17/CT

■ Approbation de l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'amélioration de la Porte 4 du Port de Marseille à Marseille 15ème arrondissement

**Avis du Conseil de Territoire
DIFRA 17/15347/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218.7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après :

La Charte Ville-Port, signée en 2013 par les institutions publiques (Etat, Conseil Régional, Conseil Départemental 13, Communauté urbaine de Marseille, Ville de Marseille), le Grand Port Maritime de Marseille (GPMM) et Euroméditerranée, affirme la nécessaire adaptation des bassins de Marseille et la réallocation des sites par blocs d'exploitations cohérents.

Consécutivement à la restructuration des terminaux à passagers engagée par le Grand Port Maritime de Marseille (relocalisation du trafic Maghreb au Cap Janet et du trafic Corse à Arenç) une étude de préféabilité a été conduite par la DREAL et le GPMM en faveur du réaménagement de la porte 4 du port située dans le 15ème arrondissement de Marseille.

Cette étude a mis en avant le fait que les voiries d'accès à la porte 4 supportent un trafic routier intense (jusqu'à 3040 véhicules/heure en entrée/sortie de la porte 4 au moment des débarquements) mélangeant les poids lourds porte-conteneurs qui desservent le terminal de Mourepiane, les cars de tourisme, les taxis, les véhicules particuliers du terminal croisière, les embarquements et débarquements des passagers des ferries.

Ce trafic routier est générateur de conflits d'usages et pose des problèmes de confort et de sécurité pour les piétons. Par ailleurs la porte 4 souffre d'un manque de lisibilité de l'accès et des points de dépose ainsi qu'un déficit de places de stationnement.

L'étude de préféabilité a permis de retenir une solution de réaménagement des voiries pour améliorer l'accessibilité en dédoublant la porte 4 via la création d'une porte 4bis dédiée aux flux vers l'international.

Le Comité de pilotage de la Charte Ville-Port du 10 juin 2016 a acté que la Métropole assurerait la maîtrise d'ouvrage du projet d'aménagement de la desserte routière du terminal international en articulation avec les travaux pilotés par le Grand Port Maritime de Marseille dans son emprise.

Cette opération est inscrite à l'avenant n°2 du Contrat de Plan État-Région 2015-2020 adopté par l'Assemblée régionale du 13 juillet 2016 et retranscrit dans la convention départementale d'application des Bouches du Rhône, adoptée par l'Assemblée régionale du 3 novembre 2016, sur la base d'une enveloppe budgétaire évaluée à 10,5 M€ HT.

A cet égard, par délibération VOI 009-1277/16/BM du 15 décembre 2016 du Bureau de la Métropole, a été approuvée une convention de partenariat et de financement, permettant la prise en charge d'une partie de l'investissement.

Ainsi, au titre de ladite convention, les cofinancements étaient stipulés selon la clé de répartition suivante :

- Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône : 4 000 000 euros
- Région Provence-Alpes-Côte d'Azur : 2 500 000 euros
- Métropole Aix-Marseille-Provence : 4 000 000 euros

Depuis cette délibération au Bureau de la Métropole, les services du GPMM ont échangé avec le Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (CGEDD), autorité environnementale de niveau national, qui doit se prononcer sur le contenu de l'étude d'impact, inhérent à l'opération portée par le GPMM, dans l'emprise du Grand Port, sur environ 4 hectares.

Le CGEDD a clairement indiqué que l'étude devrait prendre en considération les impacts de l'opération portée par le GPMM, mais également de l'opération portée par la Métropole pour la réalisation de la voie d'accès à la Porte 4bis.

Ainsi, considérant la nécessité de réaliser une étude d'impact englobant les impacts des deux opérations, et considérant que le projet du GPMM est celui qui nécessite le déclenchement de cette étude, il est convenu que ce dernier porterait à titre principal l'étude d'impact, la Métropole apportant les compléments nécessaires qui incombent à son périmètre d'intervention.

En conséquence, afin d'intégrer cet élément nouveau dans la convention, il est convenu d'abroger la délibération n° VOI 009-1277/16/BM du 15 décembre 2016, approuvant la convention initiale, et de soumettre au bureau la convention modifiée pour le motif sus-évoqué.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération VOI 009-1277/16/BM du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016, approuvant convention de cofinancement et de partenariat relative à l'opération d'amélioration de l'accès à la Porte 4 du Port de Marseille à Marseille (15ème arrondissement) ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'établir, sur le fondement d'éléments nouveaux, une nouvelle convention de cofinancement et de partenariat entre les différents partenaires concernés par l'opération d'amélioration de l'accès à la Porte 4 du port de Marseille, à Marseille (15^{ème} arrondissement) ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VOI 005-603/17/CT

■ Approbation d'une convention de fonds de concours pour l'installation de contrôles d'accès en vue de la piétonisation du centre ancien de la Ville de La Ciotat

Avis du Conseil de Territoire

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après .

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences obligatoires qui lui sont dévolues notamment en matière de Voirie.

La Loi N°2004-809 du 13 Août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales a modifié par son article 186-111, l'article L5212-26 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette modification a eu pour incidence de poser le cadre d'attribution de fonds de concours dans les termes suivants :

«Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du Conseil Métropolitain et des Conseils Municipaux concernés.»

Par courrier en date du 8 Décembre 2016, Monsieur le Maire de La Ciotat a proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de contribuer au programme de travaux relatif à la piétonisation de la zone du Vieux La Ciotat, pour un montant de 150 000 Euros TTC en 2017 et 150 000 Euros TTC en 2018, soit 300 000 Euros TTC pour cette opération.

La piétonisation de la zone du Vieux La Ciotat doit permettre la création d'un espace public attractif et piéton après rénovation de l'habitat et des commerces.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la rénovation urbaine du Vieux La Ciotat nécessite un aménagement piétonnier important;
- Que la Ville de La Ciotat souhaite apporter sa contribution financière à ce programme de piétonisation.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la convention de fonds de concours pour l'installation de contrôles d'accès en vue de la piétonisation du centre ancien de la Ville de La Ciotat.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VOI 006-604/17/CT

■ **Approbation de l'avenant à la délégation de service public ayant pour objet l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire Marseille Provence**

Avis du Conseil de Territoire

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence - subrogée dans les droits à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole depuis le 1^{er} janvier 2016 - exerce la compétence « voirie et signalisation » sur l'ensemble de son territoire. A ce titre, il lui revient la gestion des tunnels routiers sur le territoire Marseille Provence.

Par délibération du 8 juillet 2011, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe du recours à une délégation de service public pour l'enlèvement de véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels qu'elle exploitait, afin d'assurer la fluidité du trafic et la sécurité des ouvrages.

Par délibération du 29 juin 2012, ont été approuvés le choix de la société GIBBES PHARO comme délégataire du service public et le contrat de délégation de service public et ses annexes.

Ainsi, la société GIBBES PHARO réalise l'enlèvement des véhicules légers (et de leur annexe tractée) en panne ou accidentés dans les tunnels routiers à fort trafic exploités par la Métropole sur le territoire Marseille-Provence, à savoir : le tunnel du Vieux Port, le tunnel de la Major, le tunnel Joliette et le tunnel St Charles.

La Communauté urbaine a confié au délégataire les missions suivantes :

- l'enlèvement des véhicules légers (dont le poids total autorisé en charge est inférieur ou égal à 3,5 tonnes) en panne ou accidentés dans les tunnels du Vieux-Port, de la Major et Saint-Charles puis de la Joliette (depuis mars 2011);
- le remorquage et l'évacuation de ces véhicules jusqu'au lieu de dépôt du délégataire ou, dans un rayon de 5 kilomètres à partir du lieu de la panne, sur la demande de l'utilisateur.

Les moyens techniques nécessaires à l'exploitation du service sont entièrement fournis par le délégataire, qui prend également en charge l'ensemble des investissements et dépenses de fonctionnement nécessaires à l'exploitation du service dans de bonnes conditions. Il exploite le service à ses risques et périls. Aucune compensation n'est versée par la collectivité au délégataire.

Le contrat de délégation de service public n°12/087, confié à la société GIBBES PHARO, et notifié le 18 juillet 2012 pour une durée fixée à 5 ans à compter de la date de notification, arrivera à échéance le 17 juillet 2017.

Dans l'attente de la définition du futur mode opératoire pour l'enlèvement des véhicules accidentés dans les tunnels et afin d'assurer la continuité de ce service, il apparaît nécessaire d'envisager par avenant une prolongation d'un an, soit jusqu'au 18 juillet 2018, de sa durée d'exécution.

En effet, compte tenu de la présence de tronçons autoroutiers issus de l'A7 et de l'A50 dont le déclassement est à l'étude avec les services de la DIRMED, le périmètre d'activité qu'il sera possible de déléguer en gestion externalisée n'a pu être défini avec exactitude courant 2016.

Des discussions ont été engagées courant 2016 et sont toujours en cours avec la DIRMED. En mars 2017, il a été acté, dans l'attente d'un transfert effectif à la Métropole suite à déclassement de ces tronçons de voie, une continuité d'exploitation et d'entretien par la

DIRMED. Cette incertitude sur le périmètre de la délégation n'a pas permis d'anticiper son renouvellement.

Le lancement d'une nouvelle délégation de service public impliquant la consultation préalable du Comité technique et de la Commission consultative des services publics locaux, ces deux instances n'ont été installées que très récemment (mars 2017 pour le Comité technique) en raison de la création de la Métropole au 1er janvier 2016.

Les délais incompressibles de procédure et la préparation d'un dossier de consultation des entreprises pour une mise en concurrence dans le cadre d'une nouvelle délégation de service public ne permettent donc pas d'attribuer le contrat avant le 17 juillet 2017.

Afin de garantir la continuité du service public, le présent avenant prolonge le contrat de délégation de service public pour une période de douze mois, temps strictement nécessaire pour mener à bien la procédure de passation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le contrat de délégation de service public n°12/087 en date du 18 juillet 2012 ;
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le contrat de délégation de service public n°12/087 arrive à terme le 18 juillet 2017 ;
- Qu'il est nécessaire de prolonger la durée d'exécution de ce contrat pour une année supplémentaire, soit jusqu'au 18 juillet 2018.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°1 à la délégation de service public pour l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole sur le territoire Marseille Provence.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

Commission "Urbanisme, PLU"

URB 001-605/17/CT

■ Plan Local d'Urbanisme de Marseille - Avis sur la déclaration de projet et sur la mise en compatibilité du PLU avec une opération inscrite dans la zone d'aménagement concerté - Cité de la Méditerranée - Euroméditerranée

**Avis du Conseil de Territoire
DUFVS 17/15424/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

La délibération sur l'avis de la déclaration de projet et sur la mise en compatibilité du PLU avec une opération inscrite dans la zone d'aménagement concerté « Cité de la Méditerranée » (Euroméditerranée) satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis sur le projet de délibération précité.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) exerce, sur le territoire Marseille Provence, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille a été approuvé par délibération du Conseil Communautaire, le 28 juin 2013, puis modifié par délibérations du 3 juillet 2015 et du 21 décembre 2015. Toutefois, des réflexions et des analyses en matière d'urbanisme et d'aménagement se poursuivent en vue de continuer à adapter le document d'urbanisme aux objectifs de développement de Marseille.

Le présent dossier est relatif à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme avec un projet d'intérêt général qui s'inscrit dans le périmètre de l'opération d'intérêt national (OIN) Euroméditerranée, et dans la zone d'aménagement concerté « Cité de la Méditerranée ».

Ce projet inclut un projet mixte, comportant des logements, des commerces, un centre social et un groupe scolaire, et une « université régionale des métiers » destinée à regrouper un ensemble de formations.

Il sera implanté sur trois îlots d'une superficie totale d'environ 12 300 mètres carrés et situés le long de la rue d'Anthoine, dans le quartier d'Arenc. Il contribue ainsi aux objectifs de réalisation de logements et d'équipements publics au sein du futur « Parc Habité » du quartier d'Arenc.

Cependant, les trois îlots retenus, situés dans le quartier d'Arenc, font l'objet de prescriptions spéciales identifiées par le PLU de la ville de Marseille en raison du risque d'inondation pouvant aller jusqu'à interdire les constructions nouvelles à destination d'habitat.

A la suite des travaux de recalibrage du ruisseau des Aygalades sous la rue d'Anthoine, au droit du projet, et jusqu'à l'exutoire, une nouvelle étude hydraulique et hydrologique a été confiée en 2012 à un prestataire spécialisé, sous maîtrise d'ouvrage de l'établissement public d'aménagement de l'Etat Euroméditerranée.

Cette dernière a révélé que ces prescriptions ne sont plus justifiées, en raison de l'évolution de l'aléa lié au risque d'inondation. Les îlots concernés ne sont plus impactés.

La levée de ces prescriptions contraignantes est donc proposée pour permettre la réalisation de cette opération d'intérêt général.

S'agissant d'un projet porté par l'Etat, avec une enquête publique conduite par le Préfet et bien que la Métropole Aix Marseille Provence ait la compétence en matière de PLU, il est prévu que cette dernière soit sollicitée en vertu de ses compétences pour donner un avis sur la déclaration de projet et la mise en compatibilité du PLU et ce, préalablement à la déclaration d'intérêt général du projet prononcée par arrêté préfectoral.

Préalablement, et conformément à la législation, ce projet, ainsi que l'adaptation des règles du PLU qui en découlent ont donné lieu à :

- une réunion d'examen conjoint avec les personnes publiques qui a eu lieu le 30 juin 2016 et a également donné lieu à un avis favorable, joint au dossier d'enquête publique ;
- l'enquête publique - conduite par le Préfet - qui s'est déroulée du 17 janvier au 17 février 2017, et a donné lieu à un avis favorable de la part du commissaire enquêteur.

Il convient donc que la Métropole Aix-Marseille-Provence donne un avis favorable à la déclaration de projet et à la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille pour permettre la réalisation du projet d'intérêt général précédemment décrit.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L.5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération au conseil de la Métropole portant sur « Avis sur la déclaration de projet et sur la mise en compatibilité du PLU avec une opération inscrite dans la zone d’aménagement concerté « Cité de la Méditerranée » (Euroméditerranée)».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d’adopter une délibération donnant un avis sur la déclaration de projet et sur la mise en compatibilité du PLU de Marseille avec une opération inscrite dans la zone d’aménagement concerté « Cité de la Méditerranée » (Euroméditerranée) ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération donnant un avis sur la déclaration de projet et sur la mise en compatibilité du PLU de Marseille avec une opération inscrite dans la zone d’aménagement concerté « Cité de la Méditerranée » (Euroméditerranée).

Adoptée à l’unanimité, des membres présents et représentés

URB 002-606/17/CT

■ Opération Grand Centre Ville Marseille 1er arrondissement - Approbation du bilan de la concertation publique portant sur le projet mixte d’équipement public de proximité centre municipal d’animation et de logements du pôle Nationale Providence

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 17/15379/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L’article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l’aménagement de l’espace métropolitain et la politique locale de l’habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l’organe délibérant de la métropole.

A défaut d’avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du bilan de la concertation publique portant sur le projet mixte d’équipement public de proximité et de logements du pôle "Nationale Providence" Marseille 1er arrondissement de l’Opération Grand centre Ville concédée à la Soleam » satisfait les conditions de l’article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibérations conjointes des 9 février 2009 et 19 février 2009, la Ville de Marseille et l'EPCI ont approuvé un engagement renforcé pour le Centre Ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole est concédante de l'Opération « Grand Centre Ville » mise en place dans ce cadre pour le renouvellement urbain de 35 pôles, avec pour objectif :

- la production de logements nouveaux ou restructurés à remettre sur le marché locatif et d'accession à la propriété,
- la production de locaux d'activités et d'équipements,
- l'amélioration d'immeubles et de logements privés par un système incitatif auprès des propriétaires,
- le ravalement des immeubles le long d'axes emblématiques – Canebière, Athènes, Rome, Jean Jaurès, Puget, National, Tourette,
- la création de voiries et réseaux nécessaires à la viabilisation du foncier recyclable, et à l'embellissement de l'espace public existant pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle, commerciale et touristique des quartiers centraux.

L'opération s'inscrit dans un périmètre de cohérence de 1 000 hectares au sein duquel doit être assurée une coordination avec les opérations sur les grandes infrastructures, telles que la piétonisation du Vieux-Port et le plan-guide des espaces publics lié, les projets de rénovation urbaine du Centre Nord et de Saint-Mauront contractualisés avec l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine), ainsi que les opérations pilotées par l'établissement public Euroméditerranée.

Cette opération d'aménagement est concédée à la société publique locale d'aménagement Soleam par convention n°T1600914CO (ex-n°11/0136).

Le mode opératoire de l'Opération « Grand Centre Ville » prévoit des concertations spécifiques par pôle, au fur et à mesure de la définition des projets. Par délibération n°URB 005-379/16/BM du 30 juin 2016 le Bureau la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris acte de ces dispositions et a approuvé les modalités de concertation pour un projet mixte d'équipement public de proximité et de logements concernant les 29-31, rue Nationale et les tènements mitoyens, dans le 1^{er} arrondissement, au sein du pôle Nationale-Providence.

Sur la base de cette délibération, des mesures de publicité ont annoncé aux administrés l'objet, les lieux, dates et modalités du déroulement de la concertation.

Elle s'est déroulée du 20 février au 20 mars 2017 inclus sous forme d'une exposition en mairie de secteur des 1^{er} et 7^{ème} arrondissements avec des permanences techniques. Un registre mis à disposition du public permettait de consigner les remarques, questions et observations des administrés. Une séance publique de présentation de l'opération présidée par les élus concernés s'est tenue le 16 mars.

Aujourd'hui, il est proposé d'approuver le bilan de cette concertation dont les pièces sont jointes en annexe. Ce bilan met particulièrement en avant l'attente des habitants et usagers sur les points suivants :

- Logements : les participants s'interrogent sur les prix auxquels seront proposés les logements futurs. Le souhait des riverains est que soient proposés des logements locatifs et/ou en accession accessibles aux habitants du quartier aux revenus modestes.

Le projet prévoit de réaliser des logements en accession à la propriété.

- Aménagement des espaces publics : les participants demandent à profiter des travaux de requalification du Pôle Nationale Providence pour mettre en œuvre la réfection des trottoirs des rues adjacentes et notamment de la rue Nationale.

Le projet de piétonisation du Vieux Port s'accompagne d'un plan-guide dont les propositions impactent les pôles sur lesquels Soleam travaille. La requalification de la rue Nationale en plateau unique est à l'étude.

- Équipements : les participants se réjouissent de la création d'un nouveau centre d'animation municipal avec notamment l'accueil d'enfants à partir de 3 ans ; toutefois ils soulignent toujours le manque d'équipements scolaires dans le quartier.

Une étude de faisabilité a conclu à l'impossibilité de réaliser un cycle scolaire complet sur ce tènement trop exigu. La programmation des équipements scolaires dans le 1^{er} arrondissement est en cours d'élaboration par la Ville.

Par ailleurs, les riverains qui se sont exprimés ont de fortes attentes au sujet de la Place Nationale Providence. A noter que celle-ci fait partie du périmètre du pôle mais ne rentre pas dans cette première concertation. Elle fera l'objet d'une concertation publique spécifique à venir.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- Le projet de délibération portant sur « l’approbation du bilan de la concertation publique portant sur le projet mixte d'équipement public de proximité et de logements du pôle "Nationale Providence" Marseille 1er arrondissement de l'Opération Grand centre Ville concédée à la Soleam ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d’adopter une délibération relative à l’approbation du bilan de la concertation publique portant sur le projet mixte d'équipement public de proximité et de logements du pôle "Nationale Providence" Marseille 1er arrondissement de l'Opération Grand centre Ville concédée à la Soleam ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du bilan de la concertation publique portant sur le projet mixte d'équipement public de proximité et de logements du pôle "Nationale Providence" Marseille 1er arrondissement de l'Opération Grand Centre Ville concédée à la Soleam.

Présents	102
Représentés	34
Voix Pour	128
Voix Contre	0
Abstentions	8

Adoptée

Se sont abstenus :

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

URB 003-607/17/CT

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain auprès de la SCI Les Hauts de la Politre, et consorts Fauroux, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale Les Xaviers/La Grave à Marseille 13ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15361/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de

la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain auprès de la SCI Les Hauts de la Politre, et consorts Fauroux, nécessaire à la réalisation des travaux d'aménagement de la desserte sanitaire et pluviale Les Xaviers / La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L5217-2 du code général des collectivités territoriales, notamment en matière de création d'eaux et d'assainissement.

Afin d'améliorer la situation des quartiers de la Grave et des Médecins et de permettre leur

- Le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain auprès de la SCI Les Hauts de la Politre, et consorts Fauroux, nécessaire à la réalisation des travaux d'aménagement de la desserte sanitaire et pluviale Les Xaviers / La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de la SCI Les Hauts de la Politre, représentée par Monsieur et Madame Fauroux, cogérants, la SCI A.M.J. représentée par Monsieur et Madame Fauroux, cogérants et Monsieur Fauroux d'une parcelle de terrain d'une superficie de 1 936 m² environ située Le Jauseau d'une emprise foncière de 1 936 m² à détacher de la parcelle cadastrée 882 B 0477, doit permettre la réalisation des travaux d'aménagement de la desserte sanitaire et pluviale des Xaviers / La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain auprès de la SCI Les Hauts de la Politre, et consorts Fauroux, nécessaire à la réalisation des travaux d'aménagement de la desserte sanitaire et pluviale Les Xaviers / La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 004-608/17/CT

■ **Acquisition à titre onéreux de deux parcelles de terrain situées 2 Domaine des Dubecs appartenant à Madame Beauval nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers/La Grave à Marseille 13ème arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 17/15362/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux de deux parcelles de terrain situées 2 Domaine des Dubecs appartenant à Madame Beauval nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers/La Grave à Marseille 13ème arrondissement »

satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 Septembre 2000 et du 1^{er} Décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En Septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau.

Un rapport établi par la Direction Départementale de l'Équipement des Bouches du Rhône, faisant suite à l'événement de Septembre 2000 rend compte de la situation observée en ces termes :

« Un fort endommagement du lit du cours d'eau, inondant par la même plusieurs habitations de part et d'autre du ruisseau de la Grave et occasionnant des dommages matériels importants. Des murs de clôture ont été arrachés et des hauteurs d'eau de 1m dans les habitations ont été observées »,

« Pour l'avenir, compte tenu du nombre d'embâcles potentiel restant sur le bassin versant amont, des solutions doivent être recherchées pour éliminer le risque de voir se reproduire un nouveau sinistre ».

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des Médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les

débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n° 77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La conduite de l'opération est réalisée par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de sa compétence

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité que l'opération s'inscrive dans une démarche d'aménagement durable respectueuse de l'environnement. La phase de conception de l'opération est notamment attachée :

- à définir un projet d'aménagement paysager global intégrant le tissu urbain (bâti, infrastructures, espaces verts et naturels) existant et futur,
- à faire appel aux techniques de « génie végétal » pour le recalibrage des ruisseaux et à préserver autant que possible, voire reconstituer, la ripisylve,
- à garantir la sécurité des digues ainsi que la fiabilité du fonctionnement hydraulique des bassins de rétention, à rétablir la continuité des diverses circulations et accès publics ou privés du secteur,
- à mettre en œuvre une démarche de « chantier vert », visant à limiter les nuisances pour les riverains et assurer la sécurité sur et autour du chantier, tout en mettant en œuvre des modes opératoires préservant l'environnement (gestion des déchets, pollution des eaux et des sols,...),
- à favoriser les démarches d'acquisitions foncières à l'amiable, en adaptant le phasage de réalisation des travaux à la disponibilité du foncier.

La déclaration de projet sur l'intérêt général au sens de l'article L 126-1 du Code de l'Environnement a été prononcée par délibération n°469/08/CC du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en sa séance du 28 Juin 2008, délibération reçue en Préfecture des Bouches du Rhône le 9 Juillet 2008.

Par arrêté préfectoral du 8 Octobre 2008, les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération ont été déclarés d'utilité publique.

Par arrêté préfectoral du 25 Novembre 2009, l'opération a été autorisée et déclarée d'intérêt général au titre des articles L214-3 et L211-7 du Code de l'Environnement.

Par arrêté Préfectoral du 30 Août 2013, Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prorogé de 5 ans les effets de la DUP.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), à compter du 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'ensemble de ses contrats.

Parallèlement à la procédure d'expropriation, la Métropole Aix-Marseille Provence a continué à mener des négociations amiables.

C'est pourquoi, dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille Provence et Madame Beauval ont trouvé un accord amiable sur la cession de deux emprises de terrain d'une superficie de 6 m² environ à détacher de la parcelle 882 D 0197 et 108 m² environ à détacher de la parcelle 882 D 0202, moyennant la somme de 6 760 euros (six mille sept cent soixante euros), conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur une surface de 161 m² en tout (plan annexé), sur la base de 2 euros /m²/an.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant des conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- La loi n° 214-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriales et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 DU 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriales de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux de deux parcelles de terrain situées 2 Domaine des Dubecs appartenant à Madame Beauval nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers/La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de ces emprises de terrain de 6 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 197 et 108 m² à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 202 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale des Xaviers/La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux de deux parcelles de terrain situées 2 Domaine des Dubecs appartenant à Madame Beauval nécessaire à la réalisation de la

desserte sanitaire et pluviale les Xaviers/La Grave à Marseille 13ème arrondissement.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 005-609/17/CT

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située chemin de la Grave, appartenant aux consorts Quaglia nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / La Grave à Marseille 13ème arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15364/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située chemin de la Grave, appartenant aux consorts Quaglia nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers/La Grave à Marseille 13ème arrondissement » satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en

raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 Septembre 2000 et du 1^{er} Décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En Septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau.

Un rapport établi par la Direction Départementale de l'Équipement des Bouches du Rhône, faisant suite à l'événement de Septembre 2000 rend compte de la situation observée en ces termes :

« Un fort endommagement du lit du cours d'eau, inondant par la même plusieurs habitations de part et d'autre du ruisseau de la Grave et occasionnant des dommages matériels importants. Des murs de clôture ont été arrachés et des hauteurs d'eau de 1m dans les habitations ont été observées »,

« Pour l'avenir, compte tenu du nombre d'embâcles potentiel restant sur le bassin versant amont, des solutions doivent être recherchées pour éliminer le risque de voir se reproduire un nouveau sinistre ».

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des Médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux

usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n° 77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La conduite de l'opération est réalisée par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de sa compétence

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité que l'opération s'inscrive dans une démarche d'aménagement durable respectueuse de l'environnement. La phase de conception de l'opération est notamment attachée :

- à définir un projet d'aménagement paysager global intégrant le tissu urbain (bâti, infrastructures, espaces verts et naturels) existant et futur,
- à faire appel aux techniques de « génie végétal » pour le recalibrage des ruisseaux et à préserver autant que possible, voire reconstituer, la ripisylve,
- à garantir la sécurité des digues ainsi que la fiabilité du fonctionnement hydraulique des bassins de rétention,
- à rétablir la continuité des diverses circulations et accès publics ou privés du secteur,
- à mettre en œuvre une démarche de « chantier vert », visant à limiter les nuisances pour les riverains et assurer la sécurité sur et autour du chantier, tout en mettant en œuvre des modes opératoires préservant l'environnement (gestion des déchets, pollution des eaux et des sols,...),
- à favoriser les démarches d'acquisitions foncières à l'amiable, en adaptant le phasage de réalisation des travaux à la disponibilité du foncier.

La déclaration de projet sur l'intérêt général au sens de l'article L 126-1 du Code de l'Environnement a été prononcée par délibération n°469/08/CC du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en sa séance du 28 Juin 2008, délibération reçue en Préfecture des Bouches du Rhône le 9 Juillet 2008.

Par arrêté préfectoral du 8 Octobre 2008, les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération ont été déclarés d'utilité publique.

Par arrêté préfectoral du 25 Novembre 2009, l'opération a été autorisée et déclarée d'intérêt général au titre des articles L214-3 et L211-7 du Code de l'Environnement.

Par arrêté Préfectoral du 30 Août 2013, Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prorogé de 5 ans les effets de la DUP.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), à compter du 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'ensemble de ses contrats.

Parallèlement à la procédure d'expropriation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a continué à mener des négociations amiables.

C'est pourquoi, dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur Jean-Baptiste Quaglia et Madame Yvette Quaglia ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain d'une superficie de 150 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 0027, moyennant la somme de 8 875 euros (huit mille huit cent soixante quinze euros), conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur une surface de 251 m² sur la base de 2 euros/m²/an.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant des conditions de cette acquisitions foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 214-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriales et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriales de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de

terrain située chemin de la Grave, appartenant aux consorts Quaglia nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 150 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 0027 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale des Xaviers/La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située chemin de la Grave, appartenant aux consorts Quaglia nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers/La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 006-610/17/CT

■ **Acquisition d'une parcelle de terrain située chemin de la Rose à La Grave appartenant aux consorts Dupuis, Quaglia et Leconte nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale Les Xaviers/ La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15369/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur

exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition d'une parcelle de terrain située chemin de la Rose à La Grave, appartenant à Madame Dupuis, Monsieur Quaglia et Madame Leconte, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 Septembre 2000 et du 1^{er} Décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En Septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau. Un rapport établi par la Direction Départementale de l'Équipement des Bouches du Rhône, faisant suite à l'événement de Septembre 2000 rend compte de la situation observée en ces termes :

« Un fort endommagement du lit du cours d'eau, inondant par la même plusieurs habitations de part et d'autre du ruisseau de la Grave et occasionnant des dommages matériels importants. Des murs de clôture ont été arrachés et des hauteurs d'eau de 1m dans les habitations ont été observées »,

« Pour l'avenir, compte tenu du nombre d'embâcles potentiel restant sur le bassin versant amont, des solutions doivent être recherchées pour éliminer le risque de voir se reproduire un nouveau sinistre ».

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des Médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La conduite de l'opération est réalisée par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, au titre de sa compétence

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité que l'opération s'inscrive dans une démarche d'aménagement durable respectueuse de

l'environnement. La phase de conception de l'opération est notamment attachée :

- à définir un projet d'aménagement paysager global intégrant le tissu urbain (bâti, infrastructures, espaces verts et naturels) existant et futur,
- à faire appel aux techniques de « génie végétal » pour le recalibrage des ruisseaux et à préserver autant que possible, voire reconstituer, la ripisylve,
- à garantir la sécurité des digues ainsi que la fiabilité du fonctionnement hydraulique des bassins de rétention,
- à rétablir la continuité des diverses circulations et accès publics ou privés du secteur,
- à mettre en œuvre une démarche de « chantier vert », visant à limiter les nuisances pour les riverains et assurer la sécurité sur et autour du chantier, tout en mettant en œuvre des modes opératoires préservant l'environnement (gestion des déchets, pollution des eaux et des sols...),
- à favoriser les démarches d'acquisitions foncières à l'amiable, en adaptant le phasage de réalisation des travaux à la disponibilité du foncier.

La déclaration de projet sur l'intérêt général au sens de l'article L 126-1 du Code de l'Environnement a été prononcée par délibération n°469/08/CC du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en sa séance du 28 Juin 2008, délibération reçue en Préfecture des Bouches du Rhône le 9 Juillet 2008.

Par arrêté préfectoral du 8 Octobre 2008, les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération ont été déclarés d'utilité publique.

Par arrêté préfectoral du 25 Novembre 2009, l'opération a été autorisée et déclarée d'intérêt général au titre des articles L214-3 et L211-7 du Code de l'Environnement.

Par arrêté Préfectoral du 30 Août 2013, Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prorogé de 5 ans les effets de la DUP.

La loi MAPAM du 27 janvier 2014, complétée par la loi NOTRe du 7 août 2015 a créé la Métropole Aix-Marseille-Provence par fusion des intercommunalités de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté d'Agglomération Agglopol Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Syndicat d'Agglomération nouvelle d'Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), à compter du 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'ensemble de ses contrats.

Parallèlement à la procédure d'expropriation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a continué à mener des négociations amiables.

C'est pourquoi, dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur Quaglia, Madame Dupuis et Madame Leconte ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 182 m² environ à détacher de la parcelle 882 D 0196, moyennant la somme de 10 715 euros (dix mille sept cent quinze euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le protocole foncier,
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'acquisition d'une parcelle de terrain située

chemin de la Rose à La Grave, appartenant à Madame Dupuis, Monsieur Quaglia et Madame Leconte, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 182 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 0196 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers/La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'acquisition d'une parcelle de terrain située chemin de la Rose à La Grave, appartenant à Madame Dupuis, Monsieur Quaglia et Madame Leconte, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement. »

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 007-611/17/CT

■ Acquisition à titre onéreux de deux emprises foncières situées boulevard Bara appartenant à Madame Barbaroux nécessaires à la création de la voie de liaison boulevard Bara et avenue Paul Dalbret à Marseille 13^{ème} arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15366/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire

est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux de deux emprises foncières situées boulevard Bara appartenant à Madame Barbaroux nécessaires à la création de la voie de liaison boulevard Bara et avenue Paul Dalbret à Marseille 13^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre du projet de création d'une voirie de liaison en site urbain reliant deux avenues fréquentées, le boulevard Bara et l'avenue Paul Dalbret, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole par délibération du 2 octobre 2009 a approuvé l'acquisition par voie d'expropriation des parcelles nécessaires à cette opération afin de réaliser des travaux qui ont pour objectif de limiter le transit de véhicules et notamment celui des poids lourds dans le centre de Château Gombert à Marseille 13^{ème} arrondissement et au niveau des Héros.

La réalisation de ces travaux nécessite l'acquisition onéreuse par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de Madame Barbaroux d'une emprise foncière de 110 m² cadastrée 879 A 0515 issue d'une parcelle anciennement cadastrée 879 A 0395 située boulevard Bara à Marseille 13^{ème} arrondissement.

Dans un premier temps après notification du mémoire avec fixation du prix, Madame Barbaroux a accepté la proposition d'indemnité d'un montant de 25 000 euros ainsi qu'une indemnité de remploi d'un montant de 3 500 euros.

Dans un second temps, après la réalisation du document d'arpentage divisant en trois nouvelles parcelles la propriété de Madame Barbaroux, il s'avère qu'une emprise supplémentaire de 6 m² est nécessaire à la réalisation de ce projet.

C'est pourquoi, la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert également auprès de Madame Barbaroux une emprise de 6 m² cadastrée 879 A 0516 anciennement cadastrée 879 A 0395 pour un montant de 1 400 euros conformément à l'avis de France Domaine.

Cette transaction s'effectue moyennant la somme totale de 29 900 euros conformément à l'avis de France Domaine.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux de deux emprises foncières situées boulevard Bara appartenant à Madame Barbaroux nécessaires à la création de la voie de liaison boulevard Bara et avenue Paul Dalbret à Marseille 13^{ème} arrondissement.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de Madame Barbaroux de deux emprises foncières dont l'une de 110 m² cadastrée 879 A 0515 et l'autre de 6 m² cadastrée 879 A 0516 permettront la réalisation du barreau de liaison Bara/Dalbret à Marseille 13^{ème} arrondissement ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux de deux emprises foncières situées boulevard Bara appartenant à Madame Babaroux nécessaires à la création de la voie de liaison boulevard Bara et avenue Paul Dalbret à Marseille 13^{ème} arrondissement.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 008-612/17/CT

■ Acquisition à titre gratuit de lots de volumes des emprises de voies ouvertes à la circulation publique à l'Aménageur Lesseps Promotion et à la SCI du Rond Point Grand Littoral dans la Zac Saint André à Marseille 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 17/15377/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre gratuit de lots de volumes des emprises de voies ouvertes à la circulation publique à l'Aménageur Lesseps Promotion et à la SCI du Rond Point Grand Littoral dans la Zac Saint André à Marseille 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements » répond aux conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Ville de Marseille a confié l'aménagement et l'équipement de la Zone d'Aménagement Concerté de Saint André à la Société « Trema Promotion » devenue « Lesseps Promotion » aux termes d'une convention d'aménagement approuvée par délibération du Conseil Municipal n° 93/514/U en date du 23 juillet 1993.

Cette convention d'aménagement a fait l'objet de trois avenants, respectivement approuvés par délibérations du Conseil Municipal n° 95/129/U du 27 février 1995, n°96/456/EUGE du 22 juillet 1996 et n° 02/1228 du 16 décembre 2002. Ces avenants ont acté la mise à jour du programme des équipements publics, la répartition de leur prise en charge entre la Ville et l'Aménageur, ainsi que le changement de forme juridique et de dénomination sociale de Trema Promotion devenue Lesseps Promotion.

Cette convention et ses avenants distinguent 4 catégories d'équipements à aménager dans la Zac:

1/- les équipements publics à la charge de l'Aménageur :

il s'agit principalement

* de la voie U221 (aujourd'hui rue Georges de Beauregard) nécessaire au désenclavement du groupe de logements sociaux "La Bricarde",

* des ouvrages du réseau d'eaux pluviales essentiellement rattachés aux voies U221, U222, U206 et U207,

* du réseau EDF,

* des espaces verts,

* de la préparation, des terrassements et du nivellement des terrains, notamment

l'aménagement des plates-formes des voies publiques prises en charge par la Ville ;

2/- des équipements publics pris en charge par la Ville et devant être réalisés par l'Aménageur dans le cadre d'une convention de mandat entre la Ville (maître d'ouvrage) et l'Aménageur :

il s'agit principalement

- * des voies de liaison U206 (aujourd'hui nommée avenues Jenny Helia, Millie Mathys, Rellys et de l'Argilité) et U207 (aujourd'hui nommée avenue des Malloniers) et de leurs giratoires,

- * de la voie U222 (aujourd'hui nommée avenue Antoine Casubolo) nécessaire au désenclavement du Plan d'Aou,

- * des bretelles de sortie de l'autoroute A55 et de l'avenue de l'Argilité,

- * des réseaux Eau Potable, Eaux Usées, Eclairage Public et France Télécom sous voies publiques ;

3/- les équipements structurants de la Zac devant être financés par l'Aménageur et rétrocédés soit à une AFUL, soit à une ASL ;

il s'agit principalement

- * des voies conservant un statut privé et ayant pour vocation la desserte des trois plates-formes du parc immobilier d'entreprises, du centre commercial et du secteur initialement affecté à un parc animalier,

- * des bassins de rétention des eaux pluviales, implantés en dehors des emprises de voies publiques ;

4/ - un parc animalier dont le projet a finalement été abandonné et qui n'a donc pas été réalisé.

Par délibération n° 93/515/U du 23 juillet 1993, le Conseil Municipal a approuvé une convention de mandat entre la Ville et l'Aménageur, confiant à ce dernier la réalisation des ouvrages d'infrastructures publiques à la charge de la Ville.

Cette convention de mandat a fait l'objet de 4 avenants respectivement approuvés par délibérations du Conseil Municipal n° 94/519/U du 22 juillet 1994, n° 94/894/U du 19 décembre 1994, n° 95/664/EUGE du 27 juillet 1995 et n° 96/366/EUGE du 22 juillet 1996. Ces avenants portaient notamment sur

des réévaluations de coûts des travaux pris en charge par la Ville.

Les ouvrages publics à réaliser par Tréma Promotion dans le cadre de cette convention de mandat et ses avenants étaient les suivants :

- Voies publiques primaires et giratoires

- * accès Sud - liaison entre l'autoroute A55 et la voie U206,

- * triangle avec dénivelé "G" assurant l'interface entre l'Accès Sud, la voie U206 et le demi-périphérique Sud,

- * voies U206 (avenues Jenny Helia, Millie Mathys, Rellys et De l'Argilité) y compris les giratoires "B" (Foresta), "C" (Delmont), "D" (Sartorio) et le carrefour "A" avec l'avenue de St Antoine,

- * voie U222

- Réseaux sous voies publiques :

- * réseau Eau Potable

- * réseau EU

- * réseau Eclairage Public

- * réseau France Télécom

- Espaces Verts :

- * aménagement des talus des accès Sud, entre l'autoroute A55, les voies SNCF et le Bd Barnier.

Les conventions précitées ont été approuvées par la ville avant la date de création de la CUMPM. Ainsi, elles concernent maintenant des équipements relevant pour certains des compétences de MPM, pour d'autres, de celles de la Ville de Marseille.

Les équipements publics pris en charge par l'Aménageur de la Zac ont été intégralement réalisés et mis en service.

L'ensemble des équipements publics visés par la convention de mandat a été réceptionné.

Quitus a été donné à la Société Lesseps Promotion par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n° 09/0973/DEVD du 5 octobre 2009.

Suivant acte reçu par M° Isabelle Decorps, Notaire à Marseille, le 7 janvier 2014, la société Lesseps Promotion a cédé à la Ville de Marseille les terrains d'assiette des espaces verts publics de la ZAC de Saint André conformément au Protocole foncier approuvé par délibération du Conseil Municipal n° 11/0838/DEVD

du
17 octobre 2011.

Par délibération n° 03/0874/TUGE du 6 octobre 2003, le Conseil municipal a acté le contenu du rapport de synthèse établi par le CETE en date du 10 mai 2000. Ce rapport établi après examen des dossiers de réalisation des ouvrages et des résultats de l'instrumentation de surveillance géotechnique précisait que la rétrocession de certains équipements publics pris en charge par l'Aménageur et du foncier correspondant pouvait être acceptée, principalement :

* les plates-formes servant de support aux voies U206, U207, U221 et U222,

* la voie U221 proprement dite,

* le giratoire Barnier dont une partie des travaux a été prise en charge par l'Aménageur.

Par délibération n° VOI 012-523/14 BC, en date du 19 décembre 2014, le Bureau de la CUMPM a approuvé la vente des assiettes foncières des voies destinées à devenir propriété de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en intégrant le domaine public viaire.

Il est apparu que des reliquats d'emprises de voirie doivent être encore cédés, afin d'intégrer le domaine public routier de la Métropole

Il s'agit d'aires qui avaient été intégrées à l'emprise de l'Aful du Centre Commercial Grand Littoral et qui correspondent aux volumes suivants :

Volume 3 partie du Rond-Point Delemont ;

Volumes 85 – 86 – 91 – 92 appartenant à la Société Lesseps Promotion et Volumes 79 – 80 appartenant à la S.C.I. du Rond-Point Grand Littoral , consistant en deux zones de terrain du Rond-Point Antoine Sartorio, selon plan annexé.

Ces volumes ont été détachés de ladite AFUL par délibération de l'Assemblée Générale de l'Aful du Centre Commercial en date du 25 novembre 2016, dont copie de l'extrait concerné ci-annexée.

Ces volumes, du tréfonds à l'aérien, consistant ainsi en trois terrains, doivent être intégrés au domaine public routier de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il convient donc que le Bureau de la Métropole approuve cette acquisition par l'approbation d'un protocole foncier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre gratuit de volumes des emprises de voies ouvertes à la circulation publique à l'Aménageur Lesseps Promotion et à la SCI du Rond Point Grand Littoral dans la Zac Saint André à Marseille 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de l'ensemble de ces lots de volumes représentent des emprises des voies de circulation dans la Zac de Saint André dit permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence de les intégrer dans le domaine public Métropolitain ;

- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération l'acquisition à titre gratuit de lots de volumes des emprises de voies ouvertes à la circulation publique à l'Aménageur Lesseps Promotion et à la SCI du Rond Point Grand Littoral dans la Zac Saint André à Marseille 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 009-613/17/CT

■ **Acquisition à titre gratuit auprès de la SCI Désirée Clary de l'assiette foncière de la rue Gérin-Ricard à Marseille 3ème arrondissement en vue de son intégration dans le domaine public routier métropolitain**

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 17/15374/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre gratuit auprès de la SCI Désirée Clary de l'assiette foncière de la rue Gérin-Ricard à Marseille 3^{ème} arrondissement en vue de son intégration dans le domaine public routier métropolitain » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de la restructuration de l'îlot « 7B » sis entre le boulevard de Paris, la rue Lanthier et la rue Pontevès, quartier de la Vilette à Marseille 3^{ème} arrondissement, la SCI Désirée Clary a, conformément aux termes du permis de construire n° 13055.08.H.0278.PC.PO, réalisé la voie nouvelle dénommée rue Gérin-Ricard.

Afin de permettre l'intégration de cette voie dans le domaine public métropolitain, la SCI Désirée Clary cède au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence les parcelles cadastrées Section 814 D numéros 53, 145, 147, 152 et 153 d'une superficie totale de 403 m² constituant l'assiette foncière de la rue Gérin-Ricard à Marseille 3^{ème}

Au terme des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, la SCI Désirée Clary accepte de céder ces emprises foncières à titre gratuit.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;

- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre gratuit auprès de la SCI Désirée Clary de l'assiette foncière de la rue Gérin-Ricard à Marseille 3^{ème} arrondissement en vue de son intégration dans le domaine public routier métropolitain.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition à titre gratuit auprès de la SCI Désirée Clary de l'assiette foncière de la rue Gérin-Ricard à Marseille 3^{ème} arrondissement en vue de son intégration dans le domaine public routier métropolitain ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre gratuit auprès de la SCI Désirée Clary de l'assiette foncière de la rue Gérin-Ricard à Marseille 3^{ème} arrondissement en vue de son intégration dans le domaine public routier métropolitain.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 010-614/17/CT

■ Echange sans soulte de parcelles de terrain situées rue Saint Pierre entre Habitat Marseille Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 17/15386/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Echange sans soulte de parcelles de terrain situées rue Saint Pierre entre Habitat Marseille Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Habitat Marseille Provence projette la construction d'un immeuble dit « L'Eden » qui comportera trente-huit logements sociaux et des bureaux.

Pour ce faire, Habitat Marseille Provence a acquis auprès de la Ville de Marseille le 4 novembre 2015 deux parcelles de terrain cadastrées 822 E 185 pour 829 m² et 822 E 186 pour 319 m², soit au total 1 148 m², situées 366-372 rue Saint Pierre – 13005 Marseille.

Pour faire correspondre les limites du projet de construction à la marge de recul du plan local d'urbanisme, il est nécessaire de modifier les limites nord des deux parcelles acquises.

Habitat Marseille Provence a demandé à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le déclassement d'une portion de trottoir de la rue Saint Pierre, en vue de l'intégrer dans l'emprise de la future construction.

Ce déclassement d'une superficie d'environ 18 m² a été approuvé par délibération du bureau de la

Communauté urbaine Marseille Provence Métropole
n° VOI 013-533/13/BC du 25 octobre 2013.

En contrepartie, Habitat Marseille Provence a proposé d'échanger avec la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise de terrain d'une superficie d'environ 19 m² à détacher de la parcelle cadastrée 822 E 185.

La modification du parcellaire cadastral établi par le cabinet Arragon a déterminé exactement les superficies à échanger et a arpenté 17 m² à détacher de la parcelle 822 E 185 et 19 m² à détacher du domaine public.

Cet échange est réalisé sans soulte conformément à l'avis de France Domaine n° 2015-205V3332 du 31 décembre 2015.

Le projet de délibération du Conseil de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'échange sans soulte de parcelles de terrain situées rue Saint Pierre entre Habitat Marseille Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'échange de ces parcelles permettra de faire correspondre les limites du projet de construction par Habitat Marseille Provence à la marge de recul du plan local d'urbanisme ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'échange sans soulte de parcelles de terrain situées rue Saint Pierre entre Habitat Marseille Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 011-615/17/CT

■ Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement - Zac Vallon Régn y Marseille 9ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DGDU 17/15343/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218.7 I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après.

Située dans le 9^{ème} arrondissement de Marseille, en limite avec le 10^{ème} et entre les trois grands équipements que constituent le Parc de Maison Blanche, l'hôpital Salvator et le collège Gyptis, la Zac du Vallon Régn y couvre un territoire d'environ 34 hectares.

Le projet urbain porté par la Zac, et dont l'aménagement a été confié à la Soleam, est centré sur quatre objectifs principaux :

- créer un nouveau quartier d'habitat mixte en y intégrant une fonction économique
- constituer un cœur de quartier regroupant l'ensemble des fonctions propres à une centralité de proximité (commerces, équipements scolaires, maison de quartier)
- s'appuyer sur les axes structurants que constituent le Boulevard urbain Sud et la Traverse Régny pour organiser une trame viaire classique
- laisser une place importante au végétal dans un site très fortement marqué par la présence de grands espaces paysagers : le parc de Maison Blanche et le parc de l'hôpital Salvator

Une refonte du projet initial a été souhaitée car ce dernier ne correspondait plus aux ambitions des deux collectivités partenaires, la ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le Programme des Equipements Publics modifié a ainsi été approuvé par le Conseil de Métropole du 17 octobre 2016.

D'autre part, pour répondre à la nouvelle dynamique immobilière constatée aux abords de la Zac, le Conseil de Métropole a approuvé lors de la même séance, un Projet Urbain Partenarial.

Le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 a été approuvé par délibération du 15 décembre 2016.

La participation initiale à l'équilibre du bilan s'élevait à 1 512 647 euros.

La réalisation d'équipements publics structurants, dont le coût n'est pas mis en totalité à la charge de l'aménageur, nécessite une revalorisation cette opération d'investissement.

Ces équipements concernent la voie U522 et le recalibrage de la Traverse Régny.

Afin de permettre la réalisation de ces travaux, l'opération d'investissement n°2015120100 inscrite au budget pour un montant initial de 1 600 000 euros et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, doit être affectée d'une revalorisation de 3 000 000 euros, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 4 600 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2015120100 « ZAC Vallon Régny » ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération portant sur l'approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2015120100 « Zac Vallon Régny ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2015120100 « Zac Vallon Régny ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 012-616/17/CT

■ Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant à Madame Boucabeille pour la création d'une voie de liaison entre l'avenue Colgate et le boulevard du Chalet - PRU Soude Hauts de Mazargues à Marseille 9^{ème} arrondissement

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 17/15378/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant à Madame Boucabeille pour la création d'une voie de liaison entre l'avenue Colgate et le boulevard du Chalet- PRU Soude Hauts de Mazargues à Marseille 9^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur la Soude /les Hauts de Mazargues à Marseille 9^{ème} arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a programmé la création d'une voie de liaison entre le boulevard du Chalet et l'avenue Colgate conformément à l'ER n° 09-728 au PLU de la Ville de Marseille.

La réalisation de ces travaux nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de Madame Boucabeille d'une emprise foncière de 41 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 846 B n° 283 sise boulevard du chalet à Marseille 9^{ème} arrondissement.

Au terme des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, Madame Boucabeille accepte de céder cette emprise foncière moyennant la somme de 2 520 euros (deux mille cinq cent vingt euros).

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant à Madame Boucabeille pour la création d'une voie de liaison entre l'avenue Colgate et le boulevard du chalet-PRU Soude Hauts de Mazargues à Marseille 9^{ème} arrondissement.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant à Madame Boucabeille pour la création d'une voie de liaison entre l'avenue Colgate et le boulevard du Chalet-PRU Soude Hauts de Mazargues à Marseille 9^{ème} arrondissement ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant à Madame Boucabeille pour la création d'une voie de liaison entre l'avenue Colgate et le boulevard du Chalet-PRU Soude Hauts de Mazargues à Marseille 9^{ème} arrondissement.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représenté

URB 013-617/17/CT

■ Zac de la Jarre - Marseille 9ème arrondissement - Habilitation de Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence à demander à Monsieur le Préfet l'ouverture d'une enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et d'une enquête parcellaire conjointe relative aux acquisitions foncières nécessaires à la mise en oeuvre du projet urbain

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15392/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Zac de la Jarre – Marseille 9^{ème} arrondissement – Habilitation de Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence à demander à Monsieur le Préfet l'ouverture d'une enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et d'une enquête parcellaire conjointe relative aux acquisitions foncières nécessaires à la mise en œuvre du projet urbain » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Située dans le 9^{ème} arrondissement de Marseille, aux portes du Parc National des Calanques, la Zone d'Aménagement Concertée (Zac) de la Jarre s'étend sur un territoire de 22 hectares.

Le dossier de création de cette opération d'aménagement a été approuvé par le Conseil Municipal de Marseille le 29 avril 1994 par délibération n°94/253/U. L'objectif initial de cette Zac était d'accueillir des activités économiques dans le Sud de la Ville en lien avec la dynamique des Zac de Bonneveine et de la Soude. La Ville de Marseille avait préalablement confié à Marseille Aménagement la conduite de cette opération dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par le Conseil Municipal du 24 février 1992.

Le dossier de réalisation comportant le plan d'aménagement de la zone, le Programme des Équipements Publics (PEP) et les modalités prévisionnelles de financement a été approuvé par le Conseil Municipal en date du 27 janvier 1995 par délibération n°95/40/U.

Le Conseil Municipal du 27 octobre 1997 a ensuite approuvé par délibération n°97/724/EUGE un nouveau Plan d'Aménagement de la Zone (PAZ) qui atténue la prépondérance des terrains destinés à l'activité au bénéfice de l'habitat.

Par délibération n°03/0180/TUGE du 24 mars 2003, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de création modificatif de la Zac établi sur la base de ces nouveaux objectifs de développement.

La Zac de la Jarre se situe également dans le secteur Soude Hauts de Mazargues sur lequel un programme de rénovation urbaine (PRU) a été contractualisé avec

l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) sur un projet global le 10 octobre 2011.

Ce programme prévoit dans le périmètre de la Zac de la Jarre la réalisation d'un parc public d'environ 3 hectares ainsi que la réalisation d'une liaison favorisant les modes doux traversant le périmètre de l'opération du Nord au Sud et dénommée l'Allée des Calanques.

Ce programme a été traduit dans les documents d'urbanisme. La modification n°2 du PLU approuvée le 21 décembre 2015 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a permis d'inscrire un emplacement réservé sur une portion de l'avenue de la Jarre pour permettre la réalisation de l'Allée des Calanques ainsi qu'un emplacement réservé visant à élargir la traverse Valette.

En cohérence avec les orientations définies dans le PLU, un nouveau programme des équipements publics a été approuvé par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 3 juillet 2015.

Par délibération n°15/0843/UAGP du 26 octobre 2015, le Conseil Municipal a notamment approuvé la modification du dossier de réalisation et le programme des équipements publics.

Par délibérations des 26 juin 2006 et 23 octobre 2015 n° FAG 5/519/CC et FCT 008-1420/15/CC, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire.

Dans ce cadre, et compte tenu des évolutions législatives liées aux lois n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, l'objet de l'opération d'aménagement de la Zac de la Jarre relevait dès lors de la compétence exclusive de la Communauté Urbaine.

Aussi, par délibération du 26 octobre 2015 n°15/1071/UAGP, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé qu'en application de l'article L. 5215-20, du Code Général des Collectivités Territoriales, l'opération d'aménagement relevait de la compétence de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et suite au porter à connaissance du Préfet en date du 27 novembre 2015, le Conseil Communautaire a délibéré dans les mêmes termes en date du 21/12/2015 n° FCT 030-1585/15/CC en approuvant le transfert de cette opération.

L'opération a été finalement transférée avec d'autres, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ; elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité du 28 décembre 2015.

Dans ce cadre, un avenant n°18 à la concession d'aménagement en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

L'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et l'enquête parcellaire conjointe, objet du présent rapport, visent à maîtriser plusieurs parcelles nécessaires pour terminer la réalisation des équipements publics prévus dans le programme des équipements publics de la Zac notamment le futur parc de la Jarre, la réalisation de l'Allée des Calanques, le bouclage de l'actuelle impasse Karabdjakian sur le chemin du Roy d'Espagne.

L'ensemble de ces acquisitions représente 8 050 m2 environ.

Au vu des acquisitions nécessaires à la réalisation de ces interventions d'utilité publique, il est proposé d'habiliter le Président de la Métropole Aix Marseille Provence à demander au Préfet l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'Utilité Publique et de l'enquête parcellaire conjointe au profit de la Soleam.

Le dossier préalable à la Déclaration d'Utilité Publique avec enquête parcellaire conjointe qui sera prochainement déposé en Préfecture, comprendra : une notice explicative, le plan de situation, le plan général des travaux, les caractéristiques principales des ouvrages, l'appréciation sommaire des dépenses, une étude d'impact, un plan parcellaire et un état parcellaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur la Zac de la Jarre - 9ème arrondissement de Marseille – Habilitation de Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence à demander à Monsieur le Préfet l'ouverture d'une enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et d'une enquête parcellaire conjointe relatives aux acquisitions foncières nécessaires à la mise en œuvre du projet urbain.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'habilitation de Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence à demander à Monsieur le Préfet l'ouverture d'une enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et d'une enquête parcellaire conjointe relatives aux acquisitions foncières nécessaires à la mise en œuvre du projet urbain sur la Zac de la Jarre à Marseille- 9ème arrondissement ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Zac de la Jarre - 9ème arrondissement de Marseille – Habilitation de Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence à demander à Monsieur le Préfet l'ouverture d'une enquête préalable à la

Déclaration d'Utilité Publique et d'une enquête parcellaire conjointe relatives aux acquisitions foncières nécessaires à la mise en œuvre du projet urbain.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 014-618/17/CT

■ Acquisition à l'euro symbolique d'une emprise de terrain appartenant à M. Faure nécessaire à l'aménagement de la Montée des Gaulois à Marseille 11ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15370/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à l'euro symbolique d'une emprise de terrain appartenant à M. Faure nécessaire à l'aménagement de la montée des Gaulois à Marseille 11^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Monsieur Jacques Faure est propriétaire de la parcelle cadastrée 867 M 350.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a la nécessité d'acquérir une emprise de 94 m² à détacher de cette parcelle située Montée des Gaulois à Marseille 11^{ème} arrondissement aux fins d'intégration dans le domaine public nécessaire à l'aménagement de cette voie.

Cette acquisition sera réalisée à l'euro symbolique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'acquisition à l'euro symbolique d'une emprise de terrain appartenant à M. Faure nécessaire à l'aménagement de la montée des Gaulois à Marseille 11^{ème} arrondissement.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 94 m² permettra l'aménagement de la Montée des Gaulois ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'acquisition à l'euro symbolique d'une emprise de terrain appartenant à M. Faure nécessaire à l'aménagement de la montée des Gaulois à Marseille 11^{ème} arrondissement.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 015-619/17/CT

■ Zac Empallières - Commune de Saint-Victoret - Approbation d'une convention de raccordement de la Zac au réseau d'eau brute avec la société du Canal de Provence

Avis du conseil de Territoire DGDU 17/15351/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Zone d'Aménagement concerté Empallières. Commune de Saint- Victoret. Approbation d'une convention de raccordement de la Zac au réseau d'eau brute avec la société du Canal de Provence » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière d'Aménagement de l'Espace Communautaire et de Développement Economique, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé, par délibération URB 948/07/CC du Conseil de Communauté le 08 octobre 2007, le dossier de création de la Zac Empallières.

Par délibération AEC 005-675/11/CC, le Conseil de Communauté a approuvé le 21 octobre 2011 le dossier de réalisation de la Zac Empallières.

Cette Zone d'Aménagement Concerté, à vocation économique est réalisée en régie directe par la Métropole Aix-Marseille-Provence qui procède elle-même à l'aménagement des équipements publics de la zone.

A cet effet, une convention entre la Société du Canal de Provence et la Métropole Aix-Marseille Provence, d'un montant de 48 960 euros TTC, doit être approuvée afin de raccorder la Zac au réseau d'eau brute destiné à assurer les besoins en process industriel, l'arrosage des espaces verts et la protection contre l'incendie de la zone.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux de viabilisation de la Zac Empallières sur la commune de Saint-Victoret sont réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que la SCP exerce une mission de service public de distribution et de gestion du réseau d'eau brute ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec la SCP afin de permettre l'alimentation en eau brute de la Zac Empallières.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à l'approbation d'une convention de raccordement de la Zac au réseau d'eau brute avec la société du Canal de Provence.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 016-620/17/CT

■ Approbation de l'avenant 1 à la convention avec le Grand Port Maritime de Marseille pour le rejet des eaux pluviales de la Zac des Florides dans le Canal du Rove

Avis du Conseil de Territoire DGDU 17/15355/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de l'avenant 1 à la convention avec le Grand Port Maritime de Marseille pour le rejet des eaux pluviales de la Zac des Florides dans le Canal du Rove » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière d'Aménagement de l'Espace Communautaire et de Développement Economique, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a créé la Zone d'Aménagement Concerté (Zac) d'intérêt communautaire des Florides située sur les territoires des Communes de Marignane et Gignac-la-Nerthe, par délibération URB 19/274/CC du 30 mars 2006.

Par délibération du Conseil de Communauté n°DEV 009-911/08/CC du 19 décembre 2008, le dossier de réalisation de la Zac comprenant l'ensemble du Programme d'Equipement Public à réaliser à l'intérieur de la zone a été approuvé. La déclaration de projet sur l'intérêt général de la réalisation des travaux d'équipement de la Zac a été

approuvée par délibération n° DEV 004-11252/09/CC du 26 mars 2009.

Cette Zone d'Aménagement Concerté, à vocation économique est réalisée en régie directe par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence qui procède elle-même à l'aménagement des équipements publics de la zone.

Afin d'assurer la réalisation du réseau d'eaux pluviales de la Zac, une convention avec le Grand Port Maritime de Marseille (GPMM) de rejet des eaux pluviales de la Zac dans le canal du Rove a été approuvée par délibération DEV 004-1570/09/CC du Conseil de Communauté du 02 octobre 2009.

Une redevance d'occupation du domaine public du GPMM d'un montant de 534 euros HT est depuis payée annuellement par la Métropole.

Les modalités de calcul des frais de recouvrement en cas de retard de paiement ont été modifiées par le GPMM, il convient donc de supprimer les 6^{ème}, 7^{ème} et 8^{ème} alinéas de l'article 5 de la convention approuvée en 2009 et de les remplacer par les dispositions énoncées dans le projet d'avenant ci-joint : une différence est faite selon que le montant des titres à recouvrer est inférieur ou supérieur à 15000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM

du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La lettre de saisine du Président du conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux de viabilisation de la Zac des Florides sur les communes de Marignane et Gignac-la-Nerthe sont réalisés par la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Que les eaux pluviales de la Zac des Florides se rejettent dans le canal du Rove ;
- Qu'une convention de rejet des eaux pluviales de la Zac des Florides dans le canal du Rove et d'occupation du domaine public du Grand Port Maritime de Marseille a été approuvée par délibération DEV 004-1570/09/CC du conseil de Communauté ;
- Que la métropole paye une redevance d'occupation annuelle d'un montant de 534 euros HT ;
- Qu'il convient de prendre en compte les récentes modifications des modalités de paiement des frais de recouvrement en cas de retard de paiement

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à l'approbation de l'avenant 1 à la convention avec le Grand Port Maritime de Marseille pour le rejet des eaux pluviales de la Zac des Florides dans le Canal du Rove.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 017-621/17/CT

■ Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit sur une parcelle appartenant à Monsieur Masson-Benoit sise impasse de la Source - Ensues la Redonne

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 17/15381/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit sur une parcelle appartenant à M. Masson-Benoit sise impasse de la Source – Ensues la Redonne » satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes et les autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi elle a entrepris des négociations avec M. Masson-Benoit, propriétaire de la parcelle cadastrée AH n° 0084, située Impasse de la Source – Ensûs la Redonne, en vue d'identifier la servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'adduction d'eau potable.

Le propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de constitution de servitude ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération « Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit sur une parcelle appartenant à Monsieur Masson-Benoit sise impasse de la Source – Ensûs la Redonne ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Société des Eaux de Marseille Métropole régularise l'ensemble des servitudes de passage en tréfonds des réseaux d'adduction d'eau potable ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit sur une parcelle appartenant à Monsieur Masson-Benoit sise impasse de la Source – Ensûs la Redonne ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 018-622/17/CT

■ Acquisition d'une bande de terrain à titre onéreux appartenant à Madame Lasri nécessaire à l'aménagement du chemin des Beugons sur la commune de Marignane

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15359/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole,

qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition d'une bande de terrain à titre onéreux appartenant à Madame Lasri nécessaire à l'aménagement du chemin des Beugons sur la commune de Marignane » satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Dans le cadre de l'élargissement du chemin des Beugons à Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition d'une bande de terrain de 43 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section CP n° 390 propriété de Madame Lasri.

Au terme des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, Madame Lasri accepte de céder la bande de terrain moyennant la somme de 6 880 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence
n° HN 056-187/16/CM
du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'acquisition d'une bande de terrain à titre onéreux appartenant à Madame Lasri nécessaire à l'aménagement du chemin des Beugons sur la commune de Marignane.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux d'aménagement du chemin des Beugons sur la commune de Marignane seront réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec Madame Lasri afin de permettre la réalisation des travaux d'aménagement ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'acquisition d'une bande de terrain à titre onéreux appartenant à Madame Lasri nécessaire à l'aménagement du chemin des Beugons sur la commune de Marignane.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 019-623/17/CT

■ Constitution de servitude au profil de Enedis pour le raccordement électrique de la Zac des Florides à Marignane

Avis du conseil de territoire DUFSV 17/15368/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution de servitude au profil de Enedis pour le raccordement électrique de la Zac des Florides à Marignane » satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales. »

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Dans le cadre du raccordement du réseau électrique de la Zac des Florides à Marignane, la Société Enedis sollicite auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence une convention de servitude sur la parcelle cadastrée Z n° 208 située sur la commune de Marignane afin de poser deux câbles haute tension souterrains sur 285 mètres.

Au terme des négociations, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Enedis se sont entendus pour un prix de 20 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence autorise le Président à signer les conventions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 214-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriales et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriales de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier,
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la constitution de servitude au profil de Enedis pour le raccordement électrique de la Zac des Florides à Marignane satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux de pose de deux câbles haute tension souterrains sur 285 mètres seront à la charge d'Enedis ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la constitution de servitude au profil de Enedis pour le raccordement électrique de la Zac des Florides à Marignane.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 020-624/17/CT

■ Acquisition à l'euro symbolique d'emprises foncières appartenant à l'ASL Lou Campestre pour l'aménagement du boulevard Emile Zola à Roquefort-la-Bédoule

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 17/15375/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à l'euro symbolique d'emprises foncières appartenant à l'ASL Lou Campestre pour l'aménagement du boulevard Emile Zola à Roquefort-la-Bédoule » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Les travaux d'aménagement du boulevard Emile Zola et de l'avenue Roger Salengro à Roquefort-la-Bédoule

nécessitent l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de l'ASL Lou Campestre d'une emprise foncière de 218 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section AH n° 283 située en bas du boulevard Emile Zola.

En outre, les études menées dans le cadre de ces travaux ont permis d'identifier trois emprises foncières en nature de trottoirs à détacher de la parcelle cadastrée Section AH n°283 qu'il convient de régulariser en vue de leur intégration dans le domaine public routier métropolitain.

Au terme des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'ASL Lou Campestre accepte de céder ces emprises foncières moyennant la somme de un euro.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence
- Le protocole foncier ;
- L'avis de France Domaine ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'acquisition à l'euro symbolique d'emprises foncières appartenant à l'ASL Lou Campestre pour l'aménagement du boulevard Emile Zola à Roquefort-la-Bédoule.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition à l'euro symbolique d'emprises foncières appartenant à l'ASL Lou Campestre pour l'aménagement du boulevard Emile Zola à Roquefort-la-Bédoule ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'acquisition à l'euro symbolique d'emprises foncières appartenant à l'ASL Lou Campestre pour l'aménagement du boulevard Emile Zola à Roquefort-la-Bédoule.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

***Commission "Habitat, Politique
de la Ville"***

HPV 001-625/17/CT

■ **Transfert des subventions de l'Association Départementale pour le Développement des Actions de Prévention 13 au Groupe Addap 13 et à l'association Insertion par l'Activité Economique et Solidaire - Groupe Addap 13**
DGDU 17/15341/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération DEVT 013-30/03/17CM du 30 mars 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé le transfert à la Métropole Aix-Marseille-Provence des conventions de financement en cours conclues entre le Groupement d'Intérêt Public (GIP) Politique de la Ville de Marseille et les porteurs de projets.

Ce transfert s'est effectué conformément à la reprise d'activité du GIP par la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2017.

Dans le cadre de ce transfert, une convention conclue avec l'Addap 13 pour le financement de 20 projets à hauteur de 80 500 euros est reprise par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En 2017, l'Addap 13 connaît une modification de son organisation juridique et administrative. L'association Groupe Addap 13 succède à l'Addap 13, qui pour des raisons de lisibilité et de cohérence, a fait le choix de segmenter ses activités par métier.

Le Groupe Addap 13 représente désormais la tête de l'organisation d'un groupe associatif composé de la prévention spécialisée maintenue en son sein et des associations « Médiation et Cohésion Sociale - groupe Addap13 » ; « Insertion par l'activité économique et solidaire - groupe Addap13 » ; « Centre de culture ouvrière ».

Les principales règles de constitution du groupe Addap 13 sont les suivantes :

- la création du groupe Addap 13 se réalise sans création d'une personne morale nouvelle par rapport à l'Addap 13 qui change seulement de dénomination sociale,
- les associations « Médiation et Cohésion Sociale - groupe Addap13 » et « Insertion par l'activité économique et solidaire - groupe Addap13 » sont nées de la séparation des activités et des actifs de l'Addap 13,
- les associations « Médiation et Cohésion Sociale - groupe Addap13 », « Insertion par l'activité économique et solidaire - groupe Addap13 » et « Centre de culture ouvrière » sont des entités rattachées au groupe mais juridiquement autonomes avec un mode d'administration et de gestion distinct.

Suite à ce changement, les actions initialement portées par l'Addap 13 sont pour partie maintenues au sein du Groupe Addap 13 et pour partie reprises par l'association « Insertion par l'activité économique et solidaire – groupe Addap13 » au 1^{er} janvier 2017.

Cette réaffectation des actions entre les structures du Groupe Addap 13 ne remet pas en cause les objectifs généraux des actions inscrites à la convention initialement conclue avec l'Addap 13 et seule la qualité des porteurs est modifiée.

Afin de valider la nouvelle répartition des actions et des subventions entre chaque association, il convient :

- de modifier par avenant la convention transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence sous le n°2016/3/A pour les actions et les subventions restant rattachées au Groupe Addap,
- d'établir une nouvelle convention constatant la reprise en l'état de leur exécution des actions et des

subventions par l'association « Insertion par l'activité économique et solidaire – groupe Addap13 ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DEVT 013-30/03/17CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole ;
- Le Procès Verbal d'Assemblée Générale Extraordinaire du groupe Addap 13 en date du 20 décembre 2016.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Politique de la Ville ;
- Que la convention de financement 2016/3/A a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence par avenant n°1 ;
- Que le changement d'affectation des actions effectué par l'Addap 13 ne remet pas en

cause les objectifs généraux et la qualité des actions détaillés dans la convention initialement conclue ;

- Que le groupe Addap 13 et l'association « Insertion par l'activité économique et solidaire - groupe Addap13 » sont régulièrement déclarées.

DELIBERE

Article 1 :

Est autorisé le transfert des actions et des subventions de l'Addap 13 inscrites dans l'avenant n°1 à la convention 2016/3/A au groupe Addap13 et à l'association « Insertion par l'activité économique et solidaire - groupe Addap13 » conformément au tableau ci-annexé.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°2 à la convention initiale 2016/3/A ci-annexée validant les actions et les subventions reprises par le groupe Addap13.

Article 3 :

Est approuvée la convention ci-annexée validant la reprise des actions et subventions par l'association « Insertion par l'activité économique et solidaire - groupe Addap13 ».

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence :
Sous-Politique E110 – Nature 6574 – Fonction 52

Article 5 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est autorisé à signer l'avenant et la convention ci-annexés.

Présents	102
Représentés	34
Voix Pour	124
Voix Contre	0
Abstentions	12

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

HPV 002-626/17/CT

■ Approbation de la programmation 2017 du contrat de ville de Marseille Provence Métropole DHCS 17/15349/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi N° 2014-173 du 21 février 2014 organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville. Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un contrat de ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l'application de cette politique :

- Le développement des activités économiques et l'emploi
- La cohésion sociale
- Le cadre de vie et renouvellement urbain
- La citoyenneté et les valeurs de la république.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Concernant le Conseil de Territoire Marseille Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 38 : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-les-Vallons. A ceux-ci s'ajoutent trois quartiers dits « de veille » à La Ciotat.

De 2015 à 2020, l'EPCI assure donc le pilotage stratégique du contrat de ville sur les quartiers prioritaires et participe au programme d'actions, avec les moyens financiers qu'il alloue à cette politique, ceux qui sont issus des engagements pris par la communauté urbaine dans le contrat de ville 2015-2020, auxquels s'ajoutent ceux qui sont transférés par la Ville de Marseille dans le cadre de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) fin 2015.

Un appel à projet associatif commun aux quatre communes concernées a été lancé fin 2016 par le conseil de territoire de Marseille Provence, afin de faire émerger et soutenir des actions au service des habitants des quartiers prioritaires.

Pour être éligibles à un financement par les crédits spécifiques Politique de la Ville, les projets proposés doivent :

- s'inscrire dans les axes prioritaires identifiés dans le contrat de ville et dans les projets de territoire,
- concerner les habitants des quartiers prioritaires de la nouvelle géographie de la Politique de la Ville, - et venir en complément du droit commun des partenaires qui doit être mobilisé en priorité.

Enfin, les projets permettant l'accompagnement des Projets de Renouvellement Urbain ont été prioritaires.

Des correspondants politique de la ville désignés auprès des directions des services de droit commun ont participé aux échanges lors de la programmation associative afin :

- d'apporter un avis sur les projets associatifs en fonction des priorités poursuivies dans les politiques publiques, en s'appuyant sur leur expertise ;
- d'informer des moyens apportés par ces politiques publiques.

Les projets associatifs ont été instruits par les équipes Politique de la Ville de la Métropole et des communes concernées, en lien avec les partenaires financiers que sont l'Etat, le Conseil Régional et le Conseil Départemental pour retenir les projets les plus pertinents.

Cette programmation a été validée lors d'un comité de pilotage du contrat de ville du Conseil de Territoire Marseille Provence le 22 mars 2017 auquel participaient des représentants de la Métropole, des quatre communes concernées, de l'Etat, du Conseil Régional et du Conseil Départemental et des autres partenaires.

La participation de la Métropole correspond au financement de 703 actions pour un total de 3 864 187 euros:

- 16 actions concernent la commune de La Ciotat pour un montant de 81 000 euros,
- 675 actions concernent la commune de Marseille pour un montant de 3 725 187 euros,
- 7 actions concernent la commune de Marignane pour un montant de 38 000 euros,
- 5 actions concernent la commune de Septèmes-les-Vallons pour un montant de 20 000 euros.

Cette participation financière couvre trois des quatre piliers du Contrat de Ville :

- Développement économique et emploi : 91 actions pour un montant de 510 428 euros qui permettent le rapprochement entre le monde économique et les quartiers prioritaires en confortant et coordonnant des

actions de soutien à la création d'activités et à l'amorçage de projets professionnels, en développant des dispositifs d'économie sociale et solidaire, en renforçant l'accompagnement des publics vers l'emploi.

- Cohésion sociale : 526 actions pour un montant de 2 892 122 euros qui permettent d'accompagner les populations en situation de fragilité, avec des mesures de soutien aux équipements sociaux, culturels, sportifs et aux associations assurant le lien social sur le territoire. En développant également un investissement complémentaire des partenaires du contrat de ville dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la justice.

- Cadre de vie et renouvellement urbain : 86 actions pour un montant de 461 637 euros qui ont pour objectif d'assurer un habitat digne et fonctionnel pour tous en soutenant des projets de partenariat bailleurs-habitants, d'intermédiation entre les différents acteurs des copropriétés, de soutien au logement des jeunes, d'amélioration de la qualité du cadre de vie du quartier en valorisant les espaces extérieurs délaissés (jardins partagés, aménagements d'espaces communs).

En complément de l'appel à projet 2017 de la Politique de la Ville et dans le respect des engagements du Contrat de Ville Marseille-Provence 2015-2020 et du cadre national de fonctionnement des Conseils Citoyens, des subventions pourront être accordées ultérieurement par la Métropole à ces instances créées sur le territoire Marseille Provence, pour leur fonctionnement ou pour des projets spécifiques qu'elles souhaiteraient conduire. Les demandes de subvention devront être présentées par une association porteuse ou membre du Conseil Citoyen, ces projets feront l'objet d'un conventionnement spécifique.

Il est donc proposé à l'EPCI d'attribuer une participation financière à ces actions selon le tableau ci-annexé, dans la limite de l'enveloppe prévisionnelle votée au budget, soit 3 864 187 euros. Les subventions sont attribuées de façon conditionnelle et après vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales.

- Pour les associations qui reçoivent une subvention inférieure à 5 000 euros, un versement intégral de la subvention interviendra dès sa notification

- Pour les associations qui reçoivent une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros, l'acompte dont le taux est fixé à 35 % des subventions figurant dans l'annexe jointe, sera versé à l'association dès sa notification. Le solde de 65% sera versé au vu du bilan

qualitatif et d'un compte-rendu financier de l'action produit par l'association avant le 30 septembre 2018. Si ces documents ne sont pas fournis, les subventions seront considérées comme caduques.

- Conformément à la réglementation, les associations qui reçoivent une subvention de l'EPCI de plus de 23 000 euros se verront proposer une convention définissant les modalités de paiement.

Conditions d'attribution et modalités de contrôle

- Constitution du dossier réglementaire

Le bénéficiaire constitue au préalable un dossier de demande de subvention réglementaire par action. Ce dossier fait l'objet d'une vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales par la Métropole. La Métropole détient un exemplaire des dossiers réglementaires et des dossiers actions qui pourront être produits à la demande des autres financeurs.

- Production du dossier de suivi et de bilan et du compte rendu financier

Les bénéficiaires s'engagent à fournir un dossier de suivi et de bilan qualitatif ainsi qu'un compte rendu financier après réalisation de l'action subventionnée avant le 30 septembre 2018.

- Production des documents administratifs

Dans les six mois suivant la clôture de l'exercice d'attribution de la subvention, l'organisme communiquera à la Métropole :

- le dernier procès-verbal d'assemblée générale,
- les documents approuvés : rapport annuel d'activité, rapport moral, comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes).

Si l'organisme est concerné par l'article R99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable, il s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à ce règlement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- L'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnées en application de l'article L 5218-1 du présent code » ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- Le comité de pilotage du contrat de ville du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 mars 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'EPCI propose le financement de 703 projets associatifs émergeant de l'appel à projet Politique de la Ville lancé par les partenaires du Contrat de Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence en 2017 ;
- Que cette participation financière aux différentes actions issues de la programmation annuelle Politique de la Ville permet le renforcement de la cohésion urbaine et de la solidarité envers les quartiers défavorisés et leurs habitants ;
- Que ces projets ont été retenus par le comité de pilotage Politique de la Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 mars 2017 rassemblant l'ensemble des partenaires.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les subventions pour la réalisation des actions décrites en annexe sur le tableau ci-joint et dont les montants figurent dans la colonne « Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Article 2 :

Est approuvée la liste des porteurs de projets ci-annexée pour lesquels une convention de financement devra être conclue.

Article 3 :

Est approuvée la convention type ci-annexée, rappelant les objectifs des actions et permettant de définir les modalités de paiement pour les porteurs de projets.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions conformément à la convention type.

Article 5 :

Les crédits nécessaires, soit 3 864 187 euros TTC, sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous-politique E110 - Nature 6574 - Fonction 52.

Présents	102
Représentés	34
Voix Pour	124
Voix Contre	0
Abstentions	12

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

HPV 003-627/17/CT

■ **Approbation d'un troisième protocole 2017-2022 pour un plan de lutte contre l'habitat indigne à Marseille entre la Métropole, les collectivités territoriales, l'État, l'Agence nationale de l'habitat, l'Agence régionale de santé et les partenaires institutionnels**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15357/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'un troisième protocole 2017-2022 pour un plan de lutte contre l'habitat indigne à Marseille entre la Métropole, les collectivités territoriales, l'État, l'Agence nationale de l'habitat, l'Agence Régionale de Santé et les partenaires institutionnels » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le parc privé potentiellement indigne est évalué à 40 400 logements à Marseille, soit environ 11 % des résidences principales. Il est à 78% composé de logements locatifs. Ces logements potentiellement indignes se situent :

- dans des copropriétés semi-récentes : le conseil métropolitain a approuvé lors de sa séance du 30 mars 2017 un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées qui proposent de coordonner les moyens de l'ANAH, de l'ANRU, de l'État, de la Métropole et des collectivités pour intervenir de manière appropriée face aux difficultés rencontrées en mobilisant une palette d'outils allant de dispositifs d'observation et de veille jusqu'à l'appropriation publique et au recyclage des plus dégradées d'entre-elles

- dans le parc construit avant 1948 :

Plus d'un tiers du parc de résidences principales de Marseille (37%) a été construit avant 1948. Le parc locatif privé accueille à près de 50% en moyenne des ménages à revenus modestes et très modestes (inférieurs à 60% des plafonds HLM), soit quasiment autant que dans le parc social.

Le parc privé potentiellement indigne ancien se concentre dans le centre-ville, les faubourgs et les noyaux villageois proches des anciens secteurs industriels et ouvriers. A l'exception du quartier de Saint-Marcel dans le 11ème arrondissement, les secteurs où le taux de parc privé potentiellement indigne est supérieur à 35% sont situés dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville d'intérêt national. La médiocre qualité de ce parc privé ancien a un impact très négatif sur l'attractivité du centre-ville et son rôle d'accueil pourtant effectif puisqu'un tiers des ménages emménageant à Marseille s'y installe.

Les modalités d'intervention sur ce parc sont complexes car elles nécessitent la prise en compte d'une diversité de champs : social, de la santé, de la sécurité, de la justice, patrimonial, économique, foncier, de la gestion et de son organisation.

Depuis plus de trente ans, la ville de Marseille et ses partenaires agissent sur ce parc indigne et dégradé à travers tous les types de procédures mobilisables en la matière : Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat, Restauration Immobilière, Opération d'Amélioration de l'Habitat Dégradé, Résorption d'Habitat Insalubre, expropriation et démolition, renouvellement urbain contractuel.

Dans le cadre du précédent protocole sur la période 2008-2014, l'intervention a porté sur un objectif de 500 immeubles parmi les plus dégradés. Près de 400 ont fait l'objet d'interventions dans un ou plusieurs des champs suivants : diagnostic complet (structure foncière, état du bâti et des équipements, occupation, état d'entretien...), accompagnement et/ou relogement des ménages, travaux, acquisitions totales ou portage de lots, démolitions, restructuration complète, démolitions, soutien à la structuration de la gestion.

Cette action a été une véritable réussite sur le plan social, près de 500 ménages ont été accompagnés et plus de la moitié relogés. Des opérations d'ensemble comme les opérations de résorption d'habitat insalubre de St Mauront (3ème) ou Séraphin (15ème) qui portent sur des groupes d'immeubles ont eu un impact significatif.

En revanche, il a été très difficile d'obtenir des réhabilitations complètes lorsque les immeubles ont conservé leur statut privé, et ce malgré la mise en place d'un régime de subventions très avantageux. Le recours à des procédures coercitives de salubrité et de sécurité a permis de rétablir une certaine norme, de protéger les occupants, mais n'est que rarement parvenu à atteindre le niveau de réhabilitation visé. Une réhabilitation complète devient un objectif réaliste lorsque l'immeuble est partiellement ou entièrement maîtrisé par la puissance publique.

En dehors des opérations d'ensemble, le caractère diffus de cette intervention n'a pas eu un impact suffisant en matière de renouvellement urbain et n'a pas pleinement participé à une requalification globale des centres anciens.

Les projets de rénovation urbaine conventionnés avec l'ANRU en 2009 et 2010 dans le cadre du premier programme national de renouvellement urbain sur les ex ZUS centre nord et Saint Mauront - Bellevue ont montré tout l'intérêt d'une intervention plus globale en agissant simultanément sur la réalisation d'aménagements et d'équipements au sein de secteurs de projet. Ils ont permis de démontrer que l'intervention sur l'habitat privé et dégradé n'est efficace que lorsqu'elle s'inscrit dans un projet urbain et social sur un territoire ciblé, qu'elle associe des régimes incitatifs et des obligations à réaliser des travaux dans le cadre de polices spéciales de l'habitat, ou de travaux déclarés d'utilité publique en particulier dans le cadre d'opérations de restauration immobilière. Ce sont ces mêmes modalités d'intervention qui ont été retenues dans le cadre de l'opération Grand Centre Ville adoptée en 2010.

Il est donc proposé que le champ d'intervention de ce nouveau protocole pour la période 2017-2022 porte sur les immeubles dégradés situés au sein de territoires où se concentre un parc privé potentiellement indigne et où des dynamiques de projets urbains et de développement sont à l'œuvre. La lutte contre l'habitat indigne s'inscrira dans le cadre d'une intervention globale sur l'habitat, dont le contenu sera défini et calibré grâce à la réalisation systématique d'études pré-opérationnelles. Elles permettront d'identifier les immeubles dégradés, de repérer la présence de poches d'habitat indigne, et d'en évaluer la cause : statut de propriété, caractéristiques de l'occupation, caractéristiques du bâti et de sa situation urbaine. Elles permettront de proposer les modes de traitement, incitatifs ou coercitifs, et de définir les enveloppes financières à mobiliser par l'ensemble des partenaires Agence Nationale de l'Habitat, Métropole, Région,

Département et Ville pour atteindre les objectifs de requalification attendus.

Les sites retenus tiennent compte des opérations en cours sur le Grand Centre Ville, Euroméditerranée, ou à venir, Saint Marcel. Ils regroupent environ 28 000 logements privés.

5 pôles du centre-ville : Opéra/Coutellerie/Mazagran/Velten-Korsec dans le 1er arrondissement et Fonderie-Vieille dans le second, où une première OPAH renouvellement urbain a été conventionnée en janvier 2016 à l'initiative de la Métropole

- Noailles et Belsunce (1er)
- la Plaine (5ème et 6ème)
- la Belle de Mai/Burel (3ème)
- Consolat/Libération (1er)
- la butte de Saint Mauront (3ème)
- Saint-Mauront – Ouest (3ème)
- le secteur des Crottes / Briançon (3ème et 15ème)
- Euroméditerranée 1 : Duverger/Montolieu/Pelletan, rue de Versailles/Pottier/Hoche, trame industrielle Mires (2ème et 3ème)
- le noyau villageois de Saint Marcel (11ème)

Ce choix de priorisation est proposé en cohérence avec les orientations du protocole de préfiguration du Nouveau Programme Nationale de Rénovation Urbaine (NPNRU) qui permettra de programmer le renouvellement urbain dans les quartiers d'intérêt national ou régional sur la période 2020-2030. Le protocole d'éradication de l'habitat indigne constituera, avec l'accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées déjà adopté, le volet « habitat privé » de l'intervention de la Métropole dans le cadre du NPNRU à Marseille.

Ce protocole d'une durée de 5 ans, que le Conseil municipal du 3 avril 2017 a déjà adopté, permet de faire converger les interventions des différents acteurs de la lutte contre l'habitat indigne et la mobilisation coordonnée de leurs outils. Au côté de la Ville, de l'État et de l'Agence Régionale de santé qui mettent en œuvre les pouvoirs de police spéciale en matière d'habitat du Maire et du Préfet, mais aussi de la Justice et de la Caisse d'Allocations Familiales et de l'établissement public Euroméditerranée, la Métropole joue un rôle essentiel dans la conduite des études pré-opérationnelles, dans la mise en œuvre d'opérations programmées d'amélioration de l'habitat en renouvellement urbain et de résorption d'habitat insalubre. Compétente en matière d'intervention sur l'habitat privé et de lutte contre l'habitat insalubre, gestionnaire par délégation de l'État des aides de l'ANAH et des enveloppes nécessaires à la production de logements sociaux notamment en acquisition-amélioration, elle vient apporter l'indispensable cohérence des actions. En outre, elle dispose, tout comme la Ville et l'État, de la capacité à mobiliser son contingent réservataire pour faciliter les opérations de relogement.

Les modalités de coopération des différents acteurs sont décrites dans le protocole annexé et leur coordination se fera à trois niveaux :

- un comité technique opérationnel, chargé d'établir la stratégie d'intervention sur les immeubles ou groupes d'immeubles dégradés,
- un comité technique hébergement/relogement chargé de proposer des solutions temporaires et/ou définitives aux ménages occupants les immeubles interdits d'occupation,
- un groupe opérationnel de lutte contre l'habitat indigne (GOLHI) piloté par le Procureur.

Un comité stratégique établira périodiquement un état d'avancement de ce protocole et étudiera les éventuelles mesures correctives à soumettre à un comité de pilotage, animé par le Préfet et les élus en charge de cette thématique au sein de la Métropole et de la Ville, réunissant l'ensemble des partenaires

Le projet de protocole prévoit un ensemble d'expertises et de prestations d'ingénierie d'un montant global de 8,794 millions d'euros dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par la métropole Aix-Marseille Provence à hauteur de 6,55 millions d'euros TTC. Ces moyens de fonctionnement seront budgétés annuellement sur une période estimée de 8 à 10 ans.

Selon le plan de financement prévisionnel, l'ANAH est appelée à subventionner cette ingénierie à hauteur de 3,45 millions d'euros, la Ville de Marseille et la Région pouvant être également sollicitées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Marseille – Approbation d'un troisième protocole 2017-2022 pour un plan de lutte contre l'habitat indigne à Marseille à signer entre la Métropole, les collectivités territoriales, l'État, l'Agence nationale de l'habitat, l'Agence Régionale de Santé et les partenaires institutionnels ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'un troisième protocole 2017-2022 pour un plan de lutte contre l'habitat indigne à Marseille à signer entre la Métropole, les collectivités territoriales, l'État, l'Agence nationale de l'habitat, l'Agence Régionale de Santé et les partenaires institutionnels ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un troisième protocole 2017-2022 pour un plan de lutte contre l'habitat indigne à Marseille entre la Métropole, les collectivités territoriales, l'État, l'Agence nationale de l'habitat, l'Agence Régionale de Santé et les partenaires institutionnels.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

HPV 004-628/17/CT

■ Demande de subventions auprès de l'Etat au titre des crédits Politique de la Ville

Information du Conseil de Territoire DGDU 17/15360/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La loi 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la Cohésion sociale a défini les nouvelles orientations de la Politique de la Ville.

Cette politique de cohésion urbaine et sociale vise à améliorer les conditions de vie des habitants des quartiers les plus défavorisés, définis comme quartiers prioritaires. Pour la Ville de Marseille, 235 000 habitants sont directement concernés par cette action publique.

Le Contrat de Ville constitue le cadre de mise en œuvre de la Politique de la Ville pour la période de 2015 à 2020.

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Contrat de Ville a pour objectif de formaliser les engagements pris par l'Etat, la Métropole, les collectivités territoriales (Conseil régional PACA et Conseil départemental des Bouches-du-Rhône), les communes concernées et les autres partenaires de la Politique de la Ville (CAF 13, Association Régionale des Organismes HLM...) au bénéfice des quartiers définis comme prioritaires.

L'Etat et les collectivités territoriales consacrent ainsi des moyens spécifiques pour la mise en œuvre du Contrat de Ville en complément de la mobilisation de leurs politiques de droit commun.

Conformément à la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Politique de la ville et d'équilibre social de l'habitat.

La Métropole assure ainsi avec des équipes dédiées le pilotage stratégique et opérationnel du Contrat de Ville et d'un dispositif spécifique de la Politique de la Ville, l'Atelier Santé Ville (ASV).

Dans ce cadre, l'Etat apporte une contribution financière à la Métropole pour la couverture des frais de fonctionnement induits par le portage de ces dispositifs.

Pour l'exercice 2017, les crédits d'appui consacrés par l'Etat au fonctionnement des équipes Politique de la Ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont fixés à :

- 878 203 euros pour le Contrat de Ville
- 150 000 euros pour l'Atelier Santé Ville

La Métropole Aix-Marseille-Provence doit effectuer les démarches administratives nécessaires pour le versement de ces subventions.

Il convient donc d'autoriser Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence à solliciter les subventions et à signer les conventions correspondantes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur la demande de subventions auprès de l'Etat au titre des crédits Politique de la Ville.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire doit être informé du projet de délibération portant sur la demande de subventions auprès de l'Etat au titre des crédits Politique de la Ville.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la demande de

subventions auprès de l'Etat au titre des crédits Politique de la Ville.

HPV 005-629/17/CT

■ Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au capital de la société anonyme d'HLM Logirem et désignation de ses représentants

Information du Conseil de Territoire DGDU 17/15342/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Conformément aux dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation, le capital des sociétés anonymes d'HLM est réparti entre :

- Un actionnaire de référence détenant la majorité du capital,
- Lorsqu'ils n'ont pas la qualité d'actionnaire de référence, les communautés de communes de plus de 50 000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 15 000 habitants, les communautés urbaines, les métropoles, les établissements publics territoriaux de la métropole du Grand Paris, les communautés d'agglomération, les départements et les régions sur le territoire desquels la société d'HLM possède des logements,
- Les représentants des locataires,
- Les personnes morales autres que l'actionnaire de référence et les personnes physiques.

Aux fins d'application de cette disposition, l'article R.422-1-2 du même code prévoit que la collectivité territoriale ou l'établissement public qui ne détient pas d'action de la société se voit céder une action par l'actionnaire de référence au prix symbolique de 10 centimes d'euro.

La société d'HLM Logirem disposant de logements sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il est aujourd'hui proposé que la Métropole devienne actionnaire de cette société en faisant l'acquisition d'une action, au prix de 0,10 euro, auprès de la société anonyme d'HLM Erilia, actionnaire de référence de la société d'HLM Logirem.

Par suite, conformément aux statuts de la société d'HLM Logirem et aux dispositions de l'article L.225-20 du Code de Commerce, il convient de désigner un représentant permanent de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil d'administration de la société d'HLM Logirem ainsi qu'un représentant à l'Assemblée Générale des actionnaires de cette société.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au capital de la société anonyme d'HLM Logirem et la désignation de ses représentants.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport « Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au capital de la société anonyme d'HLM Logirem et désignation de ses représentants ».

HPV 006-630/17/CT

■ Plan de prévention des risques technologiques d'ARKEMA Marseille 11ème - Programme d'Accompagnement des Risques Industriels - Approbation de l'avenant à la convention de financement et d'utilisation des aides aux propriétaires

Avis du Conseil de Territoire DHCS 17/15348/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Plan de prévention des Risques Technologiques (PPRT) d'ARKEMA (Marseille, 11^{ème}) – Programme d'Accompagnement des Risques Industriels (PARI) – Approbation de l'avenant à la convention de financement et d'utilisation des aides aux propriétaires» satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération EPPS 002-915/13/CC du 13 décembre 2013, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation d'une Autorisation de Programme relative au financement des mesures du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) de l'usine ARKEMA à Marseille 11ème arrondissement. Ce Plan a donné lieu à un Programme d'Accompagnement des Risques Industriels (PARI) dont la convention partenariale a été signée entre la société ARKEMA France, la Ville de Marseille, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, le Département, la Région, et l'Etat. Cette convention a été notifiée le 13 avril 2015.

Le PARI d'ARKEMA Saint-Menet prévoit une obligation de réduction de la vulnérabilité face au risque toxique, qui s'impose à environ 350 logements privés. Les travaux prévoient de mettre en place dans chaque logement une pièce de confinement permettant aux habitants d'échapper à une éventuelle pollution accidentelle de l'atmosphère.

Le plan inclut la mise en place de financement de ces travaux entre l'Etat, les collectivités locales et l'industriel à l'origine du risque. L'Etat a retenu pour ce programme un opérateur, Urbanis, dont la mission consiste à accompagner les riverains du diagnostic au paiement des travaux.

La convention de financement et d'utilisation des aides financières relative au PARI a été signée le 27 mars 2015. Urbanis a identifié plus de 310 logements éligibles à ce programme et conduit 80% des diagnostics. Les premiers travaux ont été réalisés début 2016 et, au 24 janvier 2017, 190 dossiers ont été agréés et 65 ont été soldés (travaux réalisés et paiements effectués).

Conformément à l'article 15 de la convention de financement précitée, la mission opérationnelle d'Urbanis et la convention doivent se terminer deux ans après sa notification soit le 13 avril 2017. Or, compte tenu du rythme actuel de clôture des dossiers, il convient de proroger la durée du dispositif pour traiter l'ensemble des logements éligibles.

Le présent avenant vise donc à prolonger la convention de financement et d'utilisation des aides financières d'une année soit jusqu'au 13 avril 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant

élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Code de l'Environnement en ses articles L515.16 et 19 sur les plans de prévention des risques technologiques ;
- Les arrêtés préfectoraux du 22 mai 2009, 20 octobre 2010, et 2 mai 2012, respectivement instituant puis prolongeant la prescription d'un plan de prévention des risques technologiques à l'usine ARKEMA de Marseille ;
- La convention de financement et d'utilisation des aides du Programme d'Accompagnement des Risques Industriels (PARI) du plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) d'ARKEMA (Marseille 11^{ème}), approuvée par délibération de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 13 décembre 2013 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Plan de prévention des Risques Technologiques (PPRT) d'ARKEMA (Marseille, 11^{ème}) – Programme d'Accompagnement des Risques Industriels (PARI) – Approbation de l'avenant à la convention de financement et d'utilisation des aides aux propriétaires».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la mission engagée pour le PARI nécessite une année supplémentaire pour l'achèvement de l'accompagnement aux travaux de tous les logements concernés ;
- Qu'il convient donc de proroger la convention de financement et d'utilisation des aides.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant à la convention du

Programme d'Accompagnement des Risques Industriels (PARI) du plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) d'ARKEMA (Marseille 11^{ème}).

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

******* Commission "Mobilité" *******

MOB 001-631/17/CT

**■ Plan Climat-Energie Territorial - Approbation du programme d'actions 2017 et attribution d'une subvention à l'association Mobilisées pour le soutien au Plan de Déplacements Inter Entreprises du parc d'activité de Gémenos
DEE 17/15356/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, et, depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives, à travers la mise en œuvre de son Plan Climat-Energie Territorial (PCET). Plusieurs actions répondent aux enjeux de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'optimisation des déplacements du projet de Plan de déplacements urbains (PDU). Elles visent la mutualisation de moyens entre les acteurs partenaires de la vie économique du territoire au travers des Plans de Déplacements Inter Entreprises (PDIE) du développement des modes de déplacements alternatifs et de la promotion des modes actifs (marche à pied et vélo).

Dans le cadre de l'action 9.5 de son PCET "soutenir les Plans de Déplacements Inter Entreprises (PDIE)", le Conseil de Territoire Marseille Provence a souhaité favoriser le regroupement des entreprises qui s'associent pour réaliser un PDIE (Plan de Déplacements Inter Entreprises), par la mise en place d'un soutien financier.

Ce soutien, qui s'adresse aux associations œuvrant à la réalisation et à l'animation de PDIE, permet à la Métropole de compléter ses missions obligatoires de «conseil en mobilité» en favorisant les actions qui développent ou promeuvent les mobilités durables.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence entend ainsi notamment :

- contribuer à la promotion des démarches de plans de mobilité, engagées par les entreprises,

- promouvoir la mutualisation des moyens et des solutions, le regroupement des acteurs et les actions innovantes et ambitieuses,
- mieux connaître les acteurs économiques du territoire et le besoin en mobilité des salariés, dans le temps,
- proposer une valeur ajoutée à l'offre d'implantation des entreprises sur les zones d'activités aménagées par le Conseil de Territoire Marseille Provence, en assurant une offre en mobilité durable pour les déplacements des salariés,
- communiquer, informer et sensibiliser sur l'offre de déplacement alternative à l'autosolisme et sur l'usage des transports en commun.

Le PDIE a été amorcé en 2009, sous l'impulsion des agglomérations d'Aubagne, de Marseille et des trois associations d'entreprises qui représentent au total 12 000 salariés, dont 4 000 salariés sur la seule commune de Gémenos. L'association Mobilidées a été créée en 2011 et emploie une salariée depuis 2012. Mobilidées a permis d'améliorer les conditions de desserte en transports en commun, de mettre en place un site de covoiturage et assure une animation continue de l'ensemble des actions qui concourent à l'amélioration des déplacements sur la zone, la promotion des modes alternatifs et des modes doux, etc. Sur le parc d'activités de Gémenos, les neuf entreprises adhérentes à Mobilidées regroupent 1 200 salariés.

Elaboré en 2010, le PDIE de la zone d'Aubagne – Gémenos présente un programme d'actions pour sa 4ème et 5ème année, qui répond à un contexte territorial et un cadre juridique commun aux obligations du Conseil de Territoire Marseille Provence, en termes de Conseil en mobilité. Ce programme se décline en trois volets qui traitent de :

- communication, animation, sensibilisation;
- service aux entreprises;
- coordination, accompagnement et promotion des actions du PDIE.

Cette association répond à la fois aux problématiques générales des entreprises de la zone d'Aubagne – Les paluds et Gémenos, en termes d'amélioration des équipements et des infrastructures, de services et d'information, de réseau professionnel, d'emploi mais aussi en terme de développement des mobilités durables par la sensibilisation et la promotion de solutions alternatives aux voitures thermiques et par la mise à disposition de véhicules partagés pour les entreprises adhérentes.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence souhaite continuer à apporter son soutien à l'association Mobilidées en lui attribuant une subvention de 10 000 euros en 2017, troisième et dernière année conventionnée.

Les modalités de versement de cette subvention ont donc été définies dans le cadre de la convention n°15/1708, délibérée le 25/09/15.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'engagement du Plan Climat-Energie Territorial dans ses actions en faveur de la promotion et du développement des mobilités durables et alternatives ;
- Les pistes d'actions préconisées par le Bilan environnemental des déplacements ;
- L'engagement du Conseil de Territoire Marseille Provence, par ses missions de conseil en mobilité et de préventions des risques routiers pour les salariés ;

- Les actions du Conseil de Territoire Marseille Provence, en faveur du développement économique de son territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le programme d'actions 2017 de l'association Mobilidées, ci-annexé.

Article 2 :

Est attribuée une subvention de 10 000 euros à l'association Mobilidées au titre de l'action 9.5 du Plan Climat-Energie Territorial « soutenir les plans de déplacements inter entreprises ».

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous-politique G610, Opération n°2013104600, nature 4581131046, fonction 71.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

MOB 003-632/17/CT

■ **Approbation de la convention financière avec l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône et la SNCF relative au financement des travaux de la 2ème phase de modernisation de la ligne Marseille-Gardanne-Aix-en-Provence - MGA2**

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 17/15413/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après .

La seconde phase de modernisation de la ligne ferroviaire Marseille-Aix-en-Provence constitue un projet majeur au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Elle doit permettre d'améliorer la situation pour les habitants d'Aix-en-Provence et de Marseille, mais aussi pour tous ceux qui vivent dans les pôles urbains le long du tracé et,

de façon encore plus générale, dans tous les bassins de vie alentour afin de permettre un doublement de la fréquentation à l'échéance du projet.

Ainsi, la Région PACA souhaite passer de 3 à 4 TER/h/s en heure de pointe à cet horizon tout en prévoyant les aménagements nécessaires en gare d'Aix-en-Provence qui permettraient la réouverture aux voyageurs de la ligne Aix-Rognac et l'amélioration de la desserte vers le nord d'Aix-en-Provence à destination de Meyrargues.

Les études relatives à la phase Projet et à la réalisation des Travaux ont été inscrites au CPER 2015-2020 et le Comité de Pilotage du 26 octobre 2015, composé des représentants de l'État, la Région, le Département des Bouches-du-Rhône, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et la Communauté du Pays d'Aix, a validé les objectifs fonctionnels et les aménagements techniques pour atteindre le niveau de desserte souhaité de 4 TER/h/s entre Marseille et Aix-en-Provence.

Dans le cadre du Comité de Pilotage du 3 juin 2016, les modalités de financement des phases Projet et Réalisation ont été validées par l'ensemble des partenaires.

Les deux conventions permettant de couvrir le financement de la phase Projet/DCE et Travaux préparatoires à hauteur de 20,2 M€ courants ont été signées respectivement le 29 décembre 2015 et le 15 décembre 2016. Il convient désormais de contractualiser le financement couvrant la réalisation des travaux majeurs qui débiteront à compter de janvier 2018 sur la base des modalités validées en Comité de Pilotage du 3 juin 2016.

Description du programme fonctionnel du projet

Plus de cadence : un rythme plus régulier sera rendu par cette modernisation avec la mise en place d'un TER toutes les 15 minutes entre les principaux pôles de Marseille ; Saint Antoine, Simiane-Collongue, Gardanne et Aix-en-Provence.

Plus de sécurité : via la suppression du dernier passage à niveau situé entre Marseille et Aix-en-Provence, Chemin de la Guiramide à Aix et via la suppression de la traversée à niveau des voies par les piétons en gare d'Aix, remplacée par une passerelle et un ascenseur sur le troisième quai.

Plus de maillage territorial et de desserte : avec la création de la halte de Plan-de-Campagne, le projet apporte une accessibilité pour le territoire en se situant sur une zone de rabattement intéressante par rapport à l'autoroute, tout en desservant un pôle commercial et d'activités majeures. Cet élément de programme fera l'objet d'une convention de financement distincte afin de respecter les lignes budgétaires définies au CPER

2015-2020. Ces travaux sont donc exclus de la présente convention de financement.

Plus de confort et de places assises via la possibilité pour la Région de mettre en place des trains de longues compositions ayant une plus grande capacité d'emport grâce à la mise en œuvre de quais de 220 mètres de long dans les principaux pôles (Simiane-Collongue et Saint Antoine).

Plus de fiabilité grâce à la modernisation des installations ferroviaires de la gare d'Aix-en-Provence qui seront télécommandées depuis Marseille et l'augmentation du doublement de voie banalisée.

La concrétisation de ces objectifs fonctionnels est conditionnée par la réalisation des aménagements ci-dessous faisant l'objet du programme technique définitif de l'opération :

- modernisation des installations ferroviaires de la gare d'Aix-en-Provence avec notamment l'élargissement du Pont de l'Avenue Schuman ;
- modernisation de la signalisation sur les lignes Aix-Rognac et Aix-Meyrargues ;
- suppression du PN 110 Chemin de la Guiramande via l'élargissement d'un ouvrage hydraulique et la création d'une voie de rabattement ;
- réalisation de la double voie Luynes-Gardanne jusqu'au PK 414 + 100 sur 3,5 km de longueur ;
- rallongement des quais latéraux de la gare de Simiane à 220 ml afin de permettre l'arrêt des trains rapides pour qu'ils se croisent ;
- rallongement du quai central de Saint Antoine à 220 ml avec neutralisation de la voie C.

Ces aménagements seront complétés par la réalisation de la halte de Plan-de-Campagne sous réserve de la mise en œuvre des projets d'aménagements et d'intermodalité : prolongement BHNS, élargissement chemin des Rigons, requalification de la RD 543, et de la contractualisation de financement ad-hoc.

Les programmes fonctionnel et technique retenus par les partenaires lors du Comité de Pilotage du 26 octobre 2015, représentent une enveloppe financière de 165 M€ aux conditions économiques de juillet 2015 (dont 6,6 M€ pour la création de la halte de Plan-de-Campagne restant à contractualiser sur les phases PRO et REA).

A titre indicatif, le montant actualisé des phases PRO et REA en euros courants est de 180 M€ (soit 173 M€ courants pour la réalisation des travaux liés à la mise en œuvre de 4 Ter/h/s et 7 M€ courants pour la réalisation de la halte ferroviaire de Plan-de-Campagne) calculés selon les hypothèses suivantes :

- obtention de la Déclaration d'Utilité Publique au 1^{er} trimestre 2017 ;

- notification de la présente convention au plus tard en juillet 2017 ;

- démarrage des travaux majeurs en janvier 2018, correspondant à la réalisation des travaux de terrassement et de génie civil à la fois en gare d'Aix-en-Provence ainsi que pour la réalisation de la double voie Luynes-Gardanne avec d'importantes tranchées rocheuses et un tunnel à élargir ;

- mise en service du projet en décembre 2021.

Plan de financement

Le montant des travaux objet de la présente convention est évalué à 152 800 000 euros courants dont un montant forfaitaire de 263 500 euros qui sera facturé au moment du solde au titre de la mise en application de la réglementation au titre du code de l'environnement.

Les parties s'engagent à participer à leur financement selon la clé de répartition établie (cf. annexe 1). La part de la Métropole sera de 17,1728 % du montant en euros courant hors taxe (152 800 000 euros HT) soit 26 240 000 euros HT.

Les travaux objet de cette convention ne pourront démarrer qu'après signature de celle-ci.

L'article 12 des Conditions Générales stipule explicitement que tout changement du contenu de la convention devra donner lieu à l'approbation d'un avenant par les signataires.

Une convention de financement a été signée le 15 décembre 2015 pour un montant de 3 173 733,33 euros HT (15,70 % d'un montant total de 18 675 000 euros HT) concernant les études de niveau PRO-DCE et les travaux préparatoires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Présents	102
Représentés	34
Voix Pour	108
Voix Contre	0
Abstentions	26
N'ont pas pris part au vote	2

Adoptée

N'ont pas pris part au vote :

Fabrice JULLIEN-FIORI – Guy TEISSIER

Se sont abstenus :

Mireille BALOCCO - Mireille BENEDETTI - Jean-Louis BONAN - Patrick BORÉ - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Jean-Pierre GIORGI - André GLINKA-HECQUET - Régine GOURDIN - Annie

GRIGORIAN - Andrée GROS - Nathalie LAINÉ - Hélène MARCHETTI - Danielle MILON - Jérôme ORGEAS - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Marlène PREVOST - Jean-Louis TIXIER - Lionel VALERI - Yann FARINA – Jean MONTAGNAC - Roland MOUREN- Michèle EMERY – Albert GUIGUI – Patrick PAPPALARDO – Daniel HERMANN

MOB 004-633/17/CT

■ Approbation de la convention de mandat entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole pour l'encaissement et le reversement des recettes des lignes régionales

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 17/15421/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône :

- A la Métropole Aix-Marseille-Provence :
 - Au 1er janvier 2017, pour les services de transport routier de personnes demeurant interurbains et scolaires intégralement inclus dans le ressort territorial de la Métropole;
 - Pour les services de transport routier ou guidé de personnes, urbains au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L. 1231-2 du code des transports.
- A la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur :
 - Au 1er janvier 2017, pour les services de transport routier non urbains et scolaires non inclus dans le ressort territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
 - Au 1er septembre 2017, pour le transport scolaire non inclus dans le ressort territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le Département conserve sa compétence en matière de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires.

Dans le cadre du transfert de compétence, le marché de « gestion de la billetterie du département hors gare routière d'Aix et Marseille » a été repris intégralement par la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2017. Dans la mesure où le contrat n'a pas été scindé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les deux institutions ont délibéré, respectivement les 15 et 16 décembre 2016, une convention de mandat pour l'encaissement et le reversement des recettes des lignes de transport régionales.

Cette convention, d'une durée de deux ans, prévoyait initialement la passation d'un avenant pour préciser les modalités de calcul de recettes à reverser à la Région Provence-Alpes-Côte-D'azur.

Par ailleurs, dans le cadre du transfert de compétence, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à assurer la gestion du site internet de vente, grâce auquel sont vendus les abonnements aux services de transport scolaires. En effet, les usagers utilisent des lignes de compétence anciennement départementale qui relèvent désormais de la responsabilité de la Métropole, de la Région et de la Communauté d'Agglomération Terre de Provence. Il est nécessaire d'être en mesure de percevoir ces recettes à compter du mois de juillet 2017, date d'ouverture des ventes pour les abonnements scolaires de l'année 2017-2018.

Or, les conditions de collecte et reversement de ces recettes scolaires ne sont pas prévues dans la convention de mandat liant la Région et la Métropole.

Dans la mesure où la Région n'a pas encore développé ses propres modalités de perception des recettes scolaires, il est proposé que la Métropole perçoive, au nom et pour le compte de cette dernière, les recettes liées à la vente des titres scolaires du réseau de transport régional. La Métropole Aix-Marseille-Provence procèdera au reversement des fonds issus des recettes scolaires des lignes de transport gérées par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Il est donc proposé de conclure une nouvelle convention de mandat, qui annule et remplace la précédente, plus restrictive. Le terme de cette convention est prévu au 31 décembre 2018.

Cette nouvelle convention de mandat a donc vocation à permettre à la Métropole d'encaisser et de reverser l'ensemble des recettes des lignes régionales, quelle que soit leur nature et précise leurs modalités de reversement. La convention précise également les conditions, non explicitées dans la convention initiale, de recours à la prestation d'animation marketing et commerciale sur le réseau au profit de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

C'est dans cette perspective que le Conseil de la Métropole est invité, à adopter la convention de mandat entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

MOB 005-634/17/CT

■ Approbation de l'avenant n° 1 relatif au contrat d'Obligation de Service Public de la RDT 13 pour l'exploitation de services de transport public

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 17/15422/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par son chapitre 5 relatif aux prestations de transport ferroviaire, le contrat définissait les modalités de prise en charge de la traction ferroviaire des déchets ménagers des centres de transfert marseillais vers le centre de traitement multifilières de Fos-sur- Mer.

De plus, le contrat prévoyait la possibilité de confier à la Régie la gestion du parc de wagons et de caissons et les prestations de chargement associées.

En effet, cette chaîne logistique est aujourd'hui assurée dans le cadre de marchés publics :

- un marché pour la location des wagons et caissons
- un marché pour la gestion du Centre de Transfert Sud (La Capelette)
- un marché pour la gestion du Centre de Transfert Nord (Les Aygalades)

L'ensemble de ces prestations concourt donc au transfert par voie ferroviaire de 370 000 tonnes d'ordures ménagères produites sur le territoire de Marseille Provence jusqu'au Centre de Traitement Multifilières de Fos sur Mer où elles sont valorisées.

La prise en charge de la globalité de ces missions par RDT 13, sans aucune modification du volume de déchets transportés et des modalités opérationnelles, permettra des économies d'échelle substantielles.

Au terme du processus en 2020, le coût global du transport de ces déchets passera de 11,1 millions d'Euros TTC par an à 8,6 millions d'euros TTC par an soit une économie de 20%.

Le présent avenant doit donc définir les modalités techniques de l'attribution à RDT 13 de ces deux nouvelles missions :

- mise à disposition des wagons et caissons

- gestion des centres de transfert Sud et Nord

Par ailleurs, l'avenant doit modifier au 1^{er} septembre 2017, les conditions d'organisation des circuits de transport pour les scolaires sur la Côte Bleue, Châteauneuf-Les-Martigues, Gignac-La-Nerthe et Marignane, ce qui générera une économie de 130 000 euros HT par an.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

MOB 007-635/17/CT

■ Mise en place d'un Pass transport 24 h à tarif réduit à l'occasion du Tour de France 2017

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 17/15346/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La ville de Marseille doit accueillir le 22 juillet prochain, l'épreuve du contre-la-montre du Tour de France 2017. Cet événement attirera de nombreux spectateurs.

La gamme tarifaire actuelle propose un forfait journée grand public au tarif de 5,20 euros TTC auquel est appliquée une réduction de 30% dans le cadre des ventes en grand nombre.

Afin d'accompagner cette manifestation sportive et favoriser les déplacements en transport collectif, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite généraliser cette réduction au grand public et proposer ainsi le Pass XL 24h à 3,60 euros au lieu de 5,20 euros du 21 au 22 juillet 2017.

Celui-ci s'adressera tout autant aux usagers locaux qu'à une clientèle touristique extérieure se rendant sur Marseille pour assister à cet événement. Le Pass sera commercialisé sur les points de vente du réseau RTM. Il permettra de voyager librement sur l'ensemble des réseaux de transports collectifs métropolitains RTM et Transmétropole (hors navettes maritimes).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

MOB 008-636/17/CT

■ Approbation de nouveaux tarifs pour le système de location de vélos en libre service implanté sur la commune de Marseille

Avis du Conseil de Territoire

DPMOD 17/15420/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole dispose d'un système de vélos en libre service déployé sur la commune de Marseille et exploité par la société JCDECAUX, dans le cadre du marché n° 06/140, notifié le 19 octobre 2006.

Depuis 2011, le nombre d'abonnés annuels au service est passé de 5069 à 14 036 dont 23 % bénéficient du titre combiné RTM - Le Vélo.

Le nombre de locations annuelles, toujours sur la même période, est lui passé de 650 299 à 1 047 780 soit une augmentation de plus de 60 % de la fréquentation.

Afin de continuer à améliorer l'attractivité du système, faciliter son accès aux clients et l'intégrer encore plus dans la chaîne de transport, il est proposé de créer de nouvelles offres commerciales ainsi que des tarifs événementiels qui pourront être utilisés par la collectivité pour la promotion du service.

Offres combinées :

Il est proposé de créer, sur le modèle du titre RTM – le Vélo, deux abonnements combinés à tarif préférentiel avec les réseaux d'autopartage déjà présents sur Marseille : CITIZ PROVENCE et TOTEM mobi.

Ainsi, les abonnés à ces services pourront bénéficier d'un abonnement annuel à « le Vélo » pour 1 euro.

Réciproquement, les abonnés annuels « le Vélo » verront leurs frais d'inscription offerts lors de leur abonnement aux services de TOTEM mobi et CITIZ Provence

Offre Citypass

L'office du tourisme de la Ville de Marseille propose aux visiteurs des Citypass valables 24h, 48h ou 72h donnant accès à de nombreuses prestations touristiques et culturelles.

Ces Citypass comprennent déjà le transport illimité sur tout le réseau RTM Bus, Métro, Tramway, et ferryboat valable pendant leur durée de validité.

Aussi il est proposé que les détenteurs d'un Citypass puissent également bénéficier d'un accès privilégié aux vélos en libre-service en bénéficiant d'un abonnement à 1 euro TTC et d'une gratuité étendue sur la première heure de chaque trajet. Comme pour

les abonnements classiques, l'heure supplémentaire sera facturée 1 euro TTC.

Offre « professionnels »

Toujours afin de favoriser l'accès au service pour les entreprises, collectivités, organismes, associations ou comités d'entreprises, il est proposé de créer une offre pour les professionnels. Celle-ci sera également un outil supplémentaire à leur disposition pour l'élaboration des Plans de Déplacement d'Entreprise ou d'Administration.

Les entreprises, collectivités et organismes publics pourront souscrire des abonnements destinés aux trajets de leurs collaborateurs pendant les jours et heures ouvrés définies par l'entreprise.

Le coût de l'abonnement sera de 20 euros TTC par carte. Il sera pris en charge par les entreprises, collectivités et organismes publics souscripteurs.

Il en sera de même pour la caution d'un montant de 150 euros TTC.

Stations « bonus »

Certaines stations sont situées en hauteur (comme celles autour de la place Jean Jaurès) ou isolées et souffrent d'un manque chronique de vélos malgré la régulation effectuée par le prestataire

Dès lors, il est proposé qu'un maximum de 15 de ces stations deviennent des « stations bonus » et soient dotées d'une tarification particulière afin d'en améliorer l'attractivité.

Les utilisateurs y déposant leur vélo bénéficient d'un crédit-temps de 15 minutes à la condition expresse d'avoir retiré leur vélo d'une station non bonus.

Ce crédit-temps, sera crédité sur le compte du client pour une utilisation ultérieure, dans la limite de 2 heures et décomptés à la minute.

Offres promotionnelles

Lors de manifestations ou d'événements organisés par la Collectivité, celle-ci pourra faire bénéficier le public, en quantité limitée, de coupons promotionnels.

Ces coupons permettront soit :

- un accès gratuit au service. Les coûts ultérieurs de locations restent inchangés.
- une prolongation de 3 mois d'un abonnement annuel déjà actif.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

MOB 009-637/17/CT

■ Approbation d'une convention avec les offices du tourisme d'Aix-en-Provence et Marseille pour la mise en oeuvre d'un City Pass Aix-en-Provence

Avis du Conseil de Territoire DPGI 17/15410/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Les Offices de Tourisme de Marseille et d'Aix-en-Provence développent aujourd'hui pour chacun de leur territoire une offre nommée City Pass qui permet de coupler à l'offre touristique de la ville le transport urbain.

Il existe ainsi aujourd'hui un City Pass Aix et un City Pass Marseille pour des forfaits de 24h à 72h. Les deux Offices de Tourisme et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont souhaité développer pour 2017 une offre combinée incluant les offres touristiques des 2 villes et le transport de bout en bout (RTM, Aix en bus, Carreize entre Aix-Marseille).

Ainsi, un « City Pass Aix-en-Provence Marseille 72 heures » à 59 euros sera commercialisé courant du second semestre 2017..

Sur la partie Transport, ce Pass permettra une libre circulation sur les réseaux urbains d'Aix-en-Provence et de Marseille et 1 Aller/Retour sur la ligne de car Aix-Marseille.

Pour chaque Pass vendu, les offices de tourisme verseront un montant forfaitaire de 14 euros à la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de l'utilisation des réseaux de transport.

La présente convention a pour objet de préciser les modalités techniques et financières pour la commercialisation de ces nouveaux City Pass.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

MOB 010-638/17/CT

■ Approbation d'une convention relative à l'organisation des transports scolaires entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes membres de la Métropole

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 17/15419/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après .

L'article L 3111-7 du Code des transports dispose que la Métropole Aix-Marseille-Provence, à compter du 1er janvier 2016, sur son ressort territorial, est chargée de l'organisation du transport scolaire.

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public.

Il en découle en particulier que les compétences du Département des Bouches-du-Rhône en matière de transports interurbains et scolaires sont transférées à la Métropole à compter du 1er janvier 2017 sur son ressort territorial.

La plupart des EPCI ainsi que le Conseil Départemental, avant la création de la Métropole, avaient conclu avec toutes les communes des conventions d'Autorité Organisatrice de Second Rang (AO2) pour offrir aux usagers du transport scolaire et à leur famille un service de proximité.

Or, dans la perspective d'harmoniser progressivement l'organisation des transports scolaires sur le territoire métropolitain, il est proposé d'approuver par la présente délibération une convention d'AO2 conclue entre la Métropole et chaque commune la composant (à l'exception de Marseille et d'Aix-en-Provence, le transport des élèves étant exclusivement assuré par les réseaux urbains).

Dans ce cadre, les communes seront les relais de la Métropole auprès des différentes instances locales (établissement scolaire, parents d'élève...) dans son effort d'optimisation des services de transport. Elles seront également chargées d'informer les usagers, d'instruire les dossiers, de percevoir le produit des ventes de titres scolaires.

Cette convention devrait être exécutoire à partir de la rentrée scolaire prochaine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

MOB 011-639/17/CT

■ Approbation des tarifs et règlement des transports scolaires applicables pour l'année 2017

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 17/15411/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après .

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération du 15 décembre 2016 le transfert de compétence de transport interurbain du Département des Bouches-du-Rhône, à compter du 1 janvier 2017. La Métropole devient donc sur son ressort territorial Autorité Organisatrice de la mobilité et à ce titre organise les services de transport suivants :

- Transport routier de personnes non urbain ;
- Transport routier de personnes, urbain au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L1231-2 du Code des transports et dans les conditions réglées par son décret ;
- Transport scolaire au titre de l'article L3111-8 du Code des Transports.

Dix mille élèves seront pris en charge par la Métropole.

Le règlement des transports scolaires interurbain métropolitain pour la rentrée scolaire 2017-2018, joint en annexe, a été mis à jour. De manière inchangée, la carte scolaire « ticket treize » sera valable toute l'année scolaire 2017 2018, les frais d'inscription resteront fixés à 10 euros pour tous les élèves, boursiers ou non, pour toute inscription effectuée avant cette date. Toutefois, ces frais seront portés à 30 euros entre le 1^{er} août et le 30 septembre, puis à 50 euros après cette date.

Le montant des indemnités kilométriques versées aux familles qui ne peuvent utiliser un transport collectif restera fixé à 0,12 euro par kilomètre.

La Métropole a pour objectif de maintenir le niveau de services assurés aux usagers.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

MOB 012-640/17/CT

■ Approbation de la convention de mandat entre la Communauté d'Agglomération Terre de Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'encaissement et le reversement des recettes des lignes scolaires

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 17/15350/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe ») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône.

Le Département conserve sa compétence en matière de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires.

Dans le cadre de ce transfert, la Métropole Aix-Marseille-Provence assure la gestion du site internet de vente, grâce auquel sont vendus les abonnements aux services de transport scolaires.

Les usagers utilisent des lignes de compétence anciennement départementale qui relèvent désormais de la responsabilité de la Métropole, de la Région et de la Communauté d'Agglomération Terre de Provence.

Il est nécessaire d'être en mesure de percevoir ces recettes à compter du mois de juillet 2017, date d'ouverture des ventes pour les abonnements scolaires de l'année 2017-2018.

Dans la mesure où le Communauté d'Agglomération Terre de Provence n'a pas encore développé ses propres modalités de perception des recettes scolaires, il appartient à la Métropole de percevoir, au nom et pour son compte, les recettes liées à la vente des titres scolaires de son réseau de transport. La Métropole Aix-Marseille-Provence procèdera au reversement des fonds issus des recettes scolaires des lignes de transport gérées par Terre de Provence.

Cette convention a une durée de deux ans à compter du 1er janvier 2017.

Les lignes concernées sont détaillées dans la convention ci-annexée.

C'est dans cette perspective que le Conseil de la Métropole est invité, à adopter la convention de mandat entre la Communauté d'Agglomération Terre de Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

MOB 013-641/17/CT

■ Approbation de la convention relative aux travaux de dévoiement du réseau de fibre optique de la société SFR dans le cadre de l'opération de mise en accessibilité pour les personnes à mobilité réduite de la station de métro Sainte Marguerite Dromel à Marseille

Avis du Conseil de Territoire DMET 17/15363/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Par délibérations n° 006-322/14/CC du 18 juillet 2014 et DTM 002-1409/15/CC du 23 octobre 2015, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé une opération en vue de mettre en accessibilité une première phase de 6 stations du Métro de Marseille aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) : Sainte Marguerite-Dromel, Castellane, Vieux-Port, Timone, La Rose et Jules Guesde.

Cette opération entre dans le cadre de la loi du 11 février 2005 qui prévoit l'obligation de la mise en accessibilité des infrastructures de transports et déplacements.

La réalisation de travaux sur la station Sainte Marguerite-Dromel (9ème arrondissement) nécessite qu'il soit procédé à la déviation d'une partie des réseaux enterrés et aériens afin de les rendre compatibles avec la réalisation des travaux sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans ce cadre, il convient de définir les modalités d'exécution et de financement des travaux de déplacement du réseau de fibre optique de l'Occupant, la société SFR, nécessités par la réalisation de l'opération précitée.

La réalisation de ces travaux de déplacements de réseaux ne correspondant pas à des travaux entrepris dans l'intérêt du domaine public de la voirie, leur prise en charge financière sera supportée intégralement par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le montant des dépenses est évalué à 1 786,18 euros HT.

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'exécution et de financement des travaux de déplacement du réseau de fibre optique de l'Occupant, la société SFR, nécessités par la

réalisation du projet de mise en accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite de la station St Marguerite Dromel, terminus de la ligne 2 du métro de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de Communauté DTM 006-322/14/CC du 18 Juillet 2014 approuvant la création et l’affectation d’une autorisation de programme relative à la mise en accessibilité de quatre stations de métro de Marseille aux Personnes à Mobilité Réduite ;
- La délibération du Conseil de Communauté DTM 002-1409/15/CC du 23 octobre 2015 approuvant l’extension du programme de mise en accessibilité du métro de Marseille à six stations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole .

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la réalisation d’une première phase de mise en accessibilité des stations du métro de Marseille aux Personnes à Mobilité Réduite a été approuvée par la Communauté urbaine MPM ;
- Que la mise en accessibilité de la station de métro Sainte Marguerite-Dromel a fait l’objet d’un dépôt de permis de construire à cet effet ;
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux impactant le périmètre du projet ;
- Que la société SFR est maître d’ouvrage des études et des travaux de dévoiement de ses installations et réseaux ;
- Qu’il convient en conséquence d’établir une convention avec la société SFR fixant les modalités et les conditions de réalisation et de financement des travaux de dévoiement des réseaux impactés.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole, relatif à l’approbation de la convention relative aux travaux de dévoiement du réseau de fibre optique de la Société SFR.

Adoptée à l’unanimité des membres présents et représentés

MOB 014-642/17/CT

■ Extension de la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille au Nord et au Sud et création d’un site de maintenance et de remisage - Approbation de la convention relative aux études de déviations et protection des installations et réseaux enterrés avec RTE

Avis du Conseil de Territoire DMET 17/15253/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km. Est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel-Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schloësing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi à la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment à la modification ou au déplacement d'une partie des installations et des réseaux enterrés de transport d'électricité (Réseau de Transport d'Electricité - RTE) afin de les rendre compatibles avec

la réalisation de la plate-forme du tramway, l'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public, la réalisation ou le réaménagement et l'exploitation des voiries dans le périmètre du projet, la création éventuelle de conduites d'assainissement de part et d'autre de la plate-forme du tramway.

Pour ce faire, il y a lieu d'établir une convention afin de définir les modalités ainsi que les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement et de protection des réseaux sous maîtrise d'ouvrage RTE nécessités par le Projet d'extensions Nord et Sud du tramway.

La réalisation des travaux fera l'objet d'une convention spécifique à l'issue de l'approbation des études d'Avant-Projet par la Métropole Aix-Marseille Provence.

La présente convention acte le principe de la prise en charge financière des études de déviation de ses réseaux par le concessionnaire RTE. La Métropole sera amenée à rembourser tout ou partie des études si le projet est abandonné ou subit des modifications de programme après sa validation par cette dernière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- La délibération de ce même Conseil de Communauté DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye pour un montant de 14 100 000 euros HT ;
- La délibération de ce même Conseil de Communauté DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de transport d'électricité impactant le périmètre du projet ;
- Que la société RTE est maître d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement de ses installations et réseaux ;
- Qu'il convient en conséquence d'établir une convention avec la société RTE fixant les modalités et les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement des réseaux impactés.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole, relatif à l'approbation de la convention relative aux études de déviations et protection des installations et réseaux enterrés avec RTE.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

Commission "Développement Durable, Agriculture"

DDA 001-643/17/CT

■ Adhésion et versement de la cotisation 2017 à l'Agence Locale de l'Energie et Climat

**Information du Conseil de Territoire
DEE 17/15372/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après au Conseil de Territoire pour information .

Dans un contexte où les besoins en énergie augmentent, les ressources énergétiques deviennent plus rares, plus chères, il est nécessaire pour les territoires de développer une vision d'avenir concernant leur gestion de l'énergie, leurs besoins, leurs vulnérabilités, leurs opportunités. Sobriété, diversification énergétique, les alternatives existent.

Dans cet objectif, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) ainsi que ses partenaires, membres fondateurs, que sont la ville de Marseille, la Région, le CG13 et l'ADEME ont créé, le 6 octobre 2012, une Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC)

Il s'agissait de la première ALEC de la région PACA : il en existe désormais 35 dans toute la France.

Les ALEC sont désormais inscrites dans le Code de l'Energie (article L211-5-1) depuis l'entrée en vigueur de la loi Royal relative à la Transition Energétique pour la Croissance Verte (article 192). Elles sont reconnues en qualité d'organismes d'animation territoriale, créés à l'initiative des collectivités territoriales et ayant pour objet de conduire en commun une mission de service public de la transition énergétique auprès des :

- Particuliers,
- Copropriétés,
- Collectivités locales,
- Entreprises.

Ces structures associatives constituent donc un partenaire de terrain indispensable pour les collectivités dans la mise en œuvre de projets au service de la transition énergétique.

Il est proposé que la Métropole adhère à l'association et la soutienne en lui versant sa cotisation pour l'année 2017.

Conformément à la délibération du Conseil d'Administration de l'ALEC en date du 30 septembre 2016 relative à la mise à jour des barèmes de cotisations de l'association, reportés dans son règlement intérieur, la cotisation 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence se détermine comme suit :

- Pour le Conseil de Territoire Marseille Provence : le barème est de 0,10 euros par habitant (le CT 1 de la Métropole Aix-Marseille-Provence comptant une population de 1 045 823 habitants – données INSEE 2013) soit une adhésion 2017 d'un montant de 104 582,30 euros.
- Pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile : le barème est de 0,10 euros par habitant (le CT 4 de la Métropole Aix-Marseille-Provence comptant une population de 103 500 habitants – données INSEE 2013) soit une adhésion 2017 d'un montant de 10 350 euros.

Sur la base de ce calcul, le montant d'adhésion de la Métropole AMP à l'ALEC pour l'année 2017 est de : 114 932,30 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le projet de délibération métropolitain « Adhésion et versement de la cotisation 2017 à l'Agence Locale de l'Energie et Climat (ALEC) ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire doit être informé du projet de délibération métropolitain « Adhésion et versement de la cotisation 2017 à l'Agence Locale de l'Energie et Climat (ALEC) ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération métropolitain « Adhésion et versement de la cotisation 2017 à l'Agence Locale de l'Energie et Climat (ALEC) ».

DDA 002-644/17/CT

■ Approbation de la convention 2017-2018 de soutien financier à l'association HESPUL et attribution d'une subvention

**Information du Conseil de Territoire
DEE 17/15376/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après au Conseil de Territoire pour information .

Hespul est une association à but non lucratif créée en 1991, reconnue nationalement pour son indépendance et son expertise dans le domaine de la planification énergétique et du développement des énergies renouvelables, notamment de l'énergie photovoltaïque. L'objectif stratégique du projet de l'association est de « contribuer à l'avènement d'une société sobre et efficace, reposant sur les énergies renouvelables, tout en défendant les valeurs d'équité et d'intérêt général ». Déclinée aux réseaux publics de distribution d'électricité, la stratégie de l'association Hespul vise à « contribuer à l'évolution des réseaux électriques afin que ceux-ci puissent accueillir le maximum de production renouvelable à moindre coût global et dans une logique d'intérêt général ».

Centrée à l'origine sur la promotion et le développement de la filière photovoltaïque raccordée aux réseaux publics de distribution d'électricité, l'association a acquis une expertise reconnue de niveau international en réalisant ou faisant réaliser plusieurs centaines d'installations de ce type en France, notamment dans le cadre de programmes de démonstration soutenus par la Commission Européenne. L'association est également membre du Comité de Concertation des Producteurs animé par Enedis depuis 2004 et impliquée dans les réflexions nationales sur les évolutions réglementaires dans le domaine des réseaux d'énergie et des énergies renouvelables. L'expertise développée par l'association Hespul lui confère une compréhension fine des enjeux juridiques, financiers et techniques des réseaux d'énergie et du développement local des énergies renouvelable.

Cependant, les évolutions législatives récentes, tant sur l'organisation territoriale que sur la transition énergétique, impliquent des changements profonds dans la prise en charge de ces questions énergétiques et une nette montée en puissance de l'échelon local et métropolitain en particulier.

Ainsi, l'association Hespul souhaite se rapprocher d'Autorités Organisatrices de la Distribution d'Electricité (AODE) afin de mieux comprendre les problématiques auxquelles elles sont confrontées dans leur relation avec leur concessionnaire, en particulier pour le raccordement des producteurs utilisant des sources renouvelables (photovoltaïque, biomasse, hydroélectricité, éolien, ...). Plus globalement, et afin de pouvoir alimenter le centre de ressources en photovoltaïque cofinancé par l'ADEME, dont une partie importante est d'ores-et-déjà consacrée au raccordement des producteurs (www.photovoltaique.info), elle a besoin de développer sa compréhension des mécanismes spécifiques à la prise de cette compétence des métropoles pour renforcer son expertise et faire évoluer ses outils d'accompagnement des territoires et des collectivités.

Dans ce but, l'association Hespul souhaite se rapprocher de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'étudier, pendant 2 ans :

- la mise en place de la stratégie de la Métropole en matière d'aide aux porteurs de projets d'installations de production d'électricité utilisant les énergies renouvelables ;
- les interactions avec différents acteurs locaux intervenant dans la réalisation de travaux de planification énergétique ;
- la mise en place de la compétence d'autorité organisatrice de la distribution d'énergie et notamment les liens avec les syndicats d'énergie, l'exercice des missions de contrôle de la concession du réseau public de distribution et le raccordement des producteurs d'énergie renouvelable.

Le retour d'expérience de la Métropole Aix-Marseille-Provence permettra à l'association de construire des lignes directrices, recommandations et supports d'information destinés à l'ensemble des métropoles françaises et des acteurs de leur territoire (entreprises, collectifs citoyens, communes...) pour favoriser le développement des énergies renouvelables.

La Métropole détient en effet – ou détiendra au 1^{er} janvier 2018 – sur son territoire de nombreuses compétences relatives à l'énergie :

- elle établit un Plan climat-air-énergie métropolitain (PCAEM) qui fixe des objectifs en termes de production d'énergie renouvelable et propose des modalités d'accompagnement des projets du territoire dans ce domaine ;
- elle dispose de la compétence d'autorité organisatrice de la distribution d'électricité et de gaz (AODE), en application de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et conformément aux articles L. 5217-2 et L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;
- selon les mêmes articles, lui est transférée également la compétence de distribution de chaleur et de froid (création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains) ;
- elle a la faculté, en application de l'article L2224-32 du CGCT, sur son territoire, d'aménager, exploiter, faire aménager et faire exploiter toute nouvelle installation utilisant les énergies renouvelables, de valorisation énergétique des déchets ménagers ou assimilés, de cogénération ou de récupération d'énergie provenant d'installations visant l'alimentation d'un réseau de chaleur ;
- enfin, elle peut, par sa compétence de contribution à la transition énergétique, mener ou soutenir des actions variées sur son territoire facilitant et encourageant le développement de la production d'énergie renouvelable.

La construction du PCAEM et de la stratégie énergétique doivent se dérouler en 2017 et 2018.

Pour toutes ces raisons, il apparaît intéressant d'encourager l'association Hespul à observer les travaux de la Métropole et capitaliser sur cette expérience afin de compléter son expertise et ses outils pouvant être utiles à l'ensemble des métropoles, grandes collectivités françaises et acteurs territoriaux agissant à leurs côtés dans le domaine de l'énergie.

Dans cet objectif, il a été décidé d'établir une convention avec l'association Hespul, destinée à soutenir financièrement son projet de développement d'expertise et d'adaptation des outils de sensibilisation, d'information et d'accompagnement des métropoles et des acteurs de leur territoire.

Aussi, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver cette convention et d'accorder à l'association Hespul une subvention totale de 39.000 euros pour deux ans, allouée en deux parties égales de 19 500 € au titre des années 2017 et 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération métropolitain « Approbation de la convention 2017-2018 de soutien financier à l'association HESPUL et attribution d'une subvention »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire doit être informé du projet de délibération métropolitain

« Approbation de la convention 2017-2018 de soutien financier à l'association HESPUL et attribution d'une subvention ».

DELIBERE

Article unique:

- Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération métropolitain « Approbation de la convention 2017-2018 de soutien financier à l'association HESPUL et attribution d'une subvention ».

DDA 003-645/17/CT

■ Approbation d'une convention non onéreuse relative à l'échange de données géoréférencées à moyenne échelle entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et GRDF dans le cadre des concessions pour le service public de distribution de gaz sur le territoire métropolitain

Information du Conseil de Territoire DEE 17/15373/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après au Conseil de Territoire pour information .

Conformément aux articles L.5217-2 et L.5218-2 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris, à sa création au 1^{er} janvier 2016 et au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de concession de la distribution publique de gaz sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence. Elle prendra cette compétence pour l'ensemble du territoire métropolitain au 1^{er} janvier 2018.

En tant qu'Autorité Concédante de la distribution de gaz, la Métropole doit assurer le contrôle du bon accomplissement de la mission de développement et d'exploitation du réseau public de distribution de gaz dévolue au Concessionnaire conformément à la loi et aux contrats de concession. Cette compétence est déléguée, pour une partie du périmètre, au SMED 13.

Le Concessionnaire est le gestionnaire du réseau public de distribution de gaz sur le territoire de la concession. En cette qualité, il établit et tient à jour, au fil de l'eau, une cartographie de ce réseau, en particulier pour :

- exploiter les ouvrages du réseau concédé et répondre aux sollicitations des tiers, notamment au titre de la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité des ouvrages précités ;

- mettre à la disposition de l'Autorité Concédante une représentation cartographique à moyenne échelle du réseau public de distribution de gaz.

Il apparaît donc que le Concessionnaire et l'Autorité concédante sont amenés à échanger des données géoréférencées pour permettre l'exploitation du réseau et son contrôle, échange qui doit être encadré par convention entre les deux parties.

La présente convention est relative à la cartographie à moyenne échelle des ouvrages des réseaux publics de distribution des concessions du territoire métropolitain. Elle décrit les modalités d'échanges de plans et de données géoréférencées à moyenne échelle aux fins de faciliter l'accomplissement des missions respectives de l'Autorité Concédante et du Concessionnaire. Cette convention est non onéreuse pour la fourniture par le concessionnaire GRDF d'une mise à jour des données géoréférencées une fois par an.

GRDF, dans un souci d'efficacité et de transparence bienvenu, a proposé d'établir cette convention sur l'ensemble des concessions du périmètre métropolitain, bien que la Métropole ne détienne pas encore, en 2017, la compétence d'autorité concédante sur la totalité de son territoire.

La durée de cette convention est limitée à une année afin de tester son applicabilité et sa conformité aux besoins. Un bilan de sa mise en œuvre sera établi conjointement par les deux parties avant toute reconduction ou évolution en 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité

de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération métropolitain « Approbation d'une convention non onéreuse relative à l'échange de données géoréférencées à moyenne échelle entre la Métropole Aix Marseille-Provence et GRDF dans le cadre des concessions pour le service public de distribution de gaz sur le territoire métropolitain ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit être informé du projet de délibération métropolitain « Approbation d'une convention non onéreuse relative à l'échange de données géoréférencées à moyenne échelle entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et GRDF dans le cadre des concessions pour le service public de distribution de gaz sur le territoire métropolitain ».

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération métropolitain « Approbation d'une convention non onéreuse relative à l'échange de données géoréférencées à moyenne échelle entre la Métropole Aix Marseille-Provence et GRDF dans le cadre des concessions pour le service public de distribution de gaz sur le territoire métropolitain ».

DDA 004-646/17/CT

■ Approbation de trois conventions relatives à l'échange de données cartographiques géoréférencées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et ENEDIS dans le cadre de la concession pour le service public de distribution d'électricité de la Ville de Marseille

**Information du Conseil de Territoire
DEE 17/15388/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après au Conseil de Territoire pour information.

Par délibération n° 94/842/E du 21 novembre 1994, la Ville de Marseille a approuvé la convention de concession sur la distribution d'électricité passée avec Electricité de France le 21 novembre 1994 pour une durée de 30 ans.

A sa création au 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a repris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de concession de la distribution publique d'électricité sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence, conformément aux articles L.5217-2 et L.5218-2 du CGCT. Pour l'exercice de cette compétence, la Métropole d'Aix Marseille Provence se trouve ainsi substituée de plein droit à la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, dans toutes ses délibérations et tous ses actes, le contrat de concession étant exécuté dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, substitution actée par la délibération 007-1449/16/CM du 15 décembre 2016, approuvant l'avenant 4 conclu avec ENEDIS et EDF.

En tant qu'Autorité Concédante de la distribution d'électricité, la Métropole doit assurer le contrôle du bon accomplissement de la mission de développement et d'exploitation du réseau public de distribution d'électricité dévolue au Concessionnaire conformément à la loi et au contrat de concession.

Le Concessionnaire est le gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité sur le territoire de la concession. En cette qualité, il établit et tient à jour, au fil de l'eau, une cartographie de ce réseau, en particulier pour :

- exploiter les ouvrages du réseau concédé et répondre aux sollicitations des tiers, notamment au titre de la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité des ouvrages précités ;
- mettre à la disposition de l'Autorité Concédante une représentation cartographique à moyenne échelle du réseau public de distribution d'électricité sur le territoire de la concession, en application de l'article 32 du cahier des charges de concession.

Pour l'exploitation des canalisations souterraines du réseau public de distribution d'électricité, le Concessionnaire établit une cartographie à grande échelle, soit à partir de fonds de plans réalisés sur la

base de levés topographiques qu'il effectue, soit à partir de fonds de plans existants mis à sa disposition par des banques de données urbaines. Les autorités concédantes contribuent à cette cartographie à grande échelle dans les zones où elles disposent d'une compétence de maîtrise d'ouvrage en application du contrat de concession.

Il apparaît donc que le Concessionnaire et l'Autorité concédante sont amenés à échanger des données géoréférencées pour permettre l'exploitation du réseau et son contrôle, échange qui doit être encadré par convention entre les deux parties.

Pour assurer la conformité de ces échanges de données, la protection des Autorités Concédantes qui constituent ses adhérents et la qualité de la relation avec le concessionnaire, la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR) a signé avec ERDF (devenu ENEDIS), le 18 septembre 2013, un protocole national d'accord. Ce protocole convient d'enrichir les données cartographiques communiquées annuellement aux autorités concédantes par le concessionnaire et propose des modèles de conventions qui sont déclinés localement.

Ces conventions sont au nombre de trois, couvrant l'ensemble des échanges de données géoréférencées relatives au réseau. Les trois conventions sont indépendantes et complémentaires.

1. Convention relative à la cartographie à moyenne échelle des ouvrages des réseaux publics de distribution de la concession (convention ME). Elle fixe les modalités d'échanges de plans et de données géoréférencées à moyenne échelle aux fins de faciliter l'accomplissement de leurs missions respectives.
2. Convention relative à la cartographie à grande échelle des ouvrages des réseaux publics de distribution de la concession (convention GE). Elle fixe les modalités d'échanges de plans et de données cartographiques géoréférencées à grande échelle aux fins de faciliter l'exécution de leurs missions respectives dans le cadre de la réalisation de nouveaux ouvrages ou de la modification d'ouvrages existants. En particulier, la réforme « anti-endommagement » (Décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011) impose des classes de précision à la représentation cartographique des réseaux construits et existants, et un nombre conséquent de cases à lever pour constituer une bibliothèque de fonds de plan (plusieurs dizaines de milliers de cases). Aussi, Concessionnaire et Autorité Concédante s'engagent dans une démarche commune

d'établissement, d'échanges et de gestion de fonds de plan sur les emprises de leurs chantiers respectifs afin d'en optimiser le développement et les coûts associés. En cible, une simplification des fonds de plan et l'utilisation d'un référentiel externe seront recherchés.

3. Convention relative à l'utilisation du service « Extranet Carto » d'Enedis de consultation de la cartographie des réseaux concédés (Convention Extranet Carto). Le Protocole d'accord précité prévoit à son article 4-2 qu'Enedis proposera à l'Autorité Concédante l'accès gratuit à un service de consultation à distance de la cartographie à grande échelle gérée par Enedis, sur le périmètre de la concession, au seul usage de l'Autorité Concédante, avec une mise à jour semestrielle des informations consultables.

Les trois conventions sont non onéreuses.

Ainsi, il apparaît nécessaire de conclure avec ENEDIS les trois conventions pour le périmètre de la concession Ville de Marseille, de manière à disposer d'une cartographie à jour du réseau de distribution d'électricité et à permettre un travail de collaboration entre ENEDIS et la Métropole visant à l'amélioration de la qualité des plans cartographiques disponibles tant pour les besoins de gestion du réseau que pour les besoins relatifs aux travaux concernant la voirie et les réseaux.

Cependant, il est souhaitable de limiter la durée de ces conventions à une année pour deux raisons :

- Les conventions couvrent des sujets complexes sur lesquels la Métropole acquiert de nouvelles compétences et ne possède pas encore toute l'expertise utile. Il apparaît préférable de tester l'application de ces conventions sur une période limitée afin de permettre aux services de la Métropole de vérifier leur applicabilité et leur conformité aux besoins.
- La compétence d'autorité organisatrice de la distribution d'électricité de la Métropole ne s'exerce, en 2017, que sur le périmètre de la Ville de Marseille. Il conviendra, en 2018, d'aller vers une convention couvrant l'ensemble du périmètre métropolitain en associant les syndicats d'énergie compétents.

Les conventions prévoient ainsi qu'un bilan de leur mise en œuvre sera établi conjointement par les deux parties avant toute reconduction ou évolution et en particulier les conditions de participation financière d'ENEDIS à la constitution de fonds de plan respectant les classes de précision.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération métropolitain : « Approbation de trois conventions relatives à l'échange de données cartographiques géoréférencées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et ENEDIS dans le cadre de la concession pour le service public de distribution d'électricité de la Ville de Marseille ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit être informé du projet de délibération métropolitain : « Approbation de trois conventions relatives à l'échange de données cartographiques géoréférencées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et ENEDIS dans le cadre de la concession pour le service public de distribution d'électricité de la Ville de Marseille »

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération métropolitain : « Approbation de trois conventions relatives à l'échange de données cartographiques géoréférencées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et ENEDIS dans le cadre de la concession pour le service public de distribution d'électricité de la Ville de Marseille »

Commission "Eau, Assainissement"

EAU 001-647/17/CT

■ **Approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat d'Agglomération - Extension du réseau pluvial boulevard Guérin - amélioration de la qualité des eaux de baignade**

**Information du Conseil de Territoire
DEASV 17/15331/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera saisi prochainement du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Lors de sa séance du 13 décembre 2013, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération AGER005-808/13/CC le contrat d'agglomération avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en vue de conduire un programme de travaux du système d'assainissement de l'agglomération de Marseille.

La Métropole Marseille-Provence-Métropole a élaboré un ensemble structuré d'actions comprenant de nombreux projets et études afin d'adapter le système d'assainissement de l'agglomération de Marseille à ce nouveau cadre réglementaire dont une première étape est engagée sur la période 2014-2018.

Elle a également inscrit certaines opérations d'amélioration dans le contrat de Délégation du Service Public de l'Assainissement du Secteur Centre. Néanmoins, les travaux et études envisagés sont très onéreux.

Le montant global prévisionnel de ce programme de travaux s'élève à 185 millions d'euros HT dont 62 millions d'euros inclus dans le contrat de Délégation de Service Public de l'Assainissement de la Zone Centre.

Des conventions de partenariat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour chacun des dossiers subventionnés doivent être établies au vu de l'avancement des études et/ou travaux.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération, dont le coût estimatif est de 138 161 euros HT, est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC « Contrat d'agglomération »	50 %	69 080,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	69 081,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 septembre 2006

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du 13 décembre 2013 n° AGER005-808/13/CC portant sur l'approbation du contrat d'agglomération relatif au système d'assainissement de l'agglomération de Marseille avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat d'agglomération : « Extension du réseau pluvial boulevard Guérin – amélioration de la qualité des eaux de baignade ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération concernant l'approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat d'agglomération : « Extension du réseau

pluvial boulevard Guérin – Amélioration qualité des eaux de baignade ».

EAU 002-648/17/CT

■ Approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat d'Agglomération - Schéma de modernisation du réseau unitaire de Marseille phase 2 mise à jour

Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15332/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera saisi prochainement du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Lors de sa séance du 13 décembre 2013, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération AGER005-808/13/CC le contrat d'agglomération avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en vue de conduire un programme de travaux du système d'assainissement de l'agglomération de Marseille.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a élaboré un ensemble structuré d'actions comprenant de nombreux projets et études afin d'adapter le système d'assainissement de l'agglomération de Marseille à ce nouveau cadre réglementaire dont une première étape est engagée sur la période 2014-2018.

Elle a également inscrit certaines opérations d'amélioration dans le contrat de Délégation du Service Public de l'Assainissement du Secteur Centre. Néanmoins, les travaux et études envisagés sont très onéreux.

Le montant global prévisionnel de ce programme de travaux s'élève à 185 millions d'euros HT dont 62 millions d'euros inclus dans le contrat de Délégation de Service Public de l'Assainissement de la Zone Centre.

Des conventions de partenariat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour chacun des dossiers subventionnés doivent être établies au vu de l'avancement des études et/ou travaux.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération, dont le coût estimatif est de 260 000 euros HT, est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC « Contrat d'agglomération »	50 %	130 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	130 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 septembre 2006 ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération AGER005-808/13/CC portant sur l'approbation du contrat d'agglomération relatif au système d'assainissement de l'agglomération de Marseille avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse du 13 décembre 2013 ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat d'agglomération : « Schéma de modernisation du réseau unitaire de Marseille – phase 2 : mise à jour ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence prend acte du projet de délibération concernant l'approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat d'agglomération : « Schéma de modernisation du réseau unitaire de Marseille – phase 2 : mise à jour ».

EAU 003-649/17/CT

■ Approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation d'opérations relatives au Contrat d'Agglomération - Mise en place d'avaloirs siphoniques

Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15333/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera saisi prochainement du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Lors de sa séance du 13 décembre 2013, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération AGER005-808/13/CC le contrat d'agglomération avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en vue de conduire un programme de travaux du système d'assainissement de l'agglomération de Marseille.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a élaboré un ensemble structuré d'actions comprenant de nombreux projets et études afin d'adapter le système d'assainissement de l'agglomération de Marseille à ce nouveau cadre réglementaire dont une première étape pourrait être engagée sur la période 2014-2018.

Elle a également inscrit certaines opérations d'amélioration dans le contrat de Délégation du Service Public de l'Assainissement du Secteur Centre.

Néanmoins, les travaux et études envisagés sont très onéreux.

Le montant global prévisionnel de ce programme de travaux s'élève à 185 millions d'euros HT dont 62 millions d'euros inclus dans le contrat de Délégation de Service Public de l'Assainissement de la Zone Centre.

Des conventions de partenariat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour chacun des dossiers subventionnés doivent être établies au vu de l'avancement des études et/ou travaux.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération, dont le coût estimatif est de 352 433 euros HT, est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
SERAMM	100 %	352 433,00 euros

L'Agence de l'Eau versera comme convenu dans le Contrat d'Agglomération la subvention à la collectivité à hauteur de 105 729,00 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 septembre 2006 ;
- La délibération AGER005-808/13/CC portant sur l'approbation du contrat d'agglomération relatif au système d'assainissement de l'agglomération de Marseille avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat

d'agglomération – Mise en place d'avaloirs siphoniques – DSP SERAMM.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence prend acte du projet de délibération concernant l'approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat d'agglomération – Mise en place d'avaloirs siphoniques – DSP SERAMM.

EAU 004-650/17/CT

■ **Approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation d'opérations relatives au Contrat Protection et Economie de la Ressource en Eau**

Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15334/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera saisi prochainement du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Lors de sa séance du 25 septembre 2015, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération PEDD 008-1295/15/CC le Schéma Directeur d'Alimentation en eau potable, afin de préciser la stratégie de Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de sécurisation, de modernisation, d'amélioration et d'extension de ses systèmes d'alimentation en eau brute et en eau potable.

Lors de sa séance du 20 novembre 2015, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération PEDD 006-1470/15/CC le Contrat Protection et Economie de la Ressource en Eau avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en vue de conduire un programme de travaux du système d'eau potable de l'agglomération de Marseille.

Ce contrat comporte un programme précis d'études et de travaux stratégiques que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à conduire sur la période 2015-2018. Le montant prévisionnel du programme d'actions s'élève à 55 660 000 euros HT. En contrepartie, l'Agence de l'Eau s'engage, sous réserve du respect effectif du programme d'actions, à majorer le taux de ses aides dont le montant pourra atteindre 14 301 100 euros HT.

Des conventions de partenariat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour chacun des dossiers subventionnés doivent être établies au vu de l'avancement des études et/ou travaux.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération, dont le coût estimatif est de 180 000 euros HT, est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC « CONPERE »	54 %	97 500,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	46 %	82 500,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération PEDD 008-1295/15/CC portant sur l'adoption du Schéma Directeur d'Alimentation en eau potable du 25 septembre 2015 ;
- La délibération PEDD 006-1470/15/CC portant sur l'approbation du Contrat Protection et Economie de la Ressource en Eau avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et l'Etat du 20 novembre 2015 ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la

réalisation de l'opération relative au Contrat CONPERE : « Poste de chargé de missions du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2018 ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence prend acte du projet de délibération concernant l'approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat CONPERE : « Poste de chargé de missions du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2018 ».

EAU 006-651/17/CT

■ **Autorisation donnée au délégataire SERAMM afin de solliciter et percevoir auprès de tout organisme les subventions relatives au projet de valorisation de biogaz produit à l'usine des boues de Marseille**

Information du Conseil de Territoire DEA 17/15404/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera saisi prochainement du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Le contrat de délégation du service de l'assainissement zone Centre, effectif au 1^{er} janvier 2014, prévoit que le délégataire établit des études d'optimisation énergétique et des mesures pour réduire la consommation énergétique, ainsi que des propositions pour utiliser davantage d'énergies renouvelables.

L'avenant n°3 au dit contrat, effectif au 7 octobre 2015 demande précisément au délégataire un avant-projet visant à optimiser la production de biogaz de l'usine des boues de Marseille et à la valoriser.

La méthanisation des boues urbaines, ou digestion en l'absence d'oxygène, conduit à la production d'un biogaz, composé principalement de méthane et de gaz carbonique. Ce biogaz est ordinairement consommé pour les besoins en chaleur du procédé de digestion (et du séchage pour Marseille), l'excédent étant brûlé en torchère.

Cet excédent de biogaz peut être valorisé selon différents modes dans une filière énergétique : cogénération électrique, chaleur, injection du biométhane purifié dans le réseau de gaz naturel, biocarburant.

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a prévu une obligation d'achat du biométhane. Plusieurs textes

réglementaires sont venus préciser ce cadre mais il a fallu attendre l'arrêté du 24 juin 2014 pour intégrer dans le dispositif de contractualisation, le biométhane issu des boues urbaines.

Dans ce cadre, l'arrêté du 5 décembre 2012 instaure un registre national des garanties d'origine du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel. GrDF a été désigné pour gérer ce registre national. La garantie d'origine atteste au client final l'origine renouvelable du biométhane injecté.

Le dispositif réglementaire ainsi constitué et l'implication des organismes d'Etat et des investisseurs créent un contexte particulièrement favorable à l'émergence de projets rentables de valorisation du biogaz issu des eaux usées urbaines, qu'il s'agisse de chauffer des logements ou de fournir du carburant vert à des flottes de véhicules.

Le gisement méthanogène de l'usine des boues de Marseille offre un potentiel valorisable du biogaz produit sur l'usine. Différents scénarios ont été étudiés en 2016 en vue d'obtenir la solution technico-économique à l'optimum de valorisation du gaz, du coût d'investissement et du coût de fonctionnement.

En août 2016, l'incident sur l'atelier de séchage ayant conduit à l'arrêt complet de cet atelier, a nécessité d'étudier des scénarios complémentaires, cet arrêt ayant pour effet de libérer un potentiel de gaz supplémentaire valorisable.

En tenant compte de l'ensemble des paramètres, la solution préconisée, au terme des études, consiste à réaliser une installation d'une capacité de 290 mètres cubes par heure, extensible à 440 mètres cubes par heure.

Le coût d'investissement de cette installation est de 8 millions d'euros hors taxe. Le coût de fonctionnement est estimé à 870 000 euros par an (auxquels s'ajoutent les frais généraux prévus au contrat principal, l'amortissement des nouvelles installations, la redevance à la collectivité, ainsi que l'impôt sur les bénéfices). Les recettes annuelles liées à la vente sont de l'ordre de 1,6 million d'euros. Ces recettes pourraient être améliorées selon la disponibilité effective du biogaz et la performance de l'installation.

Le montage financier de l'opération prévoit un avenant concessif au contrat de délégation de service public n°13/219, par lequel le délégataire SERAMM prendrait à sa charge 30% de l'investissement, se rémunérant sur une part des recettes de la vente de biométhane à l'opérateur gazier, à compter du 1^{er} janvier 2019, date objectif de mise en service de l'unité de production. Ce montage prévoit un reversement à AMP d'une partie des recettes de la vente de biométhane.

L'avenant au contrat de délégation est en cours de négociation avec le délégataire afin de maximiser la part reversée à AMP dès la mise en service de l'installation.

Au delà de l'échéance de fin de la délégation en cours, AMP percevra l'intégralité des recettes.

Le montant total des aides financières mobilisables sur ce projet (ADEME, REGION et Agence de l'Eau RMC) pourrait s'établir à 60% du coût d'investissement (dont une partie convertible en avance remboursable à 0% par l'Agence de l'Eau). D'autres sources de financement pourront être sollicitées.

Dans cette hypothèse, le reste à charge pour la Métropole serait de 10 % du coût d'investissement du projet.

Les coûts et le montage financier font l'objet d'une expertise spécifique par le groupement de consultants désigné par la Métropole (Bonnard et Gardel associé au cabinet juridique FIDAL et à Finance Consult).

Le plan de financement prévoit un versement des aides au délégataire, porteur du projet. Ce plan et les recettes correspondantes seront ajustés en fonction des aides effectivement accordées par les organismes sollicités.

Afin de permettre la mise en œuvre de cette dernière modalité, il est nécessaire d'autoriser le délégataire à solliciter et percevoir les subventions relatives au projet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° AGER 002-608/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire du service de l'assainissement collectif zone Centre, le contrat de délégation et ses annexes ;
- Les délibérations n° PEDD 001-419/141 CC PEDD 009-25/09/15 CC du 9 octobre 2014, la délibération n° PEDD 013-569 CC du 19 décembre 2014, et la délibération

n°PEDD 009-1296/15/CC du 25 septembre 2015 approuvant les avenants n°1, 2 et 3 au dit contrat ;

- Le contrat n°13/219 de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'assainissement zone Centre et ses avenants ;
- Le projet de valorisation du biogaz produit à l'usine des boues présenté par le délégataire du service de l'assainissement zone Centre,

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le plan de financement en cours d'élaboration concernant le projet de valorisation du biogaz produit à l'usine des boues de Marseille prévoit le versement des aides financières au délégataire

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération concernant l'autorisation à donner au délégataire SERAMM afin de solliciter et percevoir auprès de tout organisme les subventions relatives au projet de valorisation du biogaz produit à l'usine des boues de Marseille.

EAU 007-652/17/CT

■ Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement ASTEE et paiement de la cotisation pour l'année 2017

Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15328/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera saisi prochainement du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Dans le cadre de ses compétences relatives à la gestion des services de l'eau et de l'assainissement, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence soit représentée au sein d'associations regroupant l'ensemble des acteurs publics et privés dans ce domaine sensible et vital pour le développement de ses territoires.

L'Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement, reconnue d'utilité publique, a pour objet l'étude de toutes les questions qui relèvent de l'assainissement, de l'environnement, de la gestion des ressources en eau.

Elle rassemble des experts chercheurs, ainsi que des représentants d'organismes publics et privés et de ministères qui interviennent dans le domaine de l'environnement, celui-ci entendu dans son acception la plus large possible. A ce titre, elle est régulièrement sollicitée pour avis sur les projets de textes réglementaires. Elle participe par ailleurs par ses actions et ses informations à la protection durable de l'environnement.

Ouverte à toute personne physique ou morale, cette association a pour but de :

- Faciliter et encourager les études, recherches, les formations et les travaux se rapportant aux questions précitées,
- Tenir informés les membres des progrès réalisés en France et à l'étranger sur les points les plus intéressants,
- Favoriser les échanges d'information entre les pays,
- Collaborer avec le législateur et les pouvoirs publics en apportant son expertise sur les progrès et les améliorations à poursuivre pour la rédaction des lois et règlements relatifs à l'hygiène publique, la gestion de l'environnement.

Face à la complexité de la gestion des services de l'eau potable et d'assainissement et l'évolution du droit sur l'eau, l'adhésion à cette association permettra à la Métropole Aix-Marseille-Provence de répondre au mieux aux besoins permanents d'information en la matière en s'appuyant sur une base documentaire partagée et enrichie par d'autres collectivités.

Le montant de la cotisation est fixé, au titre de l'année 2017 à 1 350 euros, répartie au prorata du nombre de participants de chaque territoire.

Le Conseil de Territoire est saisi pour information du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'adhésion de la Métropole à l'ASTEE et le paiement de la cotisation 2017.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'adhésion de la Métropole à l'ASTEE et le paiement de la cotisation 2017.

***** **Commission "Propreté, Gestion des Déchets"** *****

PGD 001-653/17/CT

■ Approbation d'une convention 2017-2019 avec l'Association Régionale des Ressourceries et approbation du plan d'actions et de la subvention pour l'année 2017 pour le territoire de Marseille Provence DGPROP 17/15367/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence a délibéré le 7 février 2017 (PGD 001-447/17/CT) sur un « *Contrat d'Objectifs Déchets et Economie Circulaire* » (CODEC) avec l'ADEME pour la période 2017-2019. Ce CODEC, doté d'une subvention pour les 3 années de 450 000 €, est la concrétisation de l'appel à projet « *Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage* » pour lequel Marseille Provence est lauréat.

Les objectifs du CODEC seront atteints grâce à la mise en place d'un plan d'actions ambitieux visant à développer une démarche participative de réduction et de valorisation des déchets dans une dynamique d'économie circulaire selon 3 axes :

- Axe 1 : animer le projet, mobiliser les acteurs et promouvoir l'éco-exemplarité ;
- Axe 2 : Développer l'économie circulaire par la mise en œuvre d'actions de réduction des déchets et d'économie de la ressource ;
- Axe 3 : connaître et suivre les impacts environnementaux, économiques et sociaux.

Le CODEC prévoit dans son axe 2 le développement de l'économie circulaire sur le territoire par la mise en œuvre d'actions de promotion de l'allongement de la durée de vie des produits par réemploi.

L'Association Régionale des Ressourceries regroupe les ressourceries du territoire qui contribuent à la réduction des déchets à la source en favorisant le réemploi et la réutilisation d'objets de seconde main. Dans ce cadre elle coordonne les démarches d'animations, à destination des habitants, des ressourceries sur ce sujet. Par ces actions l'association participe à l'objectif du territoire de promotion de l'allongement de la durée de vie des produits par réemploi et ainsi à l'atteinte des objectifs du CODEC.

Par conséquent une convention 2017-2019 est proposée avec l'Association Régionale des Ressourceries afin de structurer notre partenariat sur ces trois années au travers de deux axes :

- Mettre en place des actions pour sensibiliser les habitants au réemploi / réutilisation des objets (animations, sensibilisation, opérations ponctuelles de récupération,...);
- Consolider les données des Ressourceries du territoire afin de faciliter l'accès à l'information, sur les solutions locales de réemploi, pour les habitants.

Pour la première année de ce partenariat (2017) un plan d'actions spécifiques répondant à ces deux axes et une subvention pour l'année 2017 sont proposés. Pour les années suivantes un plan d'actions annuel ainsi qu'une demande de financement annuelle feront l'objet d'une délibération spécifique en lien avec la convention de partenariat 2017-2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille- Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° PGD 001-447/17/CT du 7 février 2017 approuvant le Contrat Objectifs Déchets et Economie Circulaire avec l'ADEME.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 15 000 euros à l'Association Régionale des Ressourceries pour le plan d'actions 2017 annexé à la convention de partenariat.

Article 2 :

Est approuvée la convention de partenariat pluriannuelle, ci-annexée, conclue avec l'Association Régionale des Ressourceries.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document nécessaire à son application.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Collecte et Traitement des Déchets 2017 du Conseil de Territoire Marseille Provence – Chapitre 67 - Nature 6748 – Sous-Politique G130 – Fonction 7212.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

PGD 002-654/17/CT

■ Approbation d'une convention cadre de mise à disposition de composteurs collectifs dans les parcs et jardins publics DTD 17/15415/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi 2015-992 du 17 Août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte préconise que chaque citoyen ait à sa disposition une solution lui permettant de ne pas jeter ses biodéchets dans les ordures ménagères résiduelles.

C'est pourquoi, le Conseil de Territoire de Marseille Provence déploie la mise en disposition de composteurs individuels et collectifs.

Afin d'élargir cette action le Conseil de Territoire souhaite implanter, en partenariat avec les communes, des composteurs collectifs au sein des parcs et jardins municipaux.

Cela permettra aux administrés non éligibles au dispositif en pied d'immeuble et individuel de valoriser leurs déchets organiques.

L'association d'habitants, bailleur ou syndic de copropriété, partenaire de cette convention tripartite, contribuera à l'identification des administrés volontaires et des référents compost par site. Afin de responsabiliser les administrés volontaires à l'effort global de valorisation et de recyclage des déchets, une participation forfaitaire sera demandée. Il s'agit d'une caution, d'un montant de cinq euros, correspondant à la mise à disposition pour une durée d'un an d'un bio-seau, avec transfert de propriété à l'issue de cette période.

La présente délibération a pour objet d'approuver une convention cadre qui fixe les droits et obligations de la Métropole, de la commune et du partenaire regroupant les foyers

volontaires et notamment les conditions techniques, juridiques et financières de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt et la nécessité pour le Conseil de Territoire Marseille Provence de réduire la production de déchets à la source, dans un souci environnemental, humain et financier ;
- Les préconisations de la loi 2015-992 du 17 Août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention cadre de mise à disposition de composteurs collectifs dans les parcs et jardins publics.

Article 2 :

Est approuvée la mise en place d'un cautionnement de 5 (cinq) euros par foyer volontaire pour la mise à disposition, pour une durée d'un an, d'un seau bio. A l'issue de cette période la propriété du matériel sera transférée aux bailleurs, syndics de copropriétés ou associations d'habitants à l'issue de cette période.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire, ou son représentant, est autorisé à signer les conventions qui en résulteront.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

PGD 004-655/17/CT

■ Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'AVPU Association des Villes pour la Propreté Urbaine

Information du Conseil de Territoire DGPROP 17/15344/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera saisi prochainement du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Créée en 2010 à la suite de rencontres entre collectivités sur le thème de la propreté urbaine, l'Association des Villes pour la Propreté Urbaine (AVPU) réunit les élus et les agents territoriaux des collectivités sur la thématique de la propreté urbaine.

L'objectif de l'AVPU est de faire progresser la propreté urbaine et de favoriser la perception positive de cette progression par les citoyens. Elle incite les collectivités locales à mesurer le plus objectivement possible leurs actions pour la propreté urbaine, notamment à l'aide de la grille des indicateurs objectifs de propreté (IOP). Cela permet à l'AVPU d'élaborer un référentiel statistique national et de réaliser pour le compte des adhérents une analyse de leurs résultats trimestriels.

L'AVPU poursuit par ailleurs des réflexions thématiques avec la constitution de groupes restreints (clubs AVPU) qui travaillent sur un sujet en particulier et rendent compte auprès de l'ensemble des adhérents de leur réflexion et formulent des recommandations.

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole était adhérente à l'AVPU.

L'adhésion de la Métropole à l'AVPU permet notamment :

- l'accès à des moyens de mesure du niveau de la propreté et une consolidation des données issues des indicateurs pour établir un référencement national.
- un échange de bonnes pratiques et partage d'expériences entre collectivités qui s'engagent dans une démarche d'amélioration de la propreté urbaine.
- la participation d'agents de la collectivité à des rencontres annuelles.

Le 22 juin 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence accueillera une journée de Rencontres Nationales au siège de la Métropole au Pharo. Cette journée permettra à l'institution d'être reconnue dans sa démarche pour l'amélioration permanente de la propreté sur le territoire. Elle permettra également un échange entre collectivités sur des problématiques communes relatives à la propreté urbaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre l'adhésion à l'AVPU (Association des Villes pour la Propreté Urbaine), dans la continuité de l'action déjà engagée par le territoire de Marseille Provence.

Le montant de la cotisation au titre de l'année 2017 est de 2 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

n° HN 056-187/16/CM
du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le règlement de la collecte des déchets ménagers et assimilés, notamment son article 4, approuvé en conseil communautaire de Marseille Provence Métropole le 22 mai 2015.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du rapport relatif à l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'AVPU (Association des Villes pour la Propreté Urbaine) et le paiement de cotisation afférente.

PGD 005-656/17/CT

■ Paiement de la cotisation annuelle 2017 à l'association Amorce

Information du Conseil de Territoire DTD 17/15352/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

L'association Amorce, dont le siège social est situé 18 rue Gabriel Péri - 69623 Villeurbanne Cedex, rassemble plus de cinq cents collectivités territoriales de toutes tailles, ainsi que des professionnels (entreprises, bureaux de conseil, établissements publics) concernés par la gestion des déchets et par l'énergie et les réseaux de chaleur.

Ses domaines d'intervention concernent l'évolution des politiques territoriales, le coût de la gestion des déchets, le financement et la fiscalité, les filières dédiées et la Responsabilité Elargie des Producteurs, la prévention et la réduction des déchets à la source, la collecte des déchets et des déchèteries, la valorisation organique et énergétique des déchets ménagers, le stockage des déchets, mais aussi la généralisation des plans climat-énergie, l'éligibilité aux certificats d'énergie, le renforcement de la coordination des réseaux de distribution d'énergie..

Dans ces domaines, l'association a pour but d'assurer les échanges d'information entre ses membres, de les aider à gérer du mieux possible

leurs services publics, de susciter et d'animer le dialogue avec les organismes et entreprises de ces secteurs, ainsi que de représenter ses adhérents auprès des autorités compétentes françaises et internationales.

Le Conseil de Métropole se prononcera sur le paiement de la cotisation annuelle d'un montant de 13 689 euros pour l'année 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les actions de l'association Amorce représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix- Marseille-Provence en matière de gestion et valorisation des déchets et de l'énergie ;
- Qu'il convient d'autoriser le règlement de la cotisation au titre de l'exercice 2017.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du rapport relatif au paiement de la cotisation de l'association Amorce.

PGD 006-657/17/CT

■ Approbation d'un avenant avec la Société La Crau Energies Vertes

Information du Conseil de Territoire DTD 17/15414/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Le contrat de Délégation de Service Public (DSP) portant sur la valorisation énergétique du biogaz produit par le Centre de Stockage des Déchets (CSD) de la Crau, y compris l'entretien et le réglage du réseau biogaz et le traitement des lixiviats a été signé, le 20 janvier 2012, entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole devenue la Métropole d'Aix Marseille Provence et le groupement solidaire d'entreprises constitué des sociétés VERDESIS France devenue Dalkia Biogaz et GRS VALTECH. Il est entré en vigueur le jour de sa notification au délégataire, soit le 13 février 2012.

Conformément à l'article 27 du contrat de DSP, la société La CRAU ENERGIES VERTES s'est substituée de plein droit au groupement solidaire d'entreprises constitué des sociétés VERDESIS France devenue Dalkia Biogaz et GRS VALTECH à la date de son immatriculation, soit à compter du 2 mai 2012.

Un premier avenant a été conclu, le 26 février 2015, pour prendre en compte les évolutions du projet et les modifications de planning de réalisation des travaux. Cet avenant n'a entraîné aucune augmentation de la rémunération du délégataire sur la durée du contrat.

Par ailleurs, l'indice 1652016 de prix de production d'électricité française pour le marché français – Prix de base électricité - Base 2010 de la formule d'indexation a aujourd'hui disparu et n'a fait l'objet d'aucune préconisation de l'INSEE. Il est proposé de remplacer cet indice 1652016 par l'indice 1652618 correspondant à l'indice de prix de base électricité, transport et distribution d'électricité.

Tel est l'objet de l'avenant n°2 entre la société La Crau Energies Vertes et la Métropole Aix-Marseille- Provence, pour le territoire de Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du rapport relatif à l'avenant avec la Société La Crau Energies Vertes.

Commission "Ports, Nautisme, Activités navales"

POR 002-658/17/CT

■ **Approbation du principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins du Vieux-Port de Marseille-Périmètre 1**

**Avis du Conseil de Territoire
DIPORSV 17/15193/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Dans ce cadre, le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet pour avis au Conseil du Territoire Marseille Provence le projet de délibération ci-annexé.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine le 1er janvier 2016. Depuis cette date, la Métropole assure la gestion des 24 ports de plaisance, représentant 8500 anneaux en lieu et place de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Dans le cadre de la modernisation des modes de gestion des ports, amorcée par la Communauté Urbaine, il a été décidé de diversifier les outils de gestion afin de s'adapter au mieux au contexte de chaque port et d'en permettre la meilleure exploitation et le développement.

Ainsi, sur les 8500 anneaux actuellement en gestion Métropolitaine, 3 500 postes sont gérés par le biais de contrats d'occupation temporaire du domaine public consentis à des sociétés nautiques, 2 750 sont gérés en régie directe et 2 250 en gestion déléguée.

Par délibération du 13 mai 2005, la Communauté Urbaine avait décidé de déléguer la gestion, l'animation et le développement portuaire de trois périmètres portuaires, deux périmètres au sein du Vieux-Port et un situé au port de la Pointe-Rouge.

Le périmètre 1 du Vieux Port compte 916 postes à flot et 63 postes à terre, le périmètre 2 du Vieux-Port compte 544 postes à flot et le périmètre délégué au sein de la Pointe-Rouge comprend 721 postes à flot. Les trois conventions de délégation de service public ont pris effet le 1er janvier 2007 pour une durée de 10 ans. Leur échéance était prévue le 31 décembre 2016.

Il s'est avéré que ce mode de gestion a donné satisfaction en termes de qualité du service de gestion portuaire et notamment d'animation pour les trois périmètres.

Par conséquent, en fin d'année 2015, il a été envisagé de reconduire ce mode de gestion pour ces périmètres.

Après avis du Comité Technique et de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), le Conseil de Communauté de la Communauté Urbaine Marseille Provence a

approuvé, par délibération du 21 décembre 2015, le principe du recours à une Délégation de Service Public, par voie d'affermage et pour une durée de 5 ans (2017-2021), pour la gestion de chacun de ces trois périmètres, hors panne des professionnels située sur le Vieux-Port.

Les délais nécessaires à la mise en place de la Métropole Aix-Marseille-Provence, n'ont pas permis le lancement de la procédure de passation dans des délais permettant une prise d'effet au 1^{er} janvier 2017 des futurs contrats.

Par conséquent, le Conseil de la Métropole a approuvé, par délibération le 19 septembre 2016, un avenant de prolongation d'un an au contrat de DSP en vigueur. L'échéance interviendra le 31 décembre 2017.

Parallèlement, un fait nouveau est intervenu au cours de l'année 2016. Dans le cas où la candidature de Paris serait retenue pour organiser les Jeux Olympiques de 2024, les compétitions nautiques se dérouleraient au niveau des plans d'eau marseillais. Le Comité International Olympique élira en septembre prochain la ville organisatrice des Jeux.

Au terme d'un contrat de Délégation de Service Public d'une durée de 5 ans, le contrat suivant aurait débuté le 1^{er} janvier 2023 et n'aurait pas permis au prochain délégataire choisi de préparer un tel événement.

Ainsi, pour accompagner les manifestations nautiques durant l'année 2024 et promouvoir l'évènement dès 2020 ou 2021, et compte tenu des nouveaux investissements mis à la charge du délégataire, il est proposé de confier à nouveau l'exploitation de ce service à un délégataire dans le cadre d'une délégation de service public sous la forme d'un affermage pour une durée de 10 ans.

Aussi, il est proposé de délibérer à nouveau sur le choix du mode de gestion et les caractéristiques du service délégué.

Concernant le présent rapport, il s'agit d'acter le recours à ce mode de gestion pour le périmètre 1.

Il avait été acté, lors de la délibération du 21 décembre 2015, la sortie du périmètre 1 de la panne Criée dédiée aux professionnels du nautisme.

Il est proposé aujourd'hui de conserver cette panne au sein du périmètre DSP 1, la gestion de celle-ci ayant donné entière satisfaction depuis 2007.

Enfin, une partie du périmètre 1 de la précédente DSP, l'anse de la réserve, nécessite une approche individualisée, du fait des spécificités propres à son périmètre. Sa discontinuité géographique vis-à-vis du périmètre initial, ainsi que la présence de bâtiments justifient une gestion différenciée entraînant la création d'un nouvel allotissement géographique - appelé périmètre 4 - dans l'objectif d'une plus grande cohérence dans la gestion du futur délégataire. La durée envisagée, de 12 ans, permettra d'assumer ces obligations nouvelles.

Aussi, le nouveau périmètre 1 comprend les plans d'eau et terre-pleins situés entre le quai Marcel Pagnol et le Théâtre de la Criée, incluant le bassin du carénage.

Les principales missions assurées par le délégataire, pour l'exploitation du domaine public portuaire qui lui sera délégué, seront :

- L'accueil et l'information des usagers,
- La gestion et l'attribution des contrats de postes à flot et de terre-pleins, dans le respect du règlement de police,
- La gestion du plan d'eau et de la grille de mouillage,
- La gestion du passage au sein du périmètre délégué,
- L'entier entretien et travaux de renouvellement du domaine délégué dont les pannes et les installations portuaires,
- L'entier entretien des locaux (bureaux, sanitaires, etc),
- La participation à l'animation du port autour de manifestations nautiques.

Les raisons de ce choix, ainsi que les principales caractéristiques des prestations demandées au délégataire, sont développées dans le rapport ci-annexé.

Le futur délégataire sera désigné au terme d'une procédure préalable de publicité et de mise en concurrence définie par les articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, par les dispositions de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et celles de son décret d'application n° 2016-86 du 1^{er} février 2016.

La Commission Consultative des Services Publics Locaux a été saisie pour avis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 5218-7 ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Code des transports ;
- Le rapport de présentation joint en annexe explicitant les modes de gestion envisageables, les raisons du choix de la délégation de service public et décrivant les caractéristiques des principales missions demandées au délégataire ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation du principe d'une Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 1.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération concernant l'approbation du principe d'une Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins du Vieux-Port de Marseille –Périmètre 1.

Présents	102
Représentés	34
Voix Pour	128
Voix Contre	0
Abstentions	8

Adoptée

Se sont abstenus :

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

POR 003-659/17/CT

■ **Approbation du principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins du Vieux-Port de Marseille-Périmètre 2**

Avis du Conseil de Territoire DIPORSV 17/15194/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Dans ce cadre, le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet pour avis au Conseil du Territoire Marseille Provence le projet de délibération ci-annexé.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine le 1er janvier 2016. Depuis cette date, la Métropole assure la gestion des 24 ports de plaisance, représentant 8500 anneaux en lieu et place de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Dans le cadre de la modernisation des modes de gestion des ports, amorcée par la Communauté Urbaine, il a été décidé de diversifier les outils de gestion afin de s'adapter au mieux au contexte de chaque port et d'en permettre la meilleure exploitation et le développement.

Ainsi, sur les 8500 anneaux actuellement en gestion Métropolitaine, 3 500 postes sont gérés par le biais de contrats d'occupation temporaire du domaine public consentis à des sociétés nautiques, 2 750 sont gérés en régie directe et 2 250 en gestion déléguée.

Par délibération du 13 mai 2005, la Communauté Urbaine avait décidé de déléguer la gestion, l'animation et le développement portuaire de trois

périmètres portuaires, deux périmètres au sein du Vieux-Port et un situé au port de la Pointe-Rouge. Le périmètre 1 du Vieux Port comptant 916 postes à flot et 63 postes à terre, le périmètre 2 du Vieux-Port 544 postes à flot et le périmètre délégué au sein de la Pointe-Rouge comprenant 721 postes à flot. Les trois conventions de délégation de service public ont pris effet le 1er janvier 2007 pour une durée de 10 ans. Leur échéance était prévue le 31 décembre 2016.

Il s'est avéré que ce mode de gestion a donné satisfaction en termes de qualité du service de gestion portuaire et notamment d'animation pour les trois périmètres.

Par conséquent, en fin d'année 2015, il a été envisagé de reconduire ce mode de gestion pour ces périmètres.

Après avis du Comité Technique et de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), le Conseil de Communauté de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé, par délibération du 21 décembre 2015, le principe du recours à une Délégation de Service Public, par voie d'affermage et pour une durée de 5 ans (2017-2021), pour la gestion de chacun de ces trois périmètres, hors panne des professionnels située sur le Vieux-Port.

Les délais nécessaires à la mise en place de la Métropole Aix-Marseille-Provence n'ont pas permis le lancement de la procédure de passation dans des délais permettant une prise d'effet au 1^{er} janvier 2017 des futurs contrats.

Par conséquent, le Conseil de la Métropole a approuvé, par délibération le 19 septembre 2016, un avenant de prolongation d'un an au contrat de DSP en vigueur. L'échéance interviendra le 31 décembre 2017.

Parallèlement, un fait nouveau est intervenu au cours de l'année 2016. Dans le cas où la candidature de Paris serait retenue pour organiser les Jeux Olympiques de 2024, les compétitions nautiques se dérouleraient au niveau des plans d'eau marseillais. Le Comité International Olympique élira en septembre prochain la ville organisatrice des Jeux. Après un contrat de délégation du service public d'une durée de 5 ans, le contrat suivant aurait débuté le 1^{er} janvier 2023 et n'aurait permis au prochain délégataire choisi de préparer un tel événement. Ainsi, pour accompagner les manifestations nautiques durant l'année 2024 et promouvoir l'événement dès 2020 ou 2021, et compte tenu des nouveaux investissements mis à la charge du délégataire, il est proposé de confier à nouveau l'exploitation de ce service à un délégataire dans le cadre d'une délégation de service public sous la forme d'un affermage pour une durée de 10 ans.

Aussi, il est proposé de délibérer à nouveau sur le choix du mode de gestion et les caractéristiques du service délégué.

Concernant le présent rapport, il s'agit d'acter le recours à ce mode de gestion pour le périmètre 2 comprenant le plan d'eau situé Quai de Rive Neuve entre le Théâtre de la Criée et la Place aux huiles.

Les principales missions assurées par le délégataire pour l'exploitation du domaine public portuaire qui lui sera délégué seront :

- L'accueil et l'information des usagers,
- La gestion et l'attribution des contrats de postes à flot, dans le respect du règlement de police,
- La gestion du plan d'eau et de la grille de mouillage,
- La gestion du passage au sein du périmètre délégué,
- L'entier entretien et travaux de renouvellement du domaine délégué dont les pannes et les installations portuaires,
- La participation à l'animation du port autour de manifestations nautiques.

Les raisons de ce choix, ainsi que les principales caractéristiques des prestations demandées au délégataire, sont développées dans le rapport ci-annexé.

Le futur délégataire sera désigné au terme d'une procédure préalable de publicité et de mise en concurrence définie par les articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, par les dispositions de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et celles de son décret d'application n° 2016-86 du 1er février 2016.

La Commission Consultative des services publics locaux a été saisie pour avis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;

- Le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Code des transports ;
- Le rapport de présentation joint en annexe explicitant les modes de gestion envisageables, les raisons du choix de la délégation de service public et décrivant les caractéristiques des principales missions demandées au délégataire ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation du principe d'une Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 2.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération concernant l'approbation du principe d'une Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins du Vieux-Port de Marseille –Périmètre 2.

Présents	102
Représentés	34
Voix Pour	128
Voix Contre	0
Abstentions	8

Adoptée

Se sont abstenus :

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

POR 004-660/17/CT

■ Approbation du principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins du Vieux-Port de Marseille-Périmètre 4

Avis du Conseil de Territoire DIPORSV 17/15416/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Dans ce cadre, le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet pour avis au Conseil du Territoire Marseille Provence le projet de délibération ci-annexé.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine le 1er janvier 2016. Depuis cette date, la Métropole assure la gestion des 24 ports de plaisance, représentant 8500 anneaux en lieu et place de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Dans le cadre de la modernisation des modes de gestion des ports, amorcée par la Communauté Urbaine, il a été décidé de diversifier les outils de gestion afin de s'adapter au mieux au contexte de chaque port et d'en permettre la meilleure exploitation et le développement.

Ainsi, sur les 8500 anneaux actuellement en gestion Métropolitaine, 3 500 postes sont gérés par le biais de contrats d'occupation temporaire du domaine public consentis à des sociétés nautiques, 2 750 sont gérés en régie directe et 2 250 en gestion déléguée.

Par délibération du 13 mai 2005, la Communauté Urbaine avait décidé de déléguer la gestion, l'animation et le développement portuaire de trois périmètres portuaires, deux périmètres au sein du Vieux-Port et un situé au port de la Pointe-Rouge.

Le périmètre 1 du Vieux Port comptant 916 postes à flot et 63 postes à terre, le périmètre 2 du Vieux-Port 544 postes à flot et le périmètre délégué au sein de la Pointe-Rouge comprenant 721 postes à flot.

Les trois conventions de délégation de service public ont pris effet le 1er janvier 2007 pour une durée de 10 ans. Leur échéance était prévue le 31 décembre 2016.

Il s'est avéré que ce mode de gestion a donné satisfaction en termes de qualité du service de gestion portuaire et notamment d'animation pour les trois périmètres.

Par conséquent, en fin d'année 2015, il a été envisagé de reconduire ce mode de gestion pour ces périmètres.

Après avis du Comité Technique et de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), le Conseil de Communauté de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé, par délibération du 21 décembre 2015, le principe du recours à une Délégation de Service Public, par voie d'affermage et pour une durée de 5 ans (2017-2021), pour la gestion de chacun de ces trois périmètres, hors panne des professionnels située sur le Vieux-Port.

Les délais nécessaires à la mise en place de la Métropole Aix-Marseille-Provence n'ont pas permis le lancement de la procédure de passation dans des délais permettant une prise d'effet au 1^{er} janvier 2017 des futurs contrats.

Par conséquent, le Conseil de la Métropole a approuvé, par délibération le 19 septembre 2016, un avenant de prolongation d'un an au contrat de délégation de service public en vigueur. L'échéance interviendra le 31 décembre 2017.

Parallèlement, un fait nouveau est intervenu au cours de l'année 2016. Dans le cas où la candidature de Paris serait retenue pour organiser les Jeux Olympiques de 2024, les compétitions nautiques se dérouleraient au niveau des plans d'eau marseillais. Le Comité International Olympique élira en septembre prochain la ville organisatrice des Jeux.

Au terme d'un contrat de DSP d'une durée de 5 ans, le contrat suivant aurait débuté le 1^{er} janvier 2023 et n'aurait pas permis au prochain délégataire choisi de préparer un tel événement.

Ainsi, pour accompagner les manifestations nautiques durant l'année 2024 et promouvoir l'événement dès 2020 ou 2021 et compte tenu des nouveaux investissements mis à la charge du futur délégataire, il est proposé de confier l'exploitation de ce service à un délégataire dans le cadre d'une délégation de service public.

Enfin, une partie du périmètre 1 de la précédente DSP, l'anse de la réserve, nécessite une approche individualisée, du fait des spécificités propres à son périmètre. Sa discontinuité géographique vis-à-vis du périmètre initial, ainsi que la présence de bâtiments justifient une gestion différenciée entraînant la création d'un nouvel allotissement géographique - appelé périmètre 4 - dans l'objectif d'une plus grande

cohérence dans la gestion du futur délégataire. La durée envisagée, de 12 ans, permettra d'assumer ces obligations nouvelles.

Il s'agit d'acter le recours à ce mode de gestion pour le périmètre 4 comprenant les plans d'eau, terre-pleins et bâtiments situés au sein de l'Anse de la Réserve conformément au plan joint au rapport de présentation ci-annexé.

Au regard des investissements nécessaires sur ce périmètre, il est proposé une délégation de service public, sous la forme d'un affermage pour une durée de 12 ans.

Les principales missions assurées par le délégataire, pour l'exploitation du domaine public portuaire qui lui sera délégué, seront :

- L'accueil et l'information des usagers,
- La gestion et l'attribution des contrats de postes à flot et de terre-pleins, dans le respect du règlement de police,
- La gestion du plan d'eau et de la grille de mouillage,
- La gestion du passage au sein du périmètre délégué,
- L'entier entretien et travaux de renouvellement du domaine délégué dont les pannes, les installations portuaires et les locaux
- La participation à l'animation du port autour de manifestations nautiques ainsi que l'animation du pôle « Aviron du Vieux-Port ».

Les raisons de ce choix, ainsi que les principales caractéristiques des prestations demandées au délégataire, sont développées dans le rapport ci-annexé.

Le futur délégataire sera désigné au terme d'une procédure préalable de publicité et de mise en concurrence définie par les articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, par les dispositions de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et celles de son décret d'application n° 2016-86 du 1er février 2016.

La Commission Consultative des Services Publics Locaux a été saisie pour avis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Code des transports ;
- Le rapport de présentation joint en annexe explicitant les modes de gestion envisageables, les raisons du choix de la délégation de service public et décrivant les caractéristiques des principales missions demandées au délégataire ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation du principe d'une Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 4.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération concernant l'approbation du principe d'une Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins du Vieux-Port de Marseille –Périmètre 4.

Présents	102
Représentés	34
Voix Pour	128
Voix Contre	0
Abstentions	8

Adoptée

Se sont abstenus :

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

POR 005-661/17/CT

■ Approbation du principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins du port de La Pointe-Rouge de Marseille-Périmètre 3

Avis du Conseil de Territoire DIPORSV 17/15195/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Dans ce cadre, le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet pour avis au Conseil du Territoire Marseille Provence le projet de délibération ci-annexé.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine le 1er janvier 2016. Depuis cette date, la Métropole assure la gestion des 24 ports de plaisance, représentant 8500 anneaux en lieu et place de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Dans le cadre de la modernisation des modes de gestion des ports, amorcée par la Communauté Urbaine, il a été décidé de diversifier les outils de gestion afin de s'adapter au mieux au contexte de chaque port et d'en permettre la meilleure exploitation et le développement.

Ainsi, sur les 8500 anneaux actuellement en gestion Métropolitaine, 3 500 postes sont gérés par le biais de contrats d'occupation temporaire du domaine public consentis à des sociétés nautiques, 2 750 sont gérés en régie directe et 2 250 en gestion déléguée.

Par délibération du 13 mai 2005, la Communauté Urbaine avait décidé de déléguer la gestion, l'animation et le développement portuaire de trois périmètres portuaires, deux périmètres au sein du Vieux-Port et un situé au port de la Pointe-Rouge.

Le périmètre 1 du Vieux Port comptant 916 postes à flot et 63 postes à terre, le périmètre 2 du Vieux-Port 544 postes à flot et le périmètre délégué au sein de la Pointe-Rouge comprenant 721 postes à flot.

Les trois conventions de délégation de service public ont pris effet le 1er janvier 2007 pour une durée de 10 ans. Leur échéance était prévue le 31 décembre 2016.

Il s'est avéré que ce mode de gestion a donné satisfaction en termes de qualité du service de gestion portuaire et notamment d'animation pour les trois périmètres.

Par conséquent, en fin d'année 2015, il a été envisagé de reconduire ce mode de gestion pour ces périmètres.

Après avis du Comité Technique et de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), le Conseil de Communauté de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé, par délibération du 21 décembre 2015, le principe du recours à une délégation de service public, par voie d'affermage et pour une durée de 5 ans (2017-2021), pour la gestion de chacun de ces trois périmètres, hors panne des professionnels située sur le Vieux-Port.

Les délais nécessaires à la mise en place de la Métropole Aix-Marseille-Provence n'ont pas permis le lancement de la procédure de passation dans des délais permettant une prise d'effet au 1^{er} janvier 2017 des futurs contrats.

Par conséquent, le Conseil de la Métropole a approuvé, par délibération le 19 septembre 2016, un avenant de prolongation d'un an au contrat de délégation du service public en vigueur. L'échéance interviendra le 31 décembre 2017.

Parallèlement, un fait nouveau est intervenu au cours de l'année 2016. Dans le cas où la candidature de Paris serait retenue pour organiser les Jeux Olympiques de 2024, les compétitions nautiques se dérouleraient au niveau des plans d'eau marseillais. Le Comité International Olympique élira en septembre prochain la ville organisatrice des Jeux.

Après un contrat de délégation du service public d'une durée de 5 ans, le contrat suivant aurait débuté

le 1^{er} janvier 2023 et n'aurait permis au prochain délégataire choisi de préparer un tel évènement.

Ainsi, pour accompagner les manifestations nautiques durant l'année 2024 et promouvoir l'évènement dès 2020 ou 2021 et compte tenu des nouveaux investissements mis à la charge du délégataire, il est proposé de confier à nouveau l'exploitation de ce service à un délégataire dans le cadre d'une délégation de service public sous la forme d'un affermage pour une durée de 10 ans.

Aussi, il est proposé de délibérer à nouveau sur le choix du mode de gestion et les caractéristiques du service délégué.

Concernant le présent rapport, il s'agit d'acter le recours à ce mode de gestion pour le périmètre 3 comprenant la moitié nord du plan d'eau et une partie des terre-pleins du port de la Pointe-Rouge, hormis le plan d'eau dédié à la mise à l'eau du stockage à terre situé au droit de la capitainerie.

Les principales missions assurées par le délégataire, pour l'exploitation du domaine public portuaire qui lui sera délégué, seront :

- L'accueil et l'information des usagers,
- La gestion et l'attribution des contrats de postes à flot et de terre-pleins, dans le respect du règlement de police,
- La gestion du plan d'eau et de la grille de mouillage,
- La gestion du passage au sein du périmètre délégué,
- L'entier entretien et travaux de renouvellement du domaine délégué dont les pannes et les installations portuaires,
- L'entier entretien des locaux (bureaux, sanitaires, etc),
- La participation à l'animation du port autour de manifestations nautiques.

Les raisons de ce choix, ainsi que les principales caractéristiques des prestations demandées au délégataire, sont développées dans le rapport ci-annexé.

Le futur délégataire sera désigné au terme d'une procédure préalable de publicité et de mise en concurrence définie par les articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, par les dispositions de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et celles de son décret d'application n° 2016-86 du 1^{er} février 2016.

La Commission Consultative des services publics locaux a été saisie pour avis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Code des transports ;
- Le rapport de présentation joint en annexe explicitant les modes de gestion envisageables, les raisons du choix de la délégation de service public et décrivant les caractéristiques des principales missions demandées au délégataire ;
- L’avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

**Entendues les conclusions du rapporteur,
CONSIDERANT**

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d’adopter une délibération portant sur l’approbation du principe d’une délégation de service public pour la gestion et l’animation de plans d’eau et terre-pleins du Port de la Pointe-Rouge de Marseille - Périmètre 3.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération concernant l’approbation du principe d’une Délégation de Service Public pour la gestion et l’animation de plans d’eau et terre-pleins du Port de la Pointe-Rouge de Marseille –Périmètre 3.

Présents	102
Représentés	34
Voix Pour	128
Voix Contre	0
Abstentions	8

Adoptée

Se sont abstenus :

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

***Commission "Culture, Grands
Evénements et Tourisme"***

CULT 001-662/17/CT

**■ Renouvellement de l'adhésion à l'association
Club de la Croisière Marseille Provence et
paiement de la cotisation 2017**

**Information du Conseil de Territoire
DGDE 17/15398/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Le « Club de la Croisière Marseille Provence », crée en 1996 à l’initiative de la Chambre de Commerce et d’Industrie Marseille Provence, du Grand Port Maritime et de la Ville de Marseille, associe les acteurs de la filière économique et institutionnelle impliqués dans le développement et la promotion de la croisière à Marseille.

A ce titre, il réunit aujourd’hui plus de une trentaine de membres, comme par exemple : l’Office du Tourisme et des Congrès de Marseille, l’Office Municipal du Tourisme de Cassis, l’Office Municipal du Tourisme d’Aix-en-Provence, l’Union Maritime et

Fluviale de Marseille-Fos, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, les Galeries Lafayette de Marseille, Le Petit Train – TTM 13 (le petit train touristique de Marseille), l'entreprise COFRAPEX (spécialisée notamment dans l'affrètement des navires en denrées alimentaires) etc.

Le « Club de la Croisière Marseille Provence » a pour objectif de poursuivre le développement du marché de la croisière sur le territoire et la promotion des atouts de Marseille Provence auprès des compagnies de croisière, en veillant à :

- Coordonner l'offre et les actions des différents acteurs publics et privés,
- Optimiser l'impact économique sur le territoire,
- S'assurer de l'acceptabilité de la croisière par les populations locales.

Dans ce cadre, le club

- initie, ou prête son concours à toutes réflexions sur les structures et l'environnement propres à favoriser l'accueil des paquebots de croisières et de leurs passagers,
- coordonne entre les membres du Club la mise en place d'une ligne de produits d'information et de documentation, assure leur réalisation et leur diffusion,
- conduit une politique de qualité parmi ses membres, afin de déboucher sur un label de reconnaissance "Croisières à Marseille",
- initie, coordonne et participe à toute action de notoriété, promotion ou publicité de la destination croisière à Marseille Provence, seul ou en partenariat avec d'autres structures de promotion ou d'autres ports français ou étrangers,
- organise au bénéfice du développement du marché de la croisière sur la place de Marseille les conventions et actions liées à cette activité,
- assure une information permanente du Club, envers ses propres adhérents, tout comme en externe notamment vers les médias,
- organise l'accueil personnalisé des armateurs de navires de croisière et de leurs représentants,
- coordonne les dispositions à mettre en œuvre pour faciliter le déroulement des escales de croisière,
- réalise des études économiques ou des enquêtes relatives à l'activité de la croisière,
- participe aux grands salons professionnels (comme le Cruise Shipping à Miami, Seatrade Europe à Hambourg),
- agit auprès des professionnels de la croisière, des compagnies aériennes et des agences de voyage,
- mène des actions d'amélioration de l'accueil des croisiéristes en partenariat étroit avec les compagnies de croisière et les partenaires locaux.

Acteur reconnu par l'Etat, le Grand Port Maritime de Marseille et les professionnels, le Club de la Croisière mène ainsi une politique active pour accompagner et dynamiser le développement de la filière à Marseille.

C'est grâce à cette action collective conduite sous son égide que les activités de croisière se sont développées de façon spectaculaire à Marseille ces dernières années : de 18 500 passagers en 1995, ce sont près d'1,6 millions de passagers accueillis en 2016.

Aujourd'hui, Marseille Provence se situe de ce fait à la 5e place des ports méditerranéens.

L'ambition portée pour 2020 est, avec l'accueil de 2 millions de croisiéristes, d'intégrer le « top 3 » en Méditerranée et le « top 10 » des ports mondiaux. Pour atteindre cet objectif dans un contexte concurrentiel accru, le Club propose à partir de 2017 un programme d'actions encore plus ambitieux et souhaite en pérenniser le financement. La modification de ses statuts adoptée à l'assemblée générale du 9 mars 2016 s'inscrit dans cette dynamique et permet ainsi l'entrée et conséquemment le soutien de nouveaux adhérents publics et privés.

En renouvelant son adhésion à l'association, la Métropole Aix-Marseille-Provence sera membre partenaire Prestige et fera partie du Conseil d'Administration du Club de la Croisière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-

187/16/CM
du 28 avril 2016 portant délégation de
compétences du Conseil de la Métropole au
Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'objectif et les actions de l'association correspondant aux activités que la Métropole Aix-Marseille Provence souhaite voir se développer en matière d'attractivité et de rayonnement international.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport relatif au renouvellement de l'adhésion à l'association Club de la Croisière Marseille Provence et au paiement de la cotisation 2017 d'un montant de 15 000 euros.

CULT 002-663/17/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association Club de la croisière Marseille Provence pour l'organisation d'actions de promotion et d'accueil de l'activité croisières - approbation de la convention d'objectifs

**Avis du Conseil de Territoire
DGDE 17/15399/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Le « Club de la Croisière Marseille Provence », créé en 1996 à l'initiative de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, du Grand Port Maritime et de la Ville de Marseille, associe les acteurs de la filière économique et institutionnelle impliqués dans le développement et la promotion de la croisière à Marseille.

A l'horizon 2020, Marseille Provence devrait franchir le cap des 2 millions de croisiéristes accueillis par an et confirmer son positionnement comme port leader sur le marché méditerranéen en se hissant dans le Top 3 des ports de croisière de méditerranée.

Cet objectif parfaitement réaliste est en grande partie le fruit des investissements réalisés par le Grand Port

Maritime de Marseille qui, en élargissant la passe nord, permet d'accueillir les navires quasiment par tout temps, au-delà des actions commerciales, de promotion, de marketing et d'amélioration de l'accueil, conduites et coordonnées depuis bientôt 20 ans par le Club de la Croisière Marseille Provence avec ses partenaires dont la Métropole.

Les axes prioritaires définis dans le cadre des actions conduites tout au long de l'année par le Club de la Croisière Marseille Provence sont le reflet d'une ambition commune pour accroître la lisibilité et la notoriété de la métropole tant au niveau de ses nombreux atouts touristiques que sur un plan économique plus global.

A compter de 2017, un nouveau plan d'actions triennal plus ambitieux de promotion et d'accueil de l'activité croisières doit permettre d'atteindre l'ambition fixée et pérenniser son financement.

Le Club de la Croisière Marseille Provence renforcera ainsi son positionnement comme premier pôle de croisière en France et 5e port Méditerranéen.

Le budget total des actions est estimé à 629 000 euros HT pour l'année 2017.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite participer financièrement à hauteur de 55 000 euros au budget 2017 de ce plan d'actions auprès d'autres partenaires comme le GPMM, la CCIMP, la Ville de Marseille, le Conseil Régional et le Conseil Départemental 13.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-

187/16/CM du 28 avril 2016 portant
délégation de compétences du Conseil de la
Métropole au Conseil de Territoire Marseille
Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'objectif et les actions de l'association correspondent aux activités que la Métropole Aix-Marseille Provence souhaite voir se développer en matière d'attractivité et de rayonnement international.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le rapport relatif à l'attribution d'une subvention de 55 000 euros à l'association Club de la Croisière Marseille Provence pour l'organisation de promotion et d'accueil de l'activité croisières et l'approbation de la convention d'objectifs y afférant.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés